

Fondation Hironnelle

Agence d'Information, de documentation et de formation, Arusha (Tanzanie) : Burundi / Pourparlers de paix

Burundi - Les négociations de paix - 2000 - Archives

30 NOVEMBRE 2000

BURUNDI/ NEGOCIATIONS

LA MEDIATION LANCE UN APPEL AU CESSEZ-LE-FEU

Arusha, le 30 novembre 2000 (FH) - La médiation dans le conflit burundais a lancé un appel au cessez-le-feu jeudi lors de la clôture d'une session de pourparlers consacrée aux questions encore en suspens depuis la signature de l'accord de paix du 28 août.

"Aux belligérants, je voudrais lancer un appel particulier: si les raisons pour lesquelles ils ont pris les armes étaient la restauration de la démocratie, nous sommes sur le point d'y arriver", a déclaré le Tanzanien Mark Bomani, représentant du médiateur, l'ancien président sud-africain Nelson Mandela.

"Ainsi, il ne serait pas raisonnable de ne pas tenir compte de cette évolution. S'ils ont des doutes que l'accord conclu ne sera pas respecté par ceux qui sont au pouvoir, je pense que la réponse est que l'accord va réussir" a poursuivi Mark Bomani.

L'accord d'Arusha a été négocié par 19 parties burundaises, mais n'a pas enregistré la participation des groupes rebelles dissidents du CNDD-FDD et du FNL.

Mark Bomani a cité comme garanties au succès de l'accord le fait que le médiateur va rester saisi de la question et que les pays de la région et la communauté internationale dans son ensemble vont peser de leur poids dans son application.

"S'ils ont pris des armes pour protester contre leur exclusion de l'armée et des autres institutions de l'Etat, la réponse est que des dispositions concernant le rétablissement de l'équilibre, des dispositions qui seront garanties par l'ONU et la communauté internationale sont incluses dans l'accord", a indiqué Mark Bomani à l'adresse des groupes rebelles.

Ouverte samedi dernier, la session des négociations inter-burundaises s'est clôturée jeudi matin sans avancée significative sur les problèmes en suspens, notamment l'identité de celui qui va diriger la transition.

Nelson Mandela avait souhaité que cette question soit réglée avant la conférence des bailleurs de fonds du Burundi prévue à Paris le 11 et le 12 décembre prochain.

Organisée par la Banque Mondiale, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la Fondation Mandela, cette conférence connaîtra la participation de l'ensemble des 19 parties signataires de l'accord de paix inter-burundais, en raison de deux délégués chacune.

Mark Bomani a annoncé que le rôle de l'équipe de la facilitation qu'il dirigeait était terminé, cédant la place à la commission de suivi de l'application de l'accord de paix qui s'est réunie pour la première fois jeudi matin.

Composée de 29 membres, cette commission est présidée par l'Ethiopien Berhanu Dinka, représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la région des grands lacs.

Entamées depuis juin 1988, les négociations de paix inter-burundaises ont coûté environ 13 millions de dollars, a indiqué Mark Bomani.

Prenant la parole à l'occasion de cette cérémonie de clôture, l'ancien président burundais, Sylvestre Ntibantunganya, a soutenu l'appel au cessez-le feu lancé aux groupes rebelles par la médiation.

"Je suis convaincu que tous les Burundais ici présents insistent sur cet appel pour que nos compatriotes nous rejoignent ici dans cette dynamique de paix", a dit Sylvestre Ntibantunganya. "Les Burundais et la communauté internationale seront satisfaits si cet accord met fin aux souffrances qui les accablent depuis que ce conflit a éclaté", a conclu M. Ntibantunganya.

AT/GA/PHD/FH (BU%1130a)

29 NOVEMBRE 2000

BURUNDI NEGOCIATIONS

LES POURPARLERS DE PAIX BURUNDAIS EVOLUENT TRES LENTEMENT

Arusha, le 29 novembre, 2000 (FH) - Les délégués burundais en consultations mercredi pour résoudre certains points en suspens de l'accord de paix du 28 août semblent avoir fait peu de progrès.

Les 19 parties signataires de l'accord, qui se rencontrent à Arusha depuis samedi; ont mis sur pied trois sous-commissions chargées d'étudier la gestion de la transition, le calendrier d'application de l'accord, ainsi que les corrections techniques à y apporter. Lors de la réunion de mercredi des trois sous-commissions, certains délégués ont confié à l'agence Hirondelle que la résolution des points restés en suspens paraissait plutôt lointaine.

La réunion des parties signataires devrait prendre fin mercredi soir. Le médiateur Nelson Mandela les avait exhortées lundi de résoudre tous les points restés en suspens avant la conférence des bailleurs de fond sur le Burundi prévue à Paris du 11 au 12 décembre. Cette éventualité semble toutefois très peu probable.

Le principal point de désaccord reste la question de savoir qui sera le président de la transition. "Je ne vois vraiment pas que cette question pourra être résolue avant la conférence de Paris", a déclaré à l'agence Hirondelle Sosthènes Zirariye, secrétaire Général du mouvement pro-Hutu Frolina.

Un délégué pro-tutsi a accusé l'actuel président Pierre Buyoya et son parti UPRONA (également pro-tutsi) de bloquer les discussions pour garder la présidence. Il a déclaré que les Burundais veulent le changement, mais que des membres influents de la communauté internationale et de la région semblent maintenant soutenir Buyoya. Ce délégué a en outre déclaré qu'il doutait que la question puisse se résoudre avant la fin de l'année.

Six noms ont déjà été proposés comme candidats potentiels pouvant conduire la transition: l'actuel président Buyoya; l'ancien président Jean-Baptiste Bagaza du parti pro-Tutsi PARENA; Domitien Ndayizeye du parti pro-Hutu FRODEBU; Térance Nsanze du parti pro-Tutsi ABASA, Albert Mbonerane du parti pro-Hutu CNDD, et Epitace Bayaganakandi, un ancien ministre et militaire, qui bénéficie du soutien de six petits partis tutsi anti-Buyoya.

Mandela était à Arusha lundi pour l'inauguration de la nouvelle Commission de Suivi de l'Application de l'accord de paix (CSA). La CSA est composée de 29 membres. Elle va tenir sa première réunion jeudi à Arusha, sous supervision du représentant du Secrétaire Général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs, Berhanu Dinka.

"Les fonctions de la CSA seront de suivre l'application," a indiqué Mandela lundi aux délégués. "Il faut comprendre que la CSA n'est pas un forum de négociation. Elle est là simplement pour exécuter les décisions prises par les signataires. Toutes autres questions à étudier seront traitées soit par moi-même, soit par l'Assemblée Nationale de transition. Le rôle de l'équipe de facilitation va progressivement disparaître".

Un rapport de "International Crisis Group" (ICG), basé à Bruxelles, doute cependant que la CSA sera efficace, surtout que cette commission a été étendue aux représentants de toutes les parties signataires. "La Commission d'application pourrait certes commencer à travailler et devenir le

nouveau forum de négociation entre les partis. Mais sa composition élargie risque d'en faire un champ de bataille permanent, un micro-Arusha sans Mandela", lit-on dans le rapport, dont le titre est "Burundi: ni Guerre ni Paix".

Interrogés à ce sujet, les facilitateurs rétorquent que ce sont en fait les 11 membres du comité exécutif de la CSA qui auront le dernier mot. Ce comité sera aussi supervisé par l'Ambassadeur Dinka. Reste à savoir combien de temps la CSA va mettre pour choisir son comité exécutif.

JC/GA/PHD/FH (BU% 1129a

27 NOVEMBRE 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

MANDELA DEMANDE DE FINANCER LA FORMATION DE LA JEUNESSE EN ECONOMIE

Arusha, 27 novembre 2000 (FH) - Le médiateur dans la crise burundaise, l'ancien président sud-africain Nelson Mandela, a demandé aux donateurs de financer la formation de la jeunesse en matière de gestion économique du pays.

Nelson Mandela s'exprimait lundi à l'occasion de l'inauguration du comité de suivi de l'application de l'accord de paix inter-burundais signé à Arusha le 28 août dernier.

L'ancien président sud-africain a annoncé que la Banque mondiale a déjà accepté de former, à partir de janvier ou février prochains, douze jeunes Burundais dans le domaine de la gestion du pays.

Nelson Mandela a demandé aux dix-neuf parties signataires de l'accord de paix de s'entendre rapidement sur la liste de ces jeunes qui devraient être issus de toutes les ethnies du pays, a-t-il dit.

La Banque mondiale est prête à financer un deuxième contingent formé de douze autres jeunes Burundais lorsque les premiers auront terminé leurs études, a poursuivi Nelson Mandela.

Le médiateur dans la crise burundaise a ajouté que l'Union européenne "pourrait avoir un arrangement similaire à celui de la Banque mondiale".

Nelson Mandela a par ailleurs indiqué avoir contacté des représentants des Etats Unis, de Grande Bretagne, de Belgique, de France et d'Allemagne pour que chacun de ces pays reçoive un nombre important de jeunes Burundais, pour les former dans les compétences liées à la gestion économique.

Une conférence des bailleurs de fonds du Burundi est prévue à Paris du 11 au 12 décembre prochain. Les parties signataires de l'accord d'Arusha seront conviées à cette conférence. La Banque mondiale a débloqué un montant de 50 millions de dollars pour cette conférence.

Nelson Mandela a souligné que la conférence de Paris va débattre "des aspects liés au développement", car un pays sans viabilité économique ne peut avoir la stabilité, a-t-il dit.

Le médiateur dans la crise burundaise a indiqué s'être convenu avec le président français, Jacques Chirac, pour que la question de l'économie du Burundi "soit traitée sérieusement".

AT/GA/PHD/FH (BU%1127b)

27 NOVEMBRE 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

NELSON MANDELA LANCE LA COMMISSION DE SUIVI DE L'ACCORD

Arusha, 27 novembre 2000 (FH) - Le médiateur dans la crise burundaise, l'ancien président sud-africain Nelson Mandela, a lancé la commission de suivi de l'application de l'accord de paix (CSA) du 28 août, lundi à Arusha.

Composée de vingt neuf membres issus des dix-neuf parties signataires de l'accord, de la communauté internationale y compris les donateurs, des pays de la région et de la société civile burundaise, cette commission sera présidée par l'Ethiopien Berhanu Dinka, désigné par le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan.

Présentant l'ONU comme "le vrai porte-drapeau de la paix dans le monde", Nelson Mandela a indiqué que le fait que la dite commission soit présidée par un représentant de son secrétaire général est "un fait historique que nous devons apprécier à sa juste mesure".

Nelson Mandela a qualifié Berhanu Dinka de personne compétente et de meneur d'hommes et a demandé aux Burundais de le soutenir.

La commission siègera provisoirement à Arusha en attendant son transfert à Bujumbura. Sa première réunion est prévue mardi matin.

Toutes les parties signataires de l'accord ont déjà désigné leurs représentants au sein de la commission, à l'exception du Parti pour le redressement national (PARENA) de l'ancien président Jean-Baptiste Bagaza.

L'Organisation de l'unité africaine (OUA) sera quant à elle représentée par le Sénégalais Mamadou Bah tandis que les pays de la région n'ont pas encore désigné leur délégué.

Lundi matin, Nelson Mandela a lancé un appel aux Burundais pour qu'ils règlent les questions encore en suspens avant la réunion des bailleurs de fonds du pays prévue le 11 et le 12 décembre à Paris. Parmi ces questions figurent la désignation de celui va diriger la transition.

"Nous devons arriver à nous concentrer sur la question de la transition, parce que c'est une question qu'il faut régler de toute urgence", a-t-il dit.

S'agissant de la cessation des hostilités, Nelson Mandela a annoncé qu'il s'en occupait personnellement en collaboration avec ses conseillers à Johannesburg ainsi que le président sud-africain Thabo Mbeki et son vice-président Jacob Zuma.

Nelson Mandela a annoncé que la Banque mondiale avait déjà accepté d'accorder des bourses d'étude en économie à douze jeunes burundais de toutes les ethnies, "des gens qui seront au service de la nation et non au service d'un groupe déterminé".

L'Union européenne pourrait avoir un arrangement similaire à celui de la banque Mandela, a poursuivi Nelson Mandela.

Le parlement burundais ratifiera l'accord de paix le 1er décembre, a indiqué Nelson Mandela. "C'est une mesure importante" a commenté le médiateur car s'il subsiste des doutes à ce niveau, il en sera de même au niveau des bailleurs de fonds, a-t-il ajouté.

AT/PHD/FH (BU%1127A)

26 NOVEMBRE 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

CESSEZ-LE-FEU AU TERME DES NEGOCIATIONS DIRECTES AVEC LE GOUVERNEMENT, SELON LE CNDD-FDD

Arusha, 26 novembre 2000 (FH) - Le cessez-le-feu interviendra au terme des négociations directes entre le gouvernement burundais et la rébellion, a indiqué dimanche le porte-parole du Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD).

Contacté par téléphone par l'agence Hironnelle, Jérôme Ndiho a affirmé depuis Bruxelles que son mouvement a fait preuve "d'ouverture" en proposant en début de semaine des contacts directs avec le gouvernement burundais, les premiers depuis la rencontre de Rome en 1998.

"La situation était bloquée" a expliqué Jérôme Ndiho, ajoutant que "la balle est maintenant dans le camp du [président burundais le] major Buyoya".

Le porte-parole du CNDD-FDD a précisé que si les négociations directes étaient organisées, elles porteraient d'abord sur "les préalables", avant d'arriver aux questions de fond incluant le cessez-le feu.

Selon Jérôme Ndiho, ces préalables "consistent en le démantèlement des camps de concentration de type nazi, la libération des prisonniers politiques et la réinstallation dans leurs biens, des victimes de ces deux graves violations du droit humanitaire international".

Pour le porte-parole du CNDD-FDD, une fois les préalables satisfaits, les discussions se poursuivront avec un accord politique basé sur le retour à la constitution de 1992 qui avait autorisé le multipartisme, la mise en place d'une armée véritablement nationale dénuée de toute discrimination ethnique, régionale ou autre et enfin le cessez-le-feu.

"Nous ne refusons pas le principe d'arriver à un cessez-le feu", a dit Jérôme Ndiho. "Nous ne voulons pas brûler les étapes".

Le porte parole du CNDD-FDD s'est déclaré toujours confiant en la médiation de l'ancien président sud-africain Nelson Mandela, rejetant cependant son équipe de la facilitation héritée de son prédécesseur, l'ex-président tanzanien, Julius Nyerere.

"Nous gardons confiance en Mandela, mais nous lui demandons de nous débarrasser de l'aile Bomani et sa médiation. Ils sont très impliqués dans l'initiative régionale dirigée par le président ougandais [Yoweri Museveni]et qui s'est terminée le 28 août".

Nelson Mandela arrive à Arusha dimanche soir où il va lancer le comité de suivi de l'accord de paix inter-burundais du 28 août.

Les dix-neuf parties signataires de cet accord sont, quant à elles, réunies à Arusha depuis samedi. Dimanche, elles se sont mises d'accord sur les noms de six personnes devant représenter la société civile au sein de la commission de suivi de l'accord.

Parmi les élus figurent un ancien président de la cour constitutionnelle, aujourd'hui recteur d'université, deux évêques : un catholique et un protestant, ainsi que deux femmes.

AT/PHD/FH (BU%1126a)

25 NOVEMBRE 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

LES NEGOCIATEURS BURUNDAIS ACCUSES DE TERGIVERSATIONS

Arusha, 25 novembre 2000 (FH) - Le représentant du médiateur dans la crise burundaise s'est déclaré déçu face au manque de progrès constaté depuis la signature de l'accord de paix du 28 août dernier.

Le Tanzanien Mark Bomani, qui représente le médiateur dans la crise burundaise, l'ancien président sud-africain Nelson Mandela, a lancé samedi un appel aux dix-neuf parties signataires de l'accord de paix pour le Burundi pour qu'elles s'entendent sur certains points saillants encore en suspens, le plus rapidement possible.

"La période entre votre dernière rencontre (le 29 septembre) et aujourd'hui semble n'avoir pas produit les résultats escomptés" a déclaré Mark Bomani à l'ouverture d'une session de pourparlers qui devrait être clôturée mercredi.

"Les deux points principaux concernant l'arrêt des hostilités et la gestion de la période de transition n'ont pas été résolus. Même là où l'on attendait une action rapide, il y a encore beaucoup de tergiversations!", a-t-il dit.

Nelson Mandela est attendu à Arusha dimanche. Il va inaugurer le comité de suivi de l'application de l'accord (CSA) lundi matin.

Le représentant du médiateur a regretté qu'il n'y a eu guère de progrès sur la suspension des hostilités, malgré des pourparlers en Afrique du Sud auxquels ont été conviés les groupes rebelles dissidents, le CNDD-FDD et le FNL.

Ces groupes n'ont pas été impliqués dans le processus de négociation de l'accord d'Arusha, mais ils ont eu des entretiens séparés avec le médiateur.

Mark Bomani a rappelé que lors du sommet de Nairobi le 20 septembre dernier, les chefs d'Etat de la région avaient donné un délai de trente jours aux groupes armés, afin qu'ils s'entendent sur "l'arrêt ou tout au moins la suspension des hostilités."

"Aucun progrès n'a été encore réalisé, bien que le délai fixé soit déjà dépassé" a poursuivi Mark Bomani. "J'espère cependant que ceux-là même qui sont impliqués dans ces efforts se rendent compte qu'une solution doit être trouvée rapidement avant que la patience du peuple burundais, de la région et de la communauté internationale ne s'épuise", a-t-il fait remarquer.

Le représentant du médiateur a indiqué que la région devra réexaminer bientôt cette situation. "J'espère donc que vous tous, ferez tout votre possible pour encourager les parties concernées à aborder le sujet avec plus de sérieux".

Mark Bomani a en outre souligné que les parties en négociations n'avaient pas réussi à résoudre la question du leadership de la transition et un certain nombre d'autres problèmes. Il a également déploré le fait que l'assemblée nationale n'a pas encore ratifié l'accord de paix.

"Je crois que bien d'observateurs ne comprennent pas, sont même déçus de ce retard inexplicable. En effet, il y en a qui se demandent pourquoi l'on devrait faire pression sur les

groupes armés pour décider de la cessation des hostilités, alors que les responsables politiques qui ont négocié et signé l'accord ne montrent aucun compromis convainquant", a-t-il dit.

Mark Bomani a enfin demandé aux négociateurs de s'entendre rapidement sur l'ordre du jour des pourparlers, en évitant de tergiverser. "Comme je l'ai plusieurs fois répété, il est irréaliste de viser la perfection. L'accord continuera à être amendé ou modifié au fur et à mesure. Ce dont vous avez besoin pour commencer, c'est un document de base qui dure" a-t-il souligné.

JC/GA/BN/AT/PHD/FH (BU%1125B)

25 NOVEMBRE 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

LE PARLEMENT RATIFIERA PROCHAINEMENT L'ACCORD DE PAIX

Arusha, 25 novembre 2000 (FH) - Le parlement burundais ratifiera prochainement l'accord de paix du 28 août dernier, a assuré son président, samedi, à Arusha.

Le président du parlement burundais réagissait à une critique émise par la médiation, selon laquelle le retard enregistré au niveau de la ratification de l'accord constituait un des obstacles à son application.

"Nous avons refusé d'adopter cet accord dans un climat de confusion, de malentendu et de tension" a expliqué Léonce Ngendakumana à l'ouverture d'une session des négociations inter-burundaises consacrée aux questions restées en suspens depuis la dernière rencontre au mois de septembre dernier.

Parmi les questions qui restent à régler figurent le cessez-le-feu, la direction de la transition et la levée des réserves formulées par plusieurs partis à majorité tutsie.

Le président du parlement burundais a indiqué que les députés ont décidé de ratifier l'accord tel qu'il a été conclu en le distinguant de "ces questions qui doivent faire l'objet de négociations sérieuses".

Léonce Ngendakumana a assuré que le parlement adoptera le texte de l'accord au cours d'une session actuellement en cours à Bujumbura mais il a demandé aux dix-neuf parties signataires d'éliminer des contradictions de fonds et de forme relevées.

"Je dois confirmer que dès lors que cette question d'élimination des contradictions de forme est terminée, l'assemblée nationale adopte ou ratifie l'accord sans délai", a dit Léonce Ngendakumana. "Même si aujourd'hui ils ont terminé, nous sommes prêts à l'adopter dès demain", a-t-il conclu.

Les délégués burundais seront à Arusha jusqu'à mercredi prochain, a précisé le représentant du médiateur, le Tanzanien Mark Bomani, à l'ouverture des travaux.

Le médiateur, l'ancien président sud-africain Nelson Mandela, est attendu à Arusha dimanche pour lancer le comité de suivi de l'application de l'accord. La cérémonie est prévue lundi.

La réunion d'Arusha se déroule sans la participation des groupes rebelles dissidents du CNDD-FDD et du FNL, qui ne sont pas parties prenantes à l'accord. Ces derniers ont jusqu'ici refusé la cessation des hostilités. Les chefs d'Etat de la région leur avaient donné un délai de trente jours à compter du 20 septembre dernier pour observer un cessez-le-feu.

"La région qui avait au départ imposé un délai, va bientôt revoir cette situation. J'espère que vous allez faire tout ce qui est en votre pouvoir pour encourager les parties concernées à examiner la question avec beaucoup plus de sérieux", a indiqué Mark Bomani.

AT/PHD/FH (BU%1125A)

24 NOVEMBRE 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

LES DELEGUES BURUNDAIS A ARUSHA SAMEDI POUR METTRE EN OEUVRE L'ACCORD

Arusha, 24 novembre 2000 (FH) - Les dix-neuf délégations signataires de l'accord de paix inter-burundais du 28 août dernier se retrouveront à Arusha dès samedi pour la mise en œuvre de cet accord.

Le porte-parole de la médiation, le Tanzanien Hashim Mbita, a indiqué à l'agence Hironnelle que les délégués discuteront du leadership de la transition, la cessation des hostilités, le calendrier de l'application de l'accord et le retour des réfugiés.

Le médiateur dans la crise burundaise, l'ancien président sud-africain Nelson Mandela, est quant à lui attendu à Arusha dimanche, a précisé Hashim Mbita. Il devrait lancer le comité de mise en œuvre de l'accord.

Ce comité est composé de représentants de chacune des dix-neuf parties signataires, des représentants des pays de la région et de la communauté internationale y compris les bailleurs de fonds et de la société civile burundaise. Nelson Mandela devrait s'entretenir avec les délégués avant le lancement du comité "si possible" dimanche.

A la veille de cette rencontre d'Arusha, un des groupes rebelles qui ne participe pas au processus d'Arusha a réitéré ses conditions pour des pourparlers directs avec le gouvernement burundais.

Dans un communiqué diffusé le 21 novembre, le porte-parole des Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD), Jérôme Ndiho, a indiqué que "ces exigences consistent en le démantèlement des camps de concentration de type nazi, la libération des prisonniers politiques et la réinstallation dans leurs biens des victimes de ces deux graves violations du droit humanitaire international".

Le CNDD-FDD n'ira pas plus loin tant que le gouvernement burundais n'aura pas satisfait à ces préalables, selon Jérôme Ndiho.

GA/AT/PHD/FH (BU%1124A)

14 NOVEMBRE 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

MANDELA LANCERA LA MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD DE PAIX LE 27 NOVEMBRE

Arusha, 14 novembre 2000 (FH) - Le médiateur dans la crise burundaise, l'ancien président sud-africain, Nelson Mandela, sera à Arusha le 27 novembre pour lancer le comité chargé de l'application de l'accord de paix du 28 août dernier, a-t-on appris mardi.

Le représentant du médiateur, le Tanzanien Mark Bomani, a indiqué à l'agence Hironnelle qu'il avait l'espoir que les pourparlers en cours en Afrique du sud pourraient aboutir à la suspension des hostilités avant cette date du 27 novembre.

Mark Bomani a déclaré que les dix-neuf parties signataires de l'accord du 28 août arriveront à Arusha le 25 novembre et pourraient y rester jusqu'au delà du 27 novembre pour de plus amples discussions, "si cela s'avère nécessaire".

"Personne n'a dit que nous aurons tout terminé le 27", a réagi Mark Bomani, interrogé sur les points encore en suspens.

Le comité de mise en œuvre de l'accord de paix inter-burundais comprendra vingt-neuf membres, issus de chacune des dix-neuf parties signataires, de l'ONU, de l'Organisation de l'unité africaine, de la région, de la communauté des donateurs et de la société civile burundaise.

Cependant lors de leur dernière session au mois de septembre, les parties signataires ne se sont pas mises d'accord sur le mode de nomination des membres de la société civile. Elles ne sont pas non plus tombées d'accord sur les autres points en suspens, tel la personnalité qui va diriger le gouvernement de transition.

Mark Bomani a signalé que les pourparlers sont en cours en Afrique du sud pour essayer d'aboutir à la suspension des hostilités. Ces pourparlers sont dirigés par le vice-président sud-africain, Jacob Zuma.

Les groupes rebelles dissidents du CNDD-FDD et du FNL n'ont pas pris part aux négociations d'Arusha et refusent de cesser les hostilités.

Des sources informées en Afrique du sud ont précisé que le leader du CNDD-FDD, Jean-Bosco Ndayikengurukiye, a séjourné pendant cinq jours à Pretoria avec une délégation, mais qu'il est parti lundi matin. Il a cependant laissé sa délégation sur place, selon les mêmes sources.

Ces sources ont ajouté que le FNL n'était pas encore arrivé en Afrique du sud, à cause de "quelques problèmes", mais qu'il devrait arriver "la semaine prochaine ou la semaine après".

Mark Bomani a indiqué à l'agence Hironnelle qu'une délégation du gouvernement burundais est attendue en Afrique du sud mercredi ou jeudi. A la question de savoir si le président burundais, Pierre Buyoya, en fera partie, Mark Bomani a répondu qu'il pourrait s'y rendre ultérieurement.

JC/AT/PHD/FH (BU%1114a)

30 SEPTEMBRE 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

POURPARLERS SUSPENDUS SANS AVANCEE SIGNIFICATIVE

Arusha, 30 septembre 2000 (FH) - Les délégués burundais ont suspendu les pourparlers au bout d'une semaine, à Arusha, sans avancée significative. Dix-neuf délégations burundaises ont clôturé, vendredi tard dans la soirée, une session consacrée à la mise en œuvre de l'accord de paix, en n'ayant examiné partiellement qu'un seul point sur cinq inscrits à l'ordre du jour.

Les délégués burundais se sont entendus uniquement sur le mode de nomination des membres de la commission de suivi de l'application de l'accord de paix, et n'ont pas abordé les autres questions à l'agenda, qui incluaient le leadership de la transition, "faute de temps matériel", ont-ils dit.

La commission de suivi sera composée de vingt neuf membres issus de l'ensemble des parties signataires de l'accord, de l'Organisation des nations unies, de l'Organisation de l'unité africaine, des pays de la région et des bailleurs de fonds ainsi que de la société civile burundaise.

Les modalités de nomination des six représentants de la société civile n'ont toutefois pas fait l'unanimité, obligeant les délégués à remettre l'examen de la question à plus tard.

Le parti PARENA de l'ancien président Jean-Baptiste Bagaza, a contesté la proposition selon laquelle ces derniers devraient être cooptés à parité par les groupes de partis tutsis et hutus, parmi les Burundais "de haute intégrité, connus pour leur patriotisme et leur engagement pour la paix."

Le PARENA avait dans un premier temps refusé de parapher le compte rendu de la réunion sur le mode de nomination des membres de la commission mais il est finalement revenu sur sa décision, après que les délégués ont accepté "d'approfondir" plus tard la question de la représentativité de la société civile.

La médiation a suggéré que ces personnalités soient choisies notamment parmi les responsables religieux et les anciens leaders du pays.

Fin de la médiation

Le représentant du médiateur, le Tanzanien Mark Bomani, a indiqué que le mandat de la médiation a pris fin vendredi.

"Avec la mise en place de la commission de suivi de l'application [de l'accord du 28 août], le mandat de la facilitation touche à sa fin", a précisé le représentant de l'ancien président sud africain, Nelson Mandela.

Mark Bomani a expliqué que désormais le rôle de la médiation ne devrait se limiter qu'à "quelques problèmes en suspens comme, par exemple la cessation des hostilités et la visite du médiateur dans les camps de réfugiés et au Burundi".

Mark Bomani a signalé qu'une réunion sur le cessez-le-feu devrait se tenir dans le courant du mois d'octobre. Nelson Mandela devrait également, au cours du même mois, visiter les camps de réfugiés burundais en Tanzanie et se rendre sur place au Burundi, a poursuivi Mark Bomani.

Nelson Mandela a déclaré vendredi à New York que le bureau de la médiation dans la crise burundaise devrait prochainement se déplacer de la Tanzanie au Burundi.

Nelson Mandela a commencé sa médiation au mois de février dernier, succédant à l'ancien président tanzanien Julius Nyerere, décédé en octobre 1999. Les négociations d'Arusha ont commencé en juin 1998.

AT/PHD/FH (BU%0930A)

27 SEPTEMBRE 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

CONSENSUS SUR L'ORDRE DU JOUR

Arusha, 27 septembre 2000 (FH) - Les Burundais en négociations à Arusha se sont finalement entendus sur l'ordre du jour à la troisième journée des discussions, a-t-on appris mercredi auprès de la médiation.

Le juge tanzanien Mark Bomani qui représente le médiateur, l'ancien président sud-africain Nelson Mandela, a indiqué à l'agence Hironnelle que les délégués ont adopté un agenda en cinq points, sur les dix-huit proposés par l'équipe de la facilitation.

Les points à l'ordre du jour sont la nomination des représentants des partis signataires de l'accord de paix pour le Burundi au comité de suivi de son application, le leadership de la transition, la signature d'un engagement et d'une confirmation de l'intention de participer à la mise en œuvre de l'accord, la modification du calendrier de travail compte tenu de certaines échéances dépassées et la correction des erreurs techniques ou des contradictions éventuelles dans le texte.

Parmi les points qui n'ont pas été retenus figurent l'invitation des belligérants à négocier un cessez-le-feu, l'inventaire des biens de l'Etat, la création d'une cellule pour la reconstruction et le développement, l'appel à une assistance internationale, le lieu des futurs rencontres, parmi d'autres points.

Les délégués sont entrés véritablement dans le vif du sujet mercredi dans l'après-midi, alors que la présente session devrait être clôturée jeudi. Une source proche de la médiation a néanmoins indiqué à l'agence Hironnelle que les travaux pourraient se prolonger jusqu'à vendredi.

AT/PHD/FH (BU%0927A)

26 SEPTEMBRE 2000

BURUNDI / NEGOCIATIONS

PAS D'ENTENTE SUR L'ORDRE DU JOUR APRES DEUX JOURNEES

Arusha, 26 septembre 2000 (FH) - Les dix-neuf délégations signataires de l'accord de paix pour le Burundi n'étaient encore entrées dans le vif du sujet mardi soir, a constaté l'agence indépendante de presse Hirondelle.

Réunis depuis lundi, les délégations présentes devraient débattre pendant quatre jours des questions relatives à la mise en œuvre de l'accord de paix du 28 août dernier. Mardi soir, les délégués discutaient encore de l'agenda des travaux.

Le représentant du médiateur, le Tanzanien Mark Bomani, avait distribué lundi un ordre du jour en dix-huit points que les délégués avaient décidé d'amender. Les délégués burundais avaient lors mis en place une commission chargée d'affiner le programme qui devait être adopté en plénière.

Parmi les points que la médiation avait souhaité qu'ils figurent à l'ordre du jour, il y avait notamment la nomination du comité de suivi des négociations et le leadership de la transition.

Les participants devraient également discuter du lieu des futures rencontres. Le président burundais, le major Pierre Buyoya, avait indiqué le week-end dernier que les prochaines réunions devraient se tenir à Bujumbura mais son idée n'est pas partagée par les leaders exilés.

Mark Bomani avait souligné lundi, dans son discours d'ouverture, qu'un cessez-le-feu était nécessaire pour permettre notamment le retour des dirigeants des partis signataires qui résident à l'étranger, car ils craignent pour leur sécurité au Burundi.

Toutes les actions futures comprenant l'envoi d'une force internationale de maintien de la paix et la reprise de l'aide au développement seront également subordonnées à la mise en place du cessez-le-feu et au respect des accords d'Arusha, a en outre expliqué Bomani.

Les dix-neuf délégations signataires devraient parapher un document confirmant leur adhésion totale à l'accord de paix tandis que la médiation se chargera de rencontrer les groupes rebelles dissidents du CNDD-FDD et du FNL pour les convaincre d'accepter le cessez-le-feu.

Au moment où il est question de l'adhésion définitive à l'accord du 28 août, six partis hutus ont publié une déclaration dénonçant les amendements "de dernière minute" au document final obtenus, selon eux, au terme des négociations "secrètes" entre le gouvernement, le principal parti hutu, le FRODEBU, et la médiation

Les six partis, qui forment avec le FRODEBU le groupe "G7" "maintiennent à cet égard les formulations contenues dans le dernier projet de l'accord de paix distribué par la facilitation à toutes les parties en négociations en date du 26 août 2000".

Selon le représentant du médiateur, les réserves exprimées par les partis ne devraient pas empêcher la mise en application de l'accord de paix.

AT/PHD/FH (BU%0926A)

25 SEPTEMBRE 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

L'APPLICATION DE L'ACCORD DIFFICILE SANS CESSEZ-LE-FEU, SELON LA MEDIATION

Arusha, 25 septembre 2000 (FH) - L'application de l'accord de paix au Burundi sera difficile si un cessez-le feu n'est pas décrété, a affirmé lundi un représentant du médiateur. "Tant que des actes de violence continueront dans le pays, l'application de cet accord sera difficile" a indiqué le Tanzanien Mark Bomani, qui représentait à Arusha l'ancien président sud africain Nelson Mandela.

Mark Bomani, qui ouvrait une session des négociations inter-burundaises consacrée aux mécanismes de mise en œuvre de l'accord de paix signé le 28 août dernier, a invité les dix-neuf délégations présentes à s'engager pour l'application de cet accord.

La réunion d'Arusha devrait notamment nommer des représentants des parties signataires à la commission de suivi et lancer une "invitation aux négociations pour un cessez-le-feu", condition indispensable à l'application de l'accord, selon la médiation. "Il s'agit d'une question urgente qui doit être prise en compte le plus rapidement possible", a souligné Bomani.

Mark Bomani a expliqué que toutes les actions futures sont subordonnées à la conclusion d'un accord de cessez-le feu, citant entre autres la création d'une force internationale de maintien de la paix, la reprise de l'aide au développement et le retour des leaders exilés.

Rappelant l'échec du sommet de Nairobi (Kenya) du 20 septembre dernier sur le cessez-le-feu, Mark Bomani, a déploré que "l'état actuel montre que les négociations n'ont pas réellement avancé."

Le représentant de Nelson Mandela a indiqué que les chefs d'Etat de la région "ont été déçus de savoir que des progrès n'ont pas été suffisants, faute de consensus concernant cette question importante" de cessez-le feu.

A Nairobi, les chefs d'Etat ont donné un délai de trente jours aux rebelles dissidents du CNDD-FDD et du FNL pour qu'ils acceptent un cessez-le-feu. "Il s'agit de les réunir dès que possible pour les amener à décider d'une date de cessez-le-feu", a dit Bomani.

"En tant que parties signataires [de l'accord du 28 août], vous ferez tout votre possible pour les encourager" à accepter le cessez-le-feu a poursuivi Bomani. "L'encouragement moral à tous ceux qui sont concernés est nécessaire", a-t-il ajouté.

Le sommet de Nairobi avait recommandé qu'il y ait une suspension des hostilités en attendant la mise en place d'un cessez-le feu. Mais la violence n'a pas cessé sur le terrain, rapportent les témoins. Vendredi dernier treize personnes, dont des femmes et des enfants, ont tuées à Mutakura, près de Bujumbura, selon des informations de presse.

Mark Bomani a néanmoins indiqué que le fait que "l'accord est désormais signé par toutes les parties est un grand pas en avant". Toutes les dix-neuf délégations qui ont participé au processus d'Arusha ont déjà paraphé l'accord, mais certaines l'ont fait avec des réserves.

"Les réserves ne doivent pas vous empêcher de prendre des mesures visant la mise en œuvre de l'accord", a dit Mark Bomani aux délégués burundais.

L'ordre du jour de la présente session comporte 18 points incluant la direction de la transition, la création de la cellule pour la reconstruction et le développement, l'inventaire des biens de l'Etat, le lancement au Burundi d'une campagne de sensibilisation qui devrait permettre de mieux faire connaître l'accord et son contenu, la demande d'une assistance internationale, entre autres points.

Le problème du leadership de la transition devrait normalement être résolu dans les trente jours qui suivent la signature de l'accord. "Jusqu'ici, aucune décision n'a été prise. Cependant une décision doit être prise. Mieux vaut tôt que tard", a indiqué Mark Bomani.

AT/PHD/FH (BU%0925A)

22 SEPTEMBRE 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

CONFIRMATION D'ARUSHA COMME LIEU DES PROCHAINES NEGOCIATIONS

Arusha, 22 septembre 2000 (FH) - La ville tanzanienne d'Arusha abritera les prochaines négociations inter-burundaises prévues le 25 septembre, a réaffirmé vendredi un représentant du médiateur.

Le juge tanzanien Mark Bomani qui représente l'ancien président sud-africain, Nelson Mandela, a indiqué à l'agence Hirondelle que le médiateur dans le conflit burundais a rejeté la proposition émise par certains partis de changer le lieu des rencontres. "Le médiateur a rejeté cette demande et a dit que la session doit se tenir à Arusha", a déclaré Mark Bomani.

La rencontre d'Arusha devrait traiter des questions relatives à l'application de l'accord de paix signé le 28 août. Le problème du leadership de la transition devrait notamment être résolu trente jours après la signature de l'accord de paix, notent les observateurs.

"Arusha est terminé avec la signature de l'accord du 28 août dernier et le médiateur Nelson Mandela vient d'annoncer qu'il a fermé les bureaux de Dar-es-salaam et d'Arusha en Tanzanie" avait indiqué le président de la Convergence nationale pour la paix et la réconciliation (CNPR), Augustin Nzojibwami, dans une interview donnée mardi dernier à l'Agence panafricaine d'information (PANA).

La CNPR, qui regroupe une dizaine de partis politiques ou ailes dissidentes de partis, n'est pas reconnue par les accords d'Arusha.

Les discussions devraient se dérouler ailleurs, avait proposé Nzojibwami. Trois partis tutsis qui ont paraphé l'accord de paix le 20 septembre à Nairobi (Kenya) avaient suggéré Bujumbura ou l'Afrique du Sud comme lieu de la prochaine rencontre, selon Bomani.

L'une des questions encore en suspens dans les négociations inter-burundaises est celle du cessez-le-feu. Un sommet des chefs d'Etat de la région des grands lacs africains tenu à Nairobi le 20 septembre a accordé un délai de trente jours aux rebelles pour accepter le cessez-le-feu.

AT/PHD/FH (BU%0922A)

14 SEPTEMBRE 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

LES DELEGUES BURUNDAIS SE REUNIRONT A ARUSHA LE 25 SEPTEMBRE

Arusha, 14 septembre (FH) - Les délégués burundais se retrouveront en Tanzanie le 25 septembre pour étudier les modalités de la mise en application de l'accord de paix signé le 28 août dernier, a-t-on appris jeudi à Arusha.

Le président du Front pour la libération nationale (FROLINA, rébellion), Joseph Karumba, a confirmé à l'agence Hironnelle que des lettres d'invitation à cette rencontre, qui se déroulera à Arusha, ont été déjà envoyées aux chefs de délégations par l'équipe de la médiation conduite par l'ancien président sud-africain, Nelson Mandela.

La réunion du 25 septembre devrait notamment se pencher sur la question des garanties indispensables à l'application de l'accord, y compris la mise en place d'une force internationale destinée à protéger les personnalités qui rentreront d'exil. Une commission ad hoc est à pied d'œuvre et elle a déjà rencontré certains délégués, a indiqué Joseph Karumba.

Les délégués burundais s'étaient également convenus de trancher la question controversée du leadership de la transition dans les trente jours suivants la signature de l'accord de paix.

La réunion d'Arusha se tiendra cinq jours seulement après une autre rencontre prévue à Nairobi (Kenya) au cours de laquelle le gouvernement, l'armée et les groupes rebelles dissidents devraient débattre de la problématique du cessez-le-feu. La réunion de Nairobi devrait se tenir en présence de certains chefs d'Etat de la région dont le Rwandais Paul Kagame, l'Ougandais Yoweri Museveni, qui préside le comité régional d'initiative de paix pour le Burundi, le Kenyan Daniel Arap Moi et le Burundais Pierre Buyoya.

Trois partis tutsis qui n'ont pas jusqu'ici signé l'accord de paix pour le Burundi devraient également le faire au cours de cette réunion de Nairobi. Nelson Mandela a déclaré avoir convaincu le RADDES, le PIT et l'ANNADE à signer l'accord de paix pour le Burundi, au terme d'une rencontre avec eux mercredi en Afrique du Sud.

Les trois partis tutsis auraient accepté de parapher le document après avoir obtenu, de la part de Mandela, des garanties pour la mise en place d'un cessez-le-feu. "Il existe des moyens pour faire appliquer le cessez-le-feu, si un groupe venait à ne pas l'appliquer", ont rapporté les organes de presse, citant les propos de Mandela.

Le gouvernement et la rébellion s'accusent mutuellement d'être responsables de la violence qui se poursuit au Burundi. Plus de deux cent mille personnes ont été tuées depuis l'éclatement de la guerre civile dans le pays, il y a sept ans.

AT/PHD/FH (BU%0914A)

12 SEPTEMBRE 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

LES PARTIS NON SIGNATAIRES RENCONTRENT LE MEDIATEUR MERCREDI

Arusha, 12 septembre 2000 (FH) - Les trois petits partis tutsis qui n'ont pas signé l'accord de paix inter-burundais devraient rencontrer le médiateur mercredi, a-t-on appris de bonne source. Les trois partis concernés sont le RADDES, le PIT, et l'ANNADDE.

Un membre du comité exécutif du parti RADDES, Sylvestre Ntambutso, a indiqué à l'agence Hirondelle que les représentants des trois partis se trouvent en Afrique du sud depuis dimanche à l'invitation de Nelson Mandela.

"Nous, on voudrait avoir des garanties sur des procédures qui vont nous faire arriver au cessez-le-feu", a dit Sylvestre Ntambutso. Le représentant du RADDES a précisé que "sans cessez-le-feu, on ne peut pas dire qu'il y a eu un accord qui a amené à la paix".

La rencontre d'Afrique du Sud coïncide avec le jour au-delà du quel tout parti non signataire de l'accord devrait être exclu du processus de paix, selon l'annonce faite par la médiation. "On ignore ça, on ne sait pas d'où ça vient", a commenté Sylvestre Ntambutso, ajoutant "que dans l'accord, il est prévu qu'à n'importe quel moment, on peut joindre le processus. [...] On ne peut pas exclure les gens qui veulent la paix."

Regrettant la "défection" du PSD qui a paraphé l'accord lundi, Sylvestre Ntambutso a affirmé que les trois partis restants signeront en même temps, "sous réserves qu'il y ait des garanties de cessez-le feu", selon lui.

La question du cessez-le-feu devrait être discutée au cours des consultations prévues le 20 septembre à Nairobi (Kenya) auxquelles ont été invités le gouvernement et les représentants de la rébellion, notent les observateurs.

Dans l'intervalle, la violence continue sur le terrain. Lundi matin, la localité de Kabezi, près de Bujumbura, a été attaquée par des rebelles, selon des témoins. Douze personnes dont dix rebelles, un soldat de l'armée régulière et un civil auraient été tués au cours de l'attaque. Les partis tutsis attribuent la responsabilité de la poursuite de la violence dans le pays à la rébellion hutue.

L'un des groupes rebelles, le CNND-FFD, a pour sa part dénoncé, dans un communiqué publié lundi, le massacre de quelque 850 civils entre début août et début septembre, par l'armée.

"Notons que l'intensification de ces massacres se situe après le 28 août, le jour des signatures de l'accord d'Arusha dont les multiples réserves ne pouvaient qu'augurer le pire. En effet, les massacres de Bujumbura rural s'étendent du 31 août au 09 septembre, avec le bilan macabre de plus de 300 paysans hutus massacrés dans les localités de Nyambuye, Gasarara, Musumba et Tenga", selon le communiqué du CNDD-FDD signé par son porte-parole, Jérôme Ndiho.

"Le 5 septembre fut le tour des populations civiles de la province de Rutana, localité de Muzye, de vivre un cauchemar qui s'est soldé, le 6 septembre, par l'enterrement de plus de 150 civils Hutu dans des fosses communes creusées et fermées par des tracteurs comme en 1972. Bien entendu, tous ces massacres entraînent l'exode massif de réfugiés vers la Tanzanie, notamment

les rescapés du massacre des 400 civils Hutu de Cankuzo au cours de tout le mois d'août", poursuit le communiqué.

AT/PHD/FH (BU%0912A)

11 SEPTEMBRE 2000

UN NOUVEAU PARTI TUTSI A SIGNE L'ACCORD DE PAIX LUNDI

Arusha, 11 septembre 2000 (FH) - Un nouveau parti tutsi a signé l'accord de paix inter-burundais, a indiqué lundi un porte-parole de la médiation.

Le parti concerné est le Parti social démocrate (PSD), a précisé Hashim Mbita à l'agence Hirondelle. La cérémonie s'est déroulée à Dar-es-salaam.

L'adhésion du PSD à l'accord de paix inter-burundais porte à seize le nombre de partis signataires. Dix-neuf délégations étaient représentées aux pourparlers inter-burundais qui se tenaient depuis deux ans à Arusha mais seules treize d'entre elles avaient paraphé le document final, le 28 août dernier.

Les partis qui n'y ont pas encore adhéré sont le PIT, l'ANNADE et le RADDES. La médiation affirme que les partis qui n'auront pas apposé leur signature à l'accord de paix d'ici le 13 septembre seront exclus de la gestion du pays pendant la période transitoire.

Hashim Mbita a indiqué que des représentants des trois partis restants sont actuellement à Johannesburg où ils devraient rencontrer le médiateur dans la crise burundaise, l'ancien président sud-africain, Nelson Mandela.

Une rencontre devrait être organisée le 20 septembre à Nairobi (Kenya) pour assurer le suivi du processus de paix. Le président burundais, le major Pierre Buyoya, et des représentants des groupes rebelles dissidents devraient y participer.

Plusieurs partis tutsis estiment qu'il est urgent que le gouvernement et les groupes rebelles signent un accord de cessez-le-feu.

AT/PHD/FH (BU%0911A.)

6 SEPTEMBRE 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

LA SIGNATURE DE L'ACCORD DE PAIX PAR TROIS PARTIS TUTSIS AJOURNEE

Arusha, 6 septembre 2000 (FH) - La cérémonie de signature de l'accord de paix pour le Burundi par trois partis tutsis prévue mercredi a été ajournée, a-t-on appris de la médiation. Le porte-parole de la médiation, le brigadier général Hashim Mbita, a indiqué à l'agence Hironnelle que cette cérémonie aura lieu à une date ultérieure.

Les trois partis qui devaient signer le document de l'accord de paix pour le Burundi sont le PSD, le PIT et l'ANNADDE. Les dirigeants de ces partis n'étaient pas arrivés en Tanzanie mercredi en début d'après-midi, a précisé Hashim Mbita. "Même s'ils arrivaient aujourd'hui, nous ne pouvons le faire avant demain", a poursuivi Hashim Mbita.

La signature de l'accord de paix inter-burundais par les trois partis était prévue mercredi matin à Dar-es-salaam. Si les trois partis venaient à signer l'accord, il resterait une seule formation politique, le RADDES, sur les dix-neuf ayant participé aux pourparlers d'Arusha, à ne pas y adhérer.

Hashim Mbita a annoncé que les partis qui n'ont pas encore paraphé l'accord ont jusqu'au 13 septembre comme " période de grâce", au-delà de laquelle ils seront exclus du processus de paix.

Le jour de la signature officielle de l'accord de paix, le 28 août dernier, seuls treize délégations l'avaient paraphé. Deux partis, le PRP et AV-Intwari, y avaient apposé leur signature le lendemain.

Plusieurs partis tutsis ont cependant signé le document avec des réserves. Leurs réserves portent notamment sur la problématique de l'amnistie, le champ d'investigation de la commission nationale pour la vérité et la réconciliation, le génocide, la cessation des hostilités, le système électoral, la période de transition, la force internationale de maintien de la paix, et d'autres points encore.

Un des groupes rebelles dissidents, le CNDD-FDD, qui n'a pas participé aux négociations d'Arusha, a dénoncé les réserves émises par certaines délégations qui selon lui "les libèrent de toute contrainte morale quant au respect du contenu."

La crise burundaise a éclaté en octobre 1993 quand le premier président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, a été assassiné lors d'un coup d'Etat militaire qui a également coûté la vie à plusieurs de ses collaborateurs.

L'accord de paix d'Arusha a été conclu sous la médiation de l'ancien président sud-africain, Nelson Mandela, qui a remplacé au mois de février l'ex-président tanzanien, Julius Nyerere, décédé en octobre 1999.

NI/AT/PHD/FH (BU%0906A)

4 SEPTEMBRE 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

TROIS AUTRES PARTIS TUTSIS VONT SIGNER L'ACCORD DE PAIX MARDI

Arusha, 4 septembre 2000 (FH) - Trois autres partis tutsis vont signer l'accord de paix pour le Burundi, a-t-on appris lundi à Arusha. Le représentant du médiateur, le juge tanzanien Mark Bomani, a indiqué à l'agence Hironnelle que la cérémonie de signature aura lieu mardi dans l'avant-midi à Dar-es-saalam.

Les partis qui vont signer l'accord de paix sont le PIT, l'ANNADE et le PSD. L'adhésion de ces nouveaux partis au texte de l'accord portera à dix-huit le nombre de signataires. Dix-neuf délégations étaient représentées dans les pourparlers de paix qui ont duré deux ans à Arusha. Le RADDES reste le seul parti à ne pas apposer sa signature à l'accord de paix.

Le juge Bomani a indiqué que le médiateur, l'ancien président sud-africain, Nelson Mandela, ne sera pas présent à la cérémonie prévue mardi.

Le jour de la signature officielle de l'accord de paix, le 28 août dernier, seuls treize délégations l'avaient paraphé. Deux partis, le PRP et AV-Intwari, y avaient adhéré le lendemain. Plusieurs partis tutsis ont cependant signé l'accord de paix avec des réserves. Leurs réserves portent notamment sur la problématique de l'amnistie, le champ d'investigation de la commission nationale pour la vérité et la réconciliation, le génocide, la cessation des hostilités, le système électoral, la période de transition, la force internationale de maintien de la paix et d'autres points encore.

Un des groupes rebelles dissidents, le CNDD-FDD, qui n'a pas participé aux négociations d'Arusha, a dénoncé les réserves émises par certaines délégations qui selon lui "les libèrent de toute contrainte morale quant au respect du contenu." Pour le CNDD-FDD, " le texte originel d'accord proposé pour signature par l'équipe de la médiation aux politiciens burundais a été dépouillé de toute sa substance au bénéfice d'amendements exigés, pour l'essentiel, par le Gouvernement putschiste et son armée mono-ethnique tutsie en rébellion contre la démocratie".

Une rencontre est programmée à Nairobi (Kenya) le 22 septembre prochain entre le président burundais, le major Pierre Buyoya, et les groupes rebelles du CNDD-FDD et du FNL.

"Le CNDD-FDD réitère son engagement à entamer des négociations directes et sincères avec tout pouvoir en place, que ce soit le pouvoir actuel ou celui des autorités ou institutions politiques qui seraient issues des accords d'Arusha à la condition sine qua non que ce pouvoir aura procédé au démantèlement des camps de concentration de type nazi, à la libération des prisonniers politiques et à la réinstallation, dans leurs biens, pour cette catégorie de victimes", selon un communiqué publié dimanche.

Le gouvernement burundais affirme qu'il a fermé presque tous les camps où avaient été regroupées de force les populations essentiellement hutues, "pour assurer leur sécurité". Le 28 août, Nelson Mandela a critiqué le président burundais pour non libération des prisonniers politiques.

La crise burundaise a éclaté en octobre 1993 quand le premier président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, a été assassiné lors d'un coup d'Etat militaire qui a également coûté la vie à plusieurs de ses collaborateurs.

AT/PHD/FH (BU%0904A)

29 AOUT 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

DEUX AUTRES PARTIS TUTSIS ONT SIGNE L'ACCORD DE PAIX

Arusha, 29 août 2000 (FH) - Deux autres partis tutsis ont signé mardi l'accord de paix pour le Burundi portant à quinze le nombre de délégations qui ont déjà approuvé le document proposé par la médiation.

Lors de la cérémonie officielle de signature qui s'est déroulée lundi soir, six partis tutsis, l'ANNADE, le PIT, le PSD, le PRP, AV-Intwari et le RADDES, avaient rejeté le texte d'accord signé par l'ensemble des formations politiques à dominante hutue, le gouvernement représenté par l'actuel président burundais Pierre Buyoya et l'assemblée nationale.

Dix-neuf délégations participent aux pourparlers inter-burundais qui se tiennent à Arusha depuis juin 1998.

Lundi soir, les grands partis tutsis: à savoir l'ancien parti unique UPRONA et le PARENA de l'ex-président Jean Baptiste Bagaza, avaient signé l'accord mais avec "des réserves". Les partis ABASA et Inkinko (tutsis) avaient également apposé leurs signatures, avec les mêmes réserves. Mardi matin, le PRP et AV-Intwari se sont ajoutés à la liste des signataires avec réserves.

Expliquant sa nouvelle attitude, le président du PRP, Matthias Hitimana, a déclaré à l'agence Hirondelle: "Je n'ai pas du tout changé de position, je n'ai fait que confirmer mes réserves". Pour Matthias Hitimana, différer la signature, n'était qu'une "question de prudence pure et simple".

Le leader du PRP a ajouté : "Vous savez, un document de 156 pages, on ne le signe pas si on n'a pas parcouru les différents paragraphes, les différentes dispositions, puisque c'est un document qui englobe les accords. Donc pour moi, après consultation avec les chefs d'Etat d'Ouganda, Yoweri Museveni , le président Paul Kagame du Rwanda, le président de l'OUA Eyadema- qui du reste est une connaissance, j'ai l'honneur de le connaître- et Mandela lui-même, nous nous sommes convenus que ces présidents convainquent le président Mandela d'accepter que nous puissions obtenir le temps nécessaire pour interioriser ce document, puisqu'il a été amendé plusieurs fois sans que nous soyons invités à donner nos amendements".

La cérémonie officielle de signature s'était déroulée en présence d'un certain nombre de chefs d'Etats dont le président américain, Bill Clinton. Etaient également présents les présidents du Kenya, d'Ouganda; du Rwanda, de Tanzanie, du Burundi, du Malawi, du Togo, du Ghana, les premiers ministres d'Ethiopie et de Swaziland, les vice- présidents de Namibie et d'Afrique du Sud, ainsi que le fils du président libyen Mouamar Khadafi. Le président mozambicain est parti avant la cérémonie de signature.

La France était, quant à elle, représentée par le ministre à la coopération et à la francophonie, Charles Josselin, et la Belgique, ancienne puissance coloniale du Burundi, par son ministre des affaires étrangères, Louis Michel.

Il y avait également le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), Salim Ahmed Salim.

Le médiateur dans la crise burundaise, Nelson Mandela, dont certaines sources avaient affirmé qu'il avait menacé de démissionner si un accord n'était pas conclu, a accusé certains délégués de saboter le processus de paix en mettant en avant leurs intérêts personnels et non ceux du peuple.

Réagissant à cette critique, Mathias Hitimana a indiqué : "Le facilitateur ne peut pas nous injurier, ne peut pas nous sermonner devant le parterre des chefs d'Etats internationaux et que je reste insensible. Cette remarque, je l'ai aussi faite au facilitateur, je lui ai dit que c'était inacceptable qu'il puisse chaque fois qu'il nous rencontre nous sermonner comme si nous étions des diables"

Le président de l'AV-Intwari, André Ndukindikije, a pour sa part ainsi expliqué son changement d'attitude: "Il s'est fait que hier, j'avais d'abord demandé 'avoir le document qui avait été distribué, ou tout au moins que certains avaient pu obtenir avant la signature. Mais personnellement je ne l'ai pas obtenu. Le parti AV-Intwari ne l'avait pas et n'avait pas pu par conséquent avoir une idée précise sur le contenu de ce document".

André Nkundikiye, qui est candidat pour la présidence de la transition, a souligné qu'il s'est résolu à signer le document après avoir constaté "qu'entre autres en ce qui concerne la commission n° 1 ou le protocole n° 1 [sur la nature du conflit burundais], le rapport international d'enquête judiciaire de 1996 [évoquant le génocide anti-tutsi en 1993] se trouve dedans."

Poursuivant son argumentation, André Nkundikije a ajouté que "au niveau des élections, nous constatons que la même disposition qui sera prise au niveau des collines, des communes et de la nation, va être le même système que celui qui sera pratiqué pendant la période de transition".

Le président de l'AV-Intwari a néanmoins insisté sur le fait que son parti maintient encore quelques réserves.

Abordant la question des réserves exprimées, le chef de la délégation de l'UPRONA, Libère Bararuneretse, a indiqué qu'elles portent notamment sur la problématique de l'amnistie, le champ d'investigation de la commission nationale pour la vérité et la réconciliation ainsi que ses compétences en matière d'arbitrage.

Libère Bararuneretse a également évoqué la question controversée de la création éventuelle d'un tribunal pénal international pour le Burundi, le niveau de représentation des communautés ethniques dans les institutions, les systèmes électoraux pour mettre en place les institutions, le mode d'élection du président de la République, les dispositions destinées à assurer la sécurité physique et la protection contre l'exclusion à l'endroit des citoyens de toutes les communautés ethniques, les dispositions pour assurer la durabilité nécessaire à tous les mécanismes convenus de l'accord de paix , le système des partis politiques, le système judiciaire, la période intérimaire, la durée et la composition des institutions de transition, les mécanismes de mise en place du leadership de la transition.

Le leader de l'UPRONA a par ailleurs évoqué la durabilité de la composition des forces de défense et de sécurité, la cessation des hostilités et le cessez-le-feu permanent, de même que la question des terres et des propriétés foncières.

Libère Bararuneretse a enfin cité la commission de suivi de l'application de l'accord de paix , la force internationale de maintien de la paix et "toute autre question que la remise tardive du document n'a pas permis de déceler"

A la question de savoir quel délai il faudra pour obtenir un consensus, Libère Bararunyeretse a répondu : "Je ne me suis jamais inscrit dans les perspectives des dates butoirs lorsqu'il s'agit des négociations, le plus important ce n'est pas la date à laquelle un accord est signé, le plus important c'est d'abord que l'accord soit signé, qu'il ait une qualité avérée et qu'en définitive, il soit réellement porteur de paix. Cela je pense que nous sommes partis pour y arriver dans les meilleurs délais".

Parlant de la situation qui prévalait après la signature, Libère Bararunyeretse a expliqué que "A ce stade, il ne s'agit pas d'un accord de paix global comme tel; ce sont des compromis politiques en vue d'une négociation prochaine d'un accord de paix qui interviendra dès lors que les groupes armés se seront présentés à la table des négociations. Et qui comprendra bien entendu les dispositions pertinentes pour le cessez-le-feu"

Le président du principal parti hutu le FRODEBU a pour sa part loué "le courage" des partis qui ont signé le document d'accord sans émettre des réserves.

"Je dois me féliciter et féliciter mes partenaires du G7 [partis hutus] du courage que nous avons eu pour apposer une signature sur ce document sans réserves. Certains de nos adversaires politiques pensent que nous l'avions apposée sans réserves parce que nous sommes très satisfaits ou que nous nous y retrouvons entièrement. Ce n'est pas vrai. Le document sur lequel nous avons apposé la signature n'est pas notre document au regard des contenus, mais au regard de ce que le peuple burundais souffre, c'est l'accord du peuple, c'est l'accord qui pourrait trouver la solution au peuple burundais".

Jean Minani pense en outre que pour ceux qui ont signé avec des réserves, ils l'ont fait d'une part "parce qu'ils n'avaient pas eu le temps de prendre suffisamment connaissance du contenu de l'accord, puisque certaines de leurs réserves ont déjà des réponses dans l'accord. Mais d'autres sont de mauvaise foi bien sûr, il y en a qui ont voulu peut-être se montrer, mais nous sommes sûrs et certains que, comme nous avons laissé la voie ouverte, qu'ils vont signer cet accord"

Jean Minani a conclu : "Quant aux réserves qui resteront, nous sommes justement venus à Arusha pour discuter de tous les points sans exception aucune, il n'y a aucun point que nous allons laisser derrière, puisque nous voulons un accord qui sera accepté par la très grande majorité de la population burundaise, toutes composantes confondues".

AT/PHD/FH (BU%0829A.)

28 AOUT 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

ACCORD SIGNE A L'EXCEPTION D'AU MOINS QUATRE PETITS PARTIS TUTSIS

Arusha, 28 août 2000 (FH) - Les délégués burundais en pourparlers de paix à Arusha ont signé lundi dans la soirée un document d'accord destiné à mettre fin à la guerre civile qui ravage le pays depuis sept ans.

Au moins quatre petits partis tutsis, AV-Intwari, RADDES, ANNADE et PRP, ont cependant refusé de signer cet accord, affirmant qu'ils n'ont pas eu suffisamment de temps pour lire le texte proposé par la médiation.

Le président burundais, le major Pierre Buyoya, a paraphé le texte de l'accord au nom du gouvernement, et les sept partis hutus y ont également apposé leurs signatures ainsi que l'assemblée nationale.

Les grands partis tutsis dont l'UPRONA et le PARENA, ont aussi signé le texte mais avec "des réserves". D'autres partis tutsis tels ABASA et Inkinzo ont de la même manière signé avec des réserves.

Initialement prévue pour 12 heures locales (9 heures GMT), la cérémonie s'est finalement déroulée vers 21 heures locales, soit avec neuf heures de retard.

Le médiateur dans la crise burundaise, l'ancien président sud-africain Nelson Mandela, et les chefs d'Etat présents avaient passé la journée de lundi à convaincre les partis tutsis d'adhérer au texte de l'accord. Dix partis tutsis refusaient de signer l'accord de paix, arguant qu'il y avait des questions "cruciales" qui nécessitent encore un débat.

Parmi les questions non consensuelles, les partis tutsis citent la reconnaissance d'un rapport onusien de 1996 évoquant un génocide anti-tutsi après l'assassinat du premier président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, en octobre 1993.

Ils réclament également un système électoral qui donne des garanties à la minorité tutsie et s'opposent au recours à une force internationale de maintien de la paix devant surveiller l'application de l'accord de paix. Les partis tutsis exigeaient en outre qu'un cessez-le-feu soit conclu avant la signature de tout texte d'accord.

Commentant la situation survenue lundi soir, une source proche de la médiation a indiqué à l'agence Hironnelle, qu'on ne savait pas si les réserves exprimées par certains partis étaient "graves ou pas", se demandant si c'étaient des articles isolés qui étaient contestés, ou des chapitres entiers de l'accord.

La médiation espère également que les partis qui ont refusé de signer pourraient réviser leur position "d'ici demain". La cérémonie s'est déroulée en présence d'un certain nombre de chefs d'Etats dont le président américain, Bill Clinton, arrivé à Arusha lundi dans l'après-midi.

Dans son message aux délégués burundais, Bill Clinton les a invité à faire des compromis. Le président américain a indiqué que si les Burundais choisissent la paix, les Etats Unis vont peser de leur poids à l'ONU pour que l'accord de paix soit appliqué.

Bill Clinton a promis au Burundi pacifié l'aide des Etats-Unis et de la communauté internationale dans différents domaines dont le développement économique, l'agriculture, l'assistance aux orphelins et la lutte contre le SIDA, la démobilisation des combattants et le retour des réfugiés et des déplacés.

Etaient également présents les présidents du Kenya, Daniel Arap Moi, d'Ouganda; Yoweri Museveni, du Rwanda, Paul Kagame, de Tanzanie, Benjamin Mkapa, du Burundi, Pierre Buyoya, du Malawi, Bakili Muluzi, ainsi que le premier ministre d'Ethiopie, Menès Zenawi. Le président mozambicain, Joachim Chissano, est parti avant la cérémonie de signature.

La France était, quant à elle, représentée par le ministre à la coopération et à la francophonie, Charles Josselin, et la Belgique, ancienne puissance coloniale du Burundi, par son ministre des affaires étrangères, Louis Michel. Il y avait également le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), Salim Ahmed Salim.

Le médiateur dans la crise burundaise, dont certaines sources avaient affirmé qu'il avait menacé de démissionner si un accord n'était pas conclu, a accusé certains délégués de saboter le processus de paix en mettant en avant les intérêts personnels et non ceux du peuple.

AT/PHD/FH (BU%0828B)

28 AOUT 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LE CNDD-FDD NE SERA PAS A ARUSHA POUR LA CEREMONIE DE SIGNATURE

Arusha, 28 août 2000 (FH) - Le groupe rebelle dissident du CNDD-FDD ne sera pas présent à Arusha lors de la cérémonie attendue de signature de l'accord de paix inter-burundais, a indiqué, lundi, son leader Jean-Bosco Ndayikengurukiye.

Dans une lettre adressée au médiateur, l'ancien président sud-africain, Nelson Mandela, et dont l'agence Hironnelle a obtenu une copie, Jean-Bosco Ndayikengurukiye s'excuse de ne pas pouvoir répondre personnellement à son invitation.

Le leader du CNDD-FDD indique par ailleurs qu'il ne pourra pas envoyer ses représentants, "l'invitation qui m'a été envoyée m'étant parvenue trop tardivement le 25 août 2000 pour pouvoir effectuer les formalités nécessaires permettant à la délégation d'arriver en temps voulu".

La cérémonie de signature de l'accord de paix était prévue lundi à 12 heures locales (9 heures GMT) mais le médiateur poursuivait des consultations en début d'après-midi pour arriver à un texte de consensus.

Les partis à majorité tutsie contestaient encore certaines dispositions du projet d'accord et menaçaient de ne pas y apposer leurs signatures. Le CNDD-FDD n'a pas été associé aux pourparlers d'Arusha, mais il a indiqué qu'il soutenait ce processus, après plusieurs rencontres avec Mandela en Afrique du Sud.

Dans sa lettre de lundi, "le CNDD-FDD encourage les parties en présence à Arusha à suivre les conseils avisés du médiateur[...], des chefs d'Etats présents à Arusha, de même que les représentants de la communauté internationale pour signer l'accord tant discuté et négocié depuis deux ans".

L'une des questions controversées à quelques heures de la cérémonie de signature reste la cessation des hostilités. Le groupe rebelle dissident se déclare "disposé à observer une cessation des hostilités et entamer des négociations avec tout pouvoir en place, que ce soit le pouvoir actuel ou celui des autorités ou institutions politiques qui seraient issues des accords d'Arusha".

Le CNDD-FDD ajoute néanmoins qu'il cessera les hostilités si le pouvoir [actuel ou à venir] "procède au démantèlement des camps de concentration [où ont regroupés de force les populations hutues dans les zones de combat], la réinstallation des populations dans leurs biens ainsi que la libération de tous les prisonniers politiques" évalués par lui à plus de onze mille.

Pour le CNDD-FDD "si l'accord est signé, un grand pas serait franchi et la poursuite des négociations débouchant au cessez-le-feu dans les conditions précitées ne viserait dès lors qu'à consolider les acquis de la réconciliation nationale issue des accords d'Arusha par un retour sans délais et sans atermoiements à la constitution du 9 mars 1992, la réforme de l'armée et la fin de l'impunité".

Le président américain, Bill Clinton, est attendu à Arusha lundi dans l'après-midi pour marquer son soutien aux efforts menés par Nelson Mandela. Il devrait notamment s'adresser aux délégués burundais.

Le second groupe rebelle dissident, le FNL, ne s'est pas non plus présentée à Arusha. Aucune raison officielle n'a été avancée pour expliquer cette absence.

AT/PHD/FH (BU%0828a)

27 AOUT 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

MANDELA POURSUIT DES CONSULTATIONS DE DERNIERE MINUTE

Arusha, 27 août 2000 (FH) - Le médiateur dans le conflit burundais, l'ancien président sud-africain, Nelson Mandela, poursuivait dimanche en début d'après-midi des consultations de dernière minute pour la signature d'un accord de paix.

La cérémonie de signature est prévue lundi en présence de plus de vingt chefs d'Etat mais certaines délégations indiquaient dimanche qu'elles avaient besoin d'un peu plus de temps pour débattre certaines questions pour lesquelles il n'y a pas encore de consensus.

Nelson Mandela, qui est arrivé à Arusha samedi, devait rencontrer, pour la seconde fois, le groupe de dix partis tutsis, dimanche en début d'après-midi. Les partis tutsis sont mécontents de l'actuel projet d'accord, affirmant qu'ils ont besoin de beaucoup plus de temps pour négocier des questions "cruciales".

Parmi ces questions non résolues pour eux, les partis tutsis incluent le protocole sur le système électoral ainsi que la transition et la réforme de l'armée. Les partis tutsis réclament également qu'on reconnaisse qu'il a y eu un génocide anti-tutsi en 1993, après l'assassinat du premier président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye (Hutu), par des militaires tutsis.

Selon les délégués, Nelson Mandela aurait dit aux partis tutsis, lors d'une première rencontre samedi, que s'ils ne signent pas l'accord de paix, il pourrait démissionner de son rôle de médiateur, laissant entendre qu'il fallait trouver quelqu'un d'autre pour le remplacer.

Les partis tutsis auraient renouvelé leur soutien à Mandela, mais ont encore insisté sur le fait qu'il avaient encore besoin du temps, selon les délégués qui ont assisté à cette rencontre. Une session plénière est prévue dimanche à 19 heures locales (16 Heures GMT).

Mandela avait également rencontré samedi le groupe de sept partis hutus, le président burundais, Pierre Buyoya, ainsi que le groupe composé des délégués du gouvernement et de l'assemblée nationale.

Le groupe composé du gouvernement et de l'assemblée nationale n'est pas non plus satisfait du texte du projet d'accord. Buyoya avait auparavant indiqué que son gouvernement signera seulement une partie du texte, déplorant entre autres qu'il n'évoque pas la cessation des hostilités.

Cependant, une source proche de la médiation a indiqué à l'agence Hironnelle qu'elle croyait qu'il y avait encore "70 à 80 % de chances" que toutes les dix-neuf délégations signent l'accord et que si les groupes rebelles étaient persuadés d'ici lundi de cesser les hostilités, cela pourrait changer toute la donne.

Les groupes rebelles dissidents du CNDD-FDD et du FNL n'ont pas été impliqués dans les négociations d'Arusha et ont indiqué qu'ils ne signeront pas le texte de l'accord. Néanmoins les leaders de ces groupes se sont rendus en Afrique du Sud pour des discussions de dernière minute avec Mandela et ils ont été invités à la cérémonie de signature de l'accord de paix. Les conclusions auxquelles leurs entretiens avec le médiateur ont abouti ne sont pas connues, tout comme l'on ignore encore s'ils seront présents à la cérémonie à la signature.

La presse a rapporté que le président américain, Bill Clinton, sera dans tous les cas à Arusha lundi pour exprimer son soutien aux efforts entrepris par Mandela et s'adresser aux délégations burundaises. Clinton devrait arriver à Arusha après la cérémonie de signature et repartir le même jour.

JC/AT/PHD/FH (BU%0827A)

23 AOUT 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

NELSON MANDELA ATTENDU SAMEDI A ARUSHA POUR LA SIGNATURE DE L'ACCORD DE PAIX

Arusha, 23 août 2000 (FH) - Le médiateur dans la crise burundaise, l'ancien président sud-africain, Nelson Mandela, est attendu à Arusha samedi pour la cérémonie de signature de l'accord de paix prévue le 28 août prochain, a annoncé mercredi son représentant.

Le juge tanzanien Mark Bomani, qui représente Nelson Mandela, a indiqué à l'agence Hironnelle que le médiateur rencontrera dès samedi les dix-neuf délégations burundaises qui participent aux pourparlers d'Arusha pour adopter "le document final" de l'accord.

Mark Bomani a expliqué que Nelson Mandela présentera à cette occasion "des propositions de compromis" au sujet des questions encore en suspens. La médiation considère que les sujets qui nécessitent encore un consensus sont la cessation des hostilités et le leadership de la transition.

Des partis tutsis estiment cependant que les questions "cruciales" qui devraient encore être débattues sont le génocide et un rapport ad hoc réalisé par une commission internationale en 1996, un système électoral acceptable par les différentes communautés ethniques, la transition, les forces de défense et de sécurité, le cessez-le-feu, et les garanties qui ne mettent pas le Burundi "sous tutelle étrangère".

Mark Bomani a affirmé que les délégations devraient apposer leurs signatures sur "tout le document" et non sur un texte séparé contenant uniquement les points de consensus comme l'avaient laissé entendre certaines personnalités burundaises.

Vingt trois chefs d'Etats ou de gouvernements, dont le président américain Bill Clinton, ont été invités à la cérémonie de signature de l'accord de paix inter-burundais.

La cérémonie se déroulera au Centre international des conférences d'Arusha (AICC), qui fait actuellement l'objet d'un toilettage. Les employés de l'AICC sont occupés à renouveler la peinture à l'intérieur de l'immeuble, tandis que les agents de sécurité américains et tanzaniens sont de plus en plus visibles en train d'inspecter les locaux.

Le personnel du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) qui siège dans les locaux de l'AICC devrait être en congé payé le 28 août prochain pour donner de "l'espace vital" aux délégations.

Le centre de presse du TPIR, attendant à la salle Simba hall où se déroulera la cérémonie de signature, sera d'ores et déjà fermée de jeudi soir jusqu'au lendemain de la signature de l'accord, à la demande de la direction de l'AICC.

La crise burundaise a éclaté en octobre 1993, quand le premier président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, a été assassiné lors d'un coup d'état militaire, avec plusieurs de ses collaborateurs. La guerre civile qui s'en est suivie a fait plus de deux cents mille morts en sept ans.

Les négociations inter-burundaises ont commencé à Arusha en 1998 sous l'égide de l'ancien président tanzanien, Julius Nyerere, décédé en octobre 1999. Il a été remplacé en février dernier par Nelson Mandela.

AT/PHD/FH (BU%0823A.)

17 AOUT 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

LES PREPARATIFS POUR LA SIGNATURE DE L'ACCORD DE PAIX ONT COMMENCE

Arusha, 17 août 2000 (FH) - Les préparatifs pour la signature de l'accord de paix inter-burundais ont déjà commencé à Arusha (nord de la Tanzanie), a constaté, jeudi, l'agence Hironnelle.

La cérémonie devrait se dérouler le 28 août prochain au Centre international des conférences d'Arusha (AICC), qui abrite également les locaux du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). Le personnel du TPIR pourrait être prié d'évacuer les lieux, le jour de la signature, pour céder la place aux différentes délégations.

Plus de plus de vingt chefs d'Etat, dont l'Américain, Bill Clinton, sont attendus, indique-t-on de source proche de la médiation. Commencés en 1998, les pourparlers de paix inter-burundais se déroulent sous l'égide de l'ancien président sud-africain, Nelson Mandela, qui a remplacé l'ex-chef de l'Etat tanzanien, Julius Nyerere, décédé en octobre 1999.

Les membres des services tanzaniens de sécurité étaient visibles jeudi à l'AICC, inspectant les installations. Une avant-garde américaine est également sur place à Arusha. Des agents américains seront par ailleurs en poste à Moshi (90 km à l'est d'Arusha) et à Nairobi (Kenya), selon certaines sources.

Les hôtels de la ville d'Arusha affichent déjà complet en prévision de la cérémonie du 28 août. Selon le responsable des ventes du Novotel, Elisha Mayallah, les 168 chambres de son établissement, le principal hôtel de la ville, sont toutes réservées à partir de vendredi.

Le président Clinton ne devrait passer que "quelques heures" à Arusha mais devrait se déplacer avec une importante délégation, indiquent les services tanzaniens du protocole, sans donner plus de détails. Une trentaine d'Américains étaient déjà à Arusha jeudi et cent autres sont attendus vendredi, a affirmé Elisha Manyallah.

Pendant ce temps, les Burundais tentent de finaliser le projet d'accord préparé par la médiation. Des rencontres "informelles" se déroulent en Afrique du Sud pour tenter d'aplanir les dernières divergences. Selon Mandela, deux points importants restent pour lesquels il faut trouver un consensus : la question du cessez-le-feu et le leadership de la transition.

Dix partis tutsis avaient cependant indiqué la semaine dernière que les questions "cruciales" qui nécessitent encore un consensus sont le génocide et un rapport ad hoc réalisé par une commission internationale en 1996, un système électoral acceptable pour les différentes communautés ethniques, la transition, les forces de défense et de sécurité, le cessez-le-feu, et des garanties qui ne mettent pas le Burundi "sous tutelle étrangère".

Des informations ont cependant commencé à circuler au sujet des éventuels candidats pour la transition. Les noms cités par la presse sont, outre l'actuel président burundais Pierre Buyoya (Tutsi), l'ex-président Jean Baptiste Bagaza (Tutsi), le président du Parti du peuple (PP), Schadrack Niyonkuru (Hutu) et un membre du principal parti hutu, le Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU), Domitien Ndayizeye.

De son côté, le Fonds des Nations unies pour la promotion de la femme (UNIFEM) a annoncé que les dix-neuf délégations burundaises participant aux négociations d'Arusha ont accepté d'inclure dans le projet d'accord de paix la majorité des recommandations émises par les femmes burundaises lors d'une session tenue à Arusha du 17 au 20 juillet derniers.

Les femmes burundaises avaient notamment recommandé l'instauration de mécanismes pour punir et mettre un terme aux crimes de guerre comme les viols et les violences sexuelles, des garanties pour les droits de la femme à la propriété, à la terre et à l'héritage, des mesures pour renforcer la sécurité des femmes, des garanties pour les filles d'avoir les mêmes droits que les garçons à tous les niveaux de l'éducation.

Les femmes burundaises avaient également proposé qu'elles aient au moins une représentation de 30% dans les organes de décision. L'UNIFEM indique que les délégués ont reconnu l'importance et la signification de cette recommandation, mais que le consensus à ce sujet n'ayant pas été trouvé, le débat se poursuivra ultérieurement.

La crise burundaise a éclaté en octobre 1993, quand le premier président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye (Hutu), a été assassiné lors d'un coup d'état militaire avec plusieurs de ses collaborateurs. La guerre civile qui s'en est suivie a fait plus de deux cents morts en sept ans.

AT/PHD/FH (BU%0817A)

13 AOUT 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

L'ACCORD DE PAIX MAINTENU POUR LE 28 AOUT PROCHAIN A ARUSHA

Arusha, 13 août 2000 (FH) - L'accord de paix visant à mettre fin à la guerre civile qui ravage le Burundi depuis sept ans devrait être signé le 28 août prochain à Arusha, a réaffirmé dimanche un représentant du médiateur Nelson Mandela, le Tanzanien Mark Bomani.

"Il n'y a pas de changement, nous allons intensifier les préparatifs, et entre temps Mandela va poursuivre des consultations à plusieurs niveaux, avant la signature de l'accord toujours prévue pour le 28 août." a indiqué Mark Bomani, au cours d'un point de presse dimanche. "Ce sera un grand événement auquel prendront part plusieurs personnalités tanzaniennes, régionales et d'ailleurs", a-t-il dit.

Dix-neuf partis politiques ont clôturé samedi soir une session de négociations d'une semaine, sans aboutir à un consensus. Cette session devait être la dernière à être organisée à Arusha avant la signature de l'accord de paix, selon Bomani. Le représentant du médiateur a toutefois indiqué qu'il est prévu une session plénière d'un ou deux jours à Arusha, avant la signature de l'accord.

"Mandela avait de très bonnes raisons en fixant une date-butoir pour la signature de l'accord", a déclaré Mark Bomani, rappelant que les négociations d'Arusha viennent de durer deux ans, alors que le processus de paix pour le Burundi en soi, a commencé en 1996 à Mwanza (nord-ouest de la Tanzanie).

"Tous les points ont été abordés d'une façon ou d'une autre, ils [les négociateurs] n'ont pas pu s'entendre sur certains points particuliers, mais ce n'est pas parce qu'ils n'ont pas eu le temps de discuter, mais tout simplement parce qu'ils ne s'entendront pas sur ces points", a déclaré Mark Bomani.

Il faisait allusion aux parties en négociations qui demandent plus de temps pour parvenir au consensus sur certains points sensibles encore en suspens. "Même si vous leur donnez un an, deux ans, ils ne s'entendront probablement pas", a affirmé Mark Bomani.

Les partis tutsis avaient déclaré samedi à l'occasion d'une conférence de presse, que les questions cruciales qui nécessitent encore un consensus sont le génocide et un rapport ad hoc réalisé par une commission internationale en 1996, un système électoral acceptable par les différentes communautés ethniques, la transition, les forces de défense et de sécurité, le cessez-le-feu, et les garanties qui ne mettent pas le pays sous tutelle étrangère.

"Si on ne trouve pas de compromis sur ces questions, nous ne signerons pas", avait déclaré, peu avant la conférence de presse, le président du PRP (royaliste), Mathias Hitimana.

Réagissant à cette déclaration, Mark Bomani a dit: "attendons pour voir, nous traverserons le pont quand nous l'atteindrons." Il a en outre rappelé que "ce que le médiateur leur [les négociateurs] a dit clairement est que là où il y a consensus de leur part sur quelque point que ce soit, ce consensus sera pris en considération, et là où il n'y aura pas de consensus, il fera des propositions qui seront basées sur la façon dont il aura interprété les négociations qui viennent de durer deux ans."

CR/AT/PHD/FH (BU%0813B)

13 AOUT 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

LA MEDIATION DEPLORE QU'UN CONSENSUS N'A PAS ETE ATTEINT

Arusha, 13 août 2000 (FH) - La médiation dans les négociations de paix inter-burundaises a déploré qu'un consensus n'a pas été atteint lors de la dernière session des pourparlers, qui a clos ses travaux samedi soir à Arusha.

Dix-neuf délégations étaient réunies depuis lundi dernier pour débattre de la cessation des hostilités et du leadership de la transition. Le médiateur dans le conflit burundais, l'ancien président sud-africain Nelson Mandela, considère que ce sont les deux grandes questions sur lesquelles il reste à trouver un compromis, avant la signature de l'accord de paix prévue le 28 août prochain.

"J'ai le regret de dire que même après une session de toute une semaine, les partis en négociations n'ont pas été capables d'arriver à un consensus sur ces questions", a déclaré dimanche le Tanzanien Mark Bomani, qui représente le médiateur.

Mark Bomani a indiqué, au cours d'un point de presse auquel a participé l'agence de presse Hirondelle, que les délégués burundais ont perdu du temps, en discutant des points qui n'étaient pas inscrits à l'ordre du jour.

"Je sais qu'ils n'ont pas eu assez de temps pour débattre de ces questions. Par contre, ils ont perdu beaucoup de temps en discutant d'autres points qu'ils souhaiteraient négocier encore ou qui ont déjà été négociés. Une chose à laquelle le médiateur, M.Mandela, n'avait pas à l'esprit quand ils se sont réunis pour cette session", a déploré Mark Bomani.

Dix partis tutsis avaient indiqué samedi que les questions "cruciales" qui nécessitent encore un consensus sont le génocide et un rapport ad hoc réalisé par une commission internationale en 1996, un système électoral acceptable par les différentes communautés ethniques, la transition, les forces de défense et de sécurité, le cessez-le-feu, et les garanties qui ne mettent pas le Burundi sous tutelle étrangère.

"Si on ne trouve pas de compromis sur ces questions, nous ne signerons pas" l'accord de paix, avait affirmé le président du Parti pour la réconciliation du peuple (PRP), Mathias Hitimana.

Mark Bomani a souligné que Nelson Mandela poursuivra les contacts, à différents niveaux, avec toutes les parties concernées " pour voir si un consensus peut être atteint sur ces questions avant la cérémonie de signature qui est toujours fixée au 28 août".

Le représentant du médiateur a notamment cité une rencontre prévue la semaine prochaine en Afrique du sud, à laquelle ont été invité certaines personnalités burundaises. Mark Bomani n'a pas souhaité donner les noms des personnalités que devrait rencontrer Nelson Mandela. Mais des sources dignes de foi ont confirmé à l'agence Hirondelle que les anciens présidents Sylvestre Ntibantunganya (hutu) et Jean Baptiste Bagaza (tutsi) ainsi que le président du principal parti hutu, le Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU), Jean Minani, et au moins un leader d'un mouvement rebelle, Léonard Nyangoma du Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD), ont pris l'avion à destination de l'Afrique du Sud.

Des sources burundaises indiquent que le président burundais, le major Pierre Buyoya, a été également invité. Mandela "va inviter toutes les personnes dont il estime qu'elles sont susceptibles d'apporter une contribution", Mark Bomani.

La crise burundaise a éclaté en octobre 1993 quand le premier président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, a été assassiné, lors d'un coup d'Etat militaire, avec plusieurs de ses principaux collaborateurs. La guerre qui s'en est suivie a fait depuis lors plus de deux cents mille morts.

AT/PHD/FH (BU%0813A)

12 AOUT 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LES PARTIS TUTSIS DEMANDENT PLUS DE TEMPS POUR NEGOCIER

Arusha, 12 août 2000 (FH) - Les dix partis politiques pro-tutsis prenant part aux négociations inter-burundaises de paix à Arusha ont demandé, samedi, plus de temps pour tenter de parvenir à un compromis sur les questions en désaccord.

Les partis ABASA, ANADDE, AV-INTWARI, MPS-INKINZO, PARENA, PIT, PRP, PSD, RADDES et UPRONA, ont constitué dès lundi dernier un bloc pro-tutsi dit "G10", pour harmoniser leurs vues et les faire valoir devant le bloc des sept partis pro-hutus composant le "G7". Le gouvernement et l'assemblée nationale constituent un troisième groupe.

Pour le G10, avec la naissance de ces groupes, "la négociation de compromis historiques sur des questions fondamentales [...] devrait être facilitée pour qu'on aboutisse à un accord qui rassure et sécurise l'avenir des citoyens appartenant à toutes les communautés ethniques du Burundi, un accord où tout le monde gagne."

Les partis tutsis ont indiqué, au cours d'une conférence de presse samedi, que les questions cruciales qui nécessitent encore un consensus sont le génocide et le rapport ad hoc réalisé par une commission internationale en 1996, un système électoral acceptable par les différentes communautés ethniques, la transition, les forces de défense et de sécurité, le cessez-le-feu, et les garanties qui ne mettent pas le pays sous tutelle étrangère.

"Si on ne trouve pas de compromis sur ces questions, nous ne signerons pas", a déclaré, peu avant la conférence de presse le président du PRP (royaliste), Mathias Hitimana.

Interrogé sur la date-butoir pour la signature de l'accord de paix, le représentant du parti ANADDE, Elysée Ntiranyibagira, a déclaré qu'on a un choix à faire entre "s'en tenir à une date pour signer un accord non négocié, et reporter la signature d'un, deux, ou trois mois, pour parvenir à un accord acceptable."

Le délégué de l'ABASA a de son côté indiqué : "notre groupe est largement partisan de cet accord mais si on le précipite et qu'il n'est que bâclé, les signataires risquent de le violer dès le lendemain de sa signature".

La médiation a proposé le 28 août prochain comme date de la signature de l'accord de paix.

A la question de savoir si le "G10" n'était pas en train de manœuvrer pour retarder la signature de l'accord de paix, le représentant du parti UPRONA, Libère Bararunyeretse, a répondu : "la réponse est non." "Au contraire, la constitution de groupes clairs autour du projet d'accord constitue un facteur d'accélération des négociations, sinon au sein de nos partis politiques, nous sommes particulièrement désireux que la signature de l'accord puisse intervenir dans les meilleurs délais."

"Si d'ici là [le 28 août] nous avons un texte qui reflète l'ensemble des points de vues des délégations, nous allons signer cet accord. Ce qui est essentiel c'est que cet accord soit porteur de paix, et reflète l'essentiel de nos préoccupations", a poursuivi Libère Bararunyeretse.

Les négociations devraient être suspendues ce week end, mais selon des sources proches de la facilitation, des représentants des trois groupes constitués devraient rester à Arusha, pour affiner les propositions de compromis.

CR/AT/PHD/FH (BU%0812B)

12 AOUT 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LES NEGOCIATIONS PIETINENT, MAIS LA FACILITATION MAINTIENT LA DATE-BUTOIR

Arusha, 12 août 2000 (FH) - Les négociateurs de paix burundais qui se sont réunis cette semaine, parallèlement à Arusha dans le nord de la Tanzanie et en Afrique du Sud, n'ont pas réussi à aboutir à des résultats concrets. Cependant, l'équipe de la facilitation dirigée par Nelson Mandela prévoit des négociations supplémentaires la semaine prochaine et a indiqué qu'un accord de paix sera signé le 28 août, en présence d'au moins 20 chefs d'Etats.

"Je pense que la seule chose qui ne va pas changer est la date de la signature du document," a déclaré vendredi soir à l'agence de presse Hironnelle, le représentant du facilitateur, le juge tanzanien Mark Bomani. "Tout ce qui peut être fait entre temps sera fait", a-t-il ajouté.

A Arusha, les chefs des 19 partis politiques en négociations de paix n'ont pas réussi à trouver le consensus sur les changements éventuels à apporter au projet d'accord de paix. A ce stade, les changements ne seront considérés que s'il sont proposés par consensus.

Plusieurs partis, les pro-tutsis en particulier, restent mécontents vis-à-vis du projet d'accord. Les chefs de délégations ont commencé vendredi soir à discuter la question épineuse de qui va diriger le gouvernement de transition au Burundi.

Mark Bomani a indiqué que les chefs de délégations étaient supposés faire rapport à la facilitation samedi à 15.00 locales. "Ils terminent demain [samedi]", a-t-il dit à l'agence Hironnelle, en ajoutant que: "s'ils ne terminent pas, ils peuvent laisser les représentants des trois groupes compléter ce qu'ils ont commencé".

Dès lundi dernier, les 19 délégations se sont réparties dans deux blocs principaux à caractère ethnique. Il s'agit du groupe "G7" rassemblant sept partis hutus et un nouveau groupe "G10" qui comprend les partis tutsis. Le gouvernement et l'assemblée nationale constituent un groupe à part, dit "G2."

Mark Bomani a indiqué à l'agence Hironnelle que l'on pourrait donner aux trois groupes "trois à quatre jours" de plus, afin qu'ils complètent leur travail. A la question de savoir si cela pouvait être le point d'arrêt des négociations, il a déclaré : "Oui, parce que nous devons avoir le document prêt pour le 28".

Mark Bomani a évité de commenter les affirmations de la presse tanzanienne selon lesquelles le président américain, Bill Clinton, participerait à la cérémonie de signature à cette date. Il a plutôt indiqué qu'une vingtaine de chefs d'Etats ou plus, y étaient attendus.

Des sources proches de la facilitation ont indiqué à l'agence Hironnelle que les pourparlers qui ont été organisés parallèlement en Afrique du Sud pour examiner les modalités d'un cessez-le-feu ont "avorté" suite à l'absence du groupe rebelle hutu dissident du FNL, et au refus de l'autre groupe rebelle hutu dissident du CNDD-FDD, de négocier avec des personnes autres que les membres de l'équipe de la facilitation.

Il avait été espéré qu'ils négocient directement avec le gouvernement burundais à dominante tutsie, au sujet de la question du cessez-le-feu. Les groupes rebelles soutiennent toujours que le

gouvernement doit démanteler les "camps de regroupement" et libérer les prisonniers politiques avant qu'ils ne s'engagent dans les négociations pour le cessez-le-feu.

Mark Bomani a déclaré à l'agence Hironnelle que Mandela a prévu une autre session de négociations en Afrique du Sud la semaine prochaine, mais qu'il était "trop tôt" pour donner des détails. A la question de savoir si un accord de paix peut être signé sans cessez-le-feu, il déclaré:

"Ce que nous visons, c'est l'accord sur le cessez-le-feu ou, à défaut de cela, l'engagement de la part des belligérants à suspendre les hostilités dès la signature de l'accord." Il a indiqué que la Facilitation croit toujours qu'un tel engagement pourrait être obtenu avant la date de la signature.

Mark Bomani a aussi indiqué que la Facilitation poursuivra ses efforts pour amener le groupe dissident du FNL autour de la table de négociations. "Nous essayons toujours d'intégrer les FNL," a-t-il déclaré. "Nous continuerons à essayer jusqu'à la dernière minute, jusqu'au moment où le train partira."

JC/CR/PHD/FH (BU0812A)

9 AOUT 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LES PARTIS TUTSIS SUSPENDENT LES NEGOCIATIONS POUR UNE JOURNEE DE DEUIL

Arusha, 9 août 2000 (FH) - Les négociations de paix inter-burundaises qui ont repris lundi à Arusha ont été suspendues mercredi pour vingt quatre heures. Les délégués de dix partis tutsis ont décrété une journée de deuil en mémoire des personnes tuées dimanche soir dans une embuscade à Buhonga (18 km au sud-ouest de Bujumbura).

Selon la presse burundaise, des rebelles non identifiés ont tué 28 élèves officiers et 6 civils au cours d'une attaque lancée contre leur convoi. Les victimes rentraient d'une rencontre sportive dans le sud du pays.

Les partis hutus, qui ont plutôt critiqué la démarche de leurs partenaires tutsis, ont pour leur part poursuivi mercredi leurs consultations informelles. "Des gens sont morts depuis plusieurs années au Burundi et ils continuent à être massacrés.

Pourquoi un deuil pour ceux-là tués dimanche et non pour les autres?" s'est interrogé le président du Front pour la libération nationale (FROLINA, rébellion), Joseph Karumba. Le chef rebelle a ajouté que la meilleure solution aurait été plutôt d'accélérer les négociations, afin de parvenir vite au compromis qui, selon lui, mettra fin à cette situation de guerre.

Pendant ce temps, les observateurs à Arusha ont noté que les négociations ont désormais pris une coloration ethnique, les représentants des différents partis politiques s'étant répartis dès lundi dans deux blocs principaux à caractère ethnique.

Il s'agit du groupe "G7" rassemblant sept partis hutus et un nouveau groupe "G10" qui comprend les partis tutsis. Le gouvernement et l'assemblée nationale constituent un groupe à part. Les délégués devraient se rencontrer au cours d'une séance plénière pour tenter d'harmoniser les ponts de vue exprimés dans les différents blocs.

Autre fait nouveau, les négociateurs essaient de trouver un consensus entre eux, sans la participation de l'équipe de la facilitation. "Les Burundais doivent travailler entre eux-mêmes, sans entraves externes," a indiqué à l'agence Hirondelle le président du Parti social démocrate (PSD, Tutsi), Godefroid Hakizimana.

A la question de savoir pourquoi les négociations se menaient désormais sur une toile de fond plutôt ethnique, Godefroid Hakizimana a expliqué qu'au vu des différents massacres qui ont marqué l'histoire du Burundi, "nous avons défini que la nature du conflit burundais est politique, avec une connotation prédominante d'ordre ethnique, à tendance génocidaire."

Selon le délégué du PSD, "il y a un contentieux de sang entre les deux communautés ethniques, les Hutus et les Tutsis, parce qu'ils se sont toujours entre-tués". Godefroid Hakizimana a cependant ajouté : "les groupes que nous avons constitués sont d'ordre idéologique et non ethnique, car ce qui nous oppose, c'est le génocide que le groupe des Hutus ne reconnaît pas".

La question du génocide divise la classe politique burundaise, chaque ethnie estimant qu'elle est la seule à en avoir été victime. Le projet d'accord en discussion prévoit la création d'une commission internationale qui enquêterait sur les crimes commis depuis l'indépendance.

Godefroid Hakizimana a réitéré la demande des partis Tutsi que soit reconnu le rapport de l'ONU de 1996 qui a établi des actes de génocide contre les Tutsis du Burundi après l'assassinat du président Melchior Ndadaye (Hutu) en octobre 1993. Ce rapport n'a jamais été adopté par le Conseil de Sécurité de l'ONU.

Godefroid Hakizimana a ajouté que "s'il était aussi établi qu'il y a eu génocide contre les Hutus, nous en prendrons acte, et c'est la raison pour laquelle nous sommes entrain de demander une commission internationale d'enquête."

Au sujet des pourparlers qui se tiennent parallèlement en Afrique du Sud, Godefroid Hakizimana a indiqué qu'il n'y avait pas de problème car "ce groupe traite des questions purement techniques". "Le résultat doit passer par le forum central d'Arusha. Ils parlent des aspects militaires, mais c'est le politique qui décide", a-t-il poursuivi.

Parlant du refus du groupe rebelle hutu dissident du Front national de libération (FNL) de participer aux négociations, le président du PSD a indiqué que "les pays de la sous région qui ont dit soutenir le processus de paix pour le Burundi devraient forcer cette faction à venir aux négociations, et que s'ils ne le faisaient pas, cela signifierait qu'il y a un agenda caché".

Il est aussi inacceptable que l'autre groupe rebelle hutu dissident du CNDD-FDD engage des négociations après la signature de l'accord de paix, selon Godefroid Hakizimana. "Nous négocions un compromis de partage du pouvoir et de cohabitation, et ce mouvement à dominante hutue n'aura rien à négocier avec un gouvernement de transition qui comprendra déjà toutes les composantes ethniques du pays," a-t-il souligné.

Le président du Parti du peuple (PP, Hutu), Schadrack Niyonkuru, a pour sa part déclaré à l'agence Hironnelle qu'il était possible de continuer à négocier certains aspects techniques, même après la signature de l'accord de paix.

"C'est d'ailleurs mieux que les groupes armés négocient avec le gouvernement de transition, car nous aurons déjà mis en place des garanties qui vont rassurer les belligérants," a-t-il affirmé.

Même si les négociateurs sont encore loin de parvenir à un compromis sur un certain nombre de questions, ils s'accordent cependant à ne pas exclure la possibilité de respecter l'échéance du 28 août pour le signature de l'accord de paix.

"C'est toujours possible et c'est d'ailleurs ce que veut le facilitateur," a dit Schadrack Niyonkuru. Le président du PSD estime de son côté que: "si nous terminons avant cette date du 28 août, nous signerons. Si nous n'y arrivons pas, nous demanderons à la facilitation de nous donner un peu plus de temps".

CR/AT/PHD/BU%0809a)

8 AOUT 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LES NEGOCIATEURS DE PAIX POURSUIVENT LEURS TRAVAUX A ARUSHA

Arusha, 8 août 2000 (FH) - Les chefs des délégations aux négociations de paix inter-burundaises ont poursuivi mardi, à huis clos, leurs pourparlers visant à aplanir leurs différends autour des questions encore en suspens avant de parvenir à un accord de paix.

Les chefs des 19 délégations prenant part aux négociations d'Arusha devraient poursuivre leurs consultations informelles au sein de deux groupes principaux, pour essayer de parvenir à un consensus au sujet des propositions qui seront soumises à la Facilitation.

Le représentant de la Facilitation, le juge tanzanien Mark Bomani, a indiqué lundi à l'ouverture de la présente session, que les négociations seraient focalisées sur les arrangements en vue du cessez-le-feu, et sur la question de savoir qui va diriger le gouvernement burundais de transition. Il a déclaré que si les délégués voulaient rouvrir les débats sur des points contenus dans le projet d'accord de paix, ils devraient d'abord trouver un consensus autour de leurs propositions.

Des sources proches des négociations ont indiqué que les 19 partis se sont répartis lundi dans deux blocs principaux: le "groupe des sept" (G7), pro-hutus, et un nouveau "groupe des dix" (G10), pro-tutsis, qui comprend tous les autres partis, excepté le Gouvernement et l'Assemblée Nationale.

Les délégués espèrent que si les deux blocs ethniques formulent des propositions communes, ils pourraient tenir une séance plénière mercredi pour essayer de parvenir à un consensus global. Des sources proches des négociations ont indiqué que la plénière serait dirigée alternativement par les deux groupes.

Les groupes pro-tutsis pourraient demander des changements, particulièrement au sujet des institutions de transition. Ils estiment qu'ils ont besoin de garanties plus solides pour protéger la minorité tutsie contre la menace du génocide. Les délégués seraient aussi en train de négocier les mécanismes pour assurer la sécurité des leaders politiques exilés, et celle des autres civils qui veulent retourner au Burundi.

L'une des questions les plus sensibles est de savoir qui va diriger la transition qui, selon le projet d'accord, devrait durer 30 mois. La majorité des partis en négociations à Arusha s'opposent à l'actuel président tutsi, Pierre Buyoya, comme chef de la transition, mais aucun d'entre eux n'a jusqu'ici proposé de candidat. Ils devraient rester discrets à ce sujet pour des raisons de sécurité, bien que le "groupe des sept" partis pro-hutu a promis de présenter un candidat commun.

Les délégués se sont dits choqués par l'attaque meurtrière perpétrée dimanche par les rebelles, près de la capitale Bujumbura. Selon la presse, des rebelles non identifiés ont tué 28 soldats et 6 civils dans une embuscade. Il a été rapporté que les soldats étaient des candidats officiers, qui rentraient d'une rencontre sportive dans le sud du pays.

Alors que les négociations se poursuivaient à Arusha, d'autres pourparlers étaient supposés commencer mardi à Pretoria, en Afrique du Sud, où Mandela a invité les représentants de l'armée burundaise à dominante tutsie, du gouvernement, et des groupes rebelles hutus. Les groupes rebelles dissidents du CDD-FDD et du FNL ont été invités, mais il a été rapporté que le FNL a décliné l'invitation en faisant valoir qu'il n'a pas reçu assez d'informations.

Les négociations de Pretoria devraient se focaliser sur le cessez-le-feu pour mettre fin à la guerre civile qui, depuis sept ans, déchire le Burundi, la restructuration de l'armée à dominante tutsie, et la démobilisation des combattants.

Mandela a démenti lundi les informations selon lesquelles il aurait accepté de reporter, si nécessaire, la date-butoir du 28 août, pour la signature de l'accord de paix pour le Burundi. "Tout est toujours en voie pour le 28 août", a écrit la presse sud-africaine en citant Mandela.

JC/CR/PHD/FH (BU%0808a)

7 AOUT 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

LES DELEGUES ONT REPRIS DES DISCUSSIONS SUR LES POINTS EN SUSPENS

Arusha, 7 août 2000 (FH) - Les délégués burundais ont repris lundi matin à Arusha des discussions visant à finaliser le projet d'accord de paix attendu. Les chefs des dix-neuf délégations participant aux pourparlers de paix se sont retrouvés à huis clos autour du juge tanzanien Mark Bomani, qui représente le médiateur dans le conflit burundais, l'ancien président sud-africain, Nelson Mandela.

Les participants devraient se pencher sur la question du cessez-le feu et celle du leadership de la transition, a précisé un des délégués à l'agence Hironnelle, citant Mark Bomani. Le représentant du médiateur a également proposé aux délégués de se mettre d'accord pour lui soumettre "un ou plusieurs autres points qui pourraient revenir au débat", a ajouté la même source.

Les négociateurs s'étaient divisés lundi matin en petits groupes suivant leurs affinités politiques en vue d'adopter la méthodologie à suivre. La médiation leur avait donné jusqu'au milieu de la journée pour lui faire des suggestions. Le président du Parti du peuple (PP, hutu), Schadrack Niyonkuru, a toutefois indiqué à l'agence Hironnelle que "cela pourrait prendre toute la journée" de lundi.

Nelson Mandela avait souligné précédemment que les propositions ou les contre-propositions des délégués sur le projet d'accord de paix ne seront acceptées à ce stade que si elles font l'objet d'un consensus. La médiation espère qu'un accord de paix pourrait être signé le 28 août prochain.

Des représentants du gouvernement, de l'armée et des groupes rebelles devraient parallèlement se rencontrer cette semaine en Afrique du Sud. Mark Bomani a déclaré dimanche que cette rencontre prévue en Afrique du Sud examinera la question de la cessation des hostilités, la restructuration de l'armée à majorité tutsie et les problèmes de la démobilisation.

Les groupes rebelles dissidents du CNDD-FDD et du FNL, qui ne prennent pas part aux pourparlers d'Arusha, y ont été invités. Mais des sources en Afrique du Sud ont laissé entendre que le FNL ne participera pas, estimant qu'il n'a pas disposé d'assez de temps pour envoyer des délégués.

AT/PHD/FH (BU%0807A)

6 AOUT 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

REPRISE DES NEGOCIATIONS A ARUSHA ET EN AFRIQUE DU SUD

Arusha, 6 août 2000 (FH) - Les chefs des 19 délégations aux négociations de paix inter-burundaises sont arrivés le week-end dans la ville nord tanzanienne d'Arusha, pour une session d'une semaine au cours de laquelle ils se pencheront sur les questions en suspens. Il s'agit notamment de qui va diriger la transition, les arrangements pour le cessez-le feu, et de l'amnistie pour les crimes commis par le passé.

Parallèlement aux négociations d'Arusha, les représentants des groupes armés et du gouvernement burundais ont pour leur part pris la destination de l'Afrique du Sud, pour rencontrer le facilitateur dans le processus de paix pour le Burundi, l'ancien président sud-africain, Nelson Mandela. Des sources bien informées ont indiqué que l'aile rebelle hutue dissidente du CNDD-FDD, était attendue dimanche en Afrique du Sud, mais que l'autre groupe rebelle hutu dissident du FNL, ne s'y rendrait pas parce qu'il considère ne pas avoir reçu assez d'informations.

"Je ne pense pas qu'il s'agisse de mauvaise foi", a indiqué une source à l'agence de presse Hirondelle, en ajoutant que le FNL avait des problèmes logistiques pour voyager en dehors du Burundi. "Ils veulent parler à Mandela et au gouvernement, mais ils ne veulent pas être entraînés dans le calendrier d'Arusha".

"Les négociations prévues en Afrique du Sud porteront notamment sur l'intégration de l'armée, la cessation des hostilités, et la démobilisation", a indiqué à l'agence de presse Hirondelle, le proche collaborateur de Mandela, le juge tanzanien Mark Bomani.

A la question de savoir si, compte-tenu des récents développements de la situation, il était toujours possible que l'accord de paix soit signé le 28 août comme annoncé par le facilitateur, Mark Bomani a déclaré que "nous espérons encore pour cette date, c'est notre objectif".

Cependant, des sources bien informées ont indiqué à l'agence de presse Hirondelle que lors de la rencontre jeudi et vendredi dernier en Afrique du Sud entre le président burundais, Pierre Buyoya, et Mandela, ce dernier aurait accepté que la date-butoir du 28 août pour la signature de l'accord de paix pourrait être repoussée.

Par ailleurs, selon la presse sud-africaine, "les deux leaders se sont mis d'accord pour un cessez-le-feu entre l'armée gouvernementale à dominante tutsie et les groupes armés hutus qui la combattent, avant la signature d'un accord global". Dans l'ensemble, les parties en négociations, et en particulier les partis pro-tutsis, ne sont pas contents du projet de compromis soumis par la facilitation, estimant qu'il faudrait plus de temps pour mieux négocier un partage du pouvoir bien équilibré.

Les négociations de paix visant à mettre fin à la guerre civile qui ravage le Burundi depuis six ans ont traîné en longueur depuis deux ans, alors que la violence fait rage sur le terrain à l'intérieur du pays. Malgré les tous les efforts fournis, la facilitation n'a pas encore réussi à faire venir tous les belligérants autour de la table des négociations.

Pour la première fois, le chef du plus grand mouvement rebelle hutu dissident du CNDD-FDD, Jean-Bosco Ndayikengurukiye, s'est rendu le mois dernier dans la ville nord-tanzanienne d'

Arusha , où se déroulent les négociations de paix inter-burundaises. Il avait alors indiqué qu'il n'était venu ni pour négocier ni pour signer l'accord de paix, mais pour marquer son soutien au processus de paix. Il avait exprimé le souhait que les négociateurs burundais parviennent vite à un compromis, afin que son mouvement puisse alors engager des négociations directes avec l'armée et le gouvernement burundais.

CR/PHD/FH (BU%0806a)

2 AOUT 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

L'AILE DISSIDENTE DU "CNDD-FDD" PRETE A SUSPENDRE LES HOSTILITES

Arusha, 2 août 2000 (FH) - Le mouvement rebelle hutu dissident du CNDD-FDD, a annoncé qu'il serait prêt à suspendre les hostilités "dès le jour où le major Buyoya aura respecté le droit humanitaire international par la fermeture des camps de concentration, ainsi que par la libération des prisonniers politiques."

Dans un communiqué de presse parvenu mercredi à l'agence de presse Hironnelle, le porte-parole du CNDD-FDD, Jérôme Ndiho, indique cependant que ces conditions posées au président du Burundi pour la cessation des hostilités sont assorties de son accord pour mener "des pourparlers directs qui aboutiront au cessez-le-feu".

Le président du Burundi, Pierre Buyoya, avait promis au médiateur dans la crise burundaise, l'ancien président sud-africain Nelson Mandela, que tous les camps de regroupement seraient fermés avant la fin du mois de juillet.

Le CNDD-FDD relève par contre que cette date-butoir du 31 juillet prévue pour le démantèlement des "camps de concentration de type Nazi" vient d'être dépassée, sans que les personnes retenues dans ces camps ne soient libérés, conformément aux "promesses fallacieuses de Buyoya".

Le CNDD-FDD estime à 1.500.000 le nombre de personnes (en grande majorité des hutus) qui ont été regroupées dans des camps par l'armée à dominante tutsie. Le président Buyoya avait pour sa part affirmé le mois dernier à Arusha, qu'il ne restait plus que 20.000 personnes dans les camps dans la province de Bujumbura rural, et que, pour lui, l'opération de fermeture se déroulait de manière satisfaisante.

Au sujet de la question des prisonniers politiques, le CNDD-FDD déplore le fait que "le président Buyoya n'en parle même pas". "Le CNDD-FDD est indigné de constater, encore une fois, qu'il est un menteur invétéré et que la communauté internationale croise les bras face à une telle ampleur de violation massive des droits de l'homme," indique le communiqué.

Le mouvement rebelle hutu demande notamment la création d'une commission internationale neutre de supervision du démantèlement des camps, de l'installation de ceux qui en seront libérés et de la libération des prisonniers politiques.

Le CNDD-FDD demande enfin de ne pas être obligé de négocier la paix avec "un criminel de guerre qui n'est même pas capable de respecter ses engagements [...] et qui devrait être arrêté et jugé par un Tribunal pénal international comme sous d'autres cieux".

Par ailleurs, le mouvement condamne "le refus du président Buyoya de signer l'accord d'Arusha dans lequel il a été hautement et régulièrement impliqué depuis deux ans", et lance "un appel patriotique à tous les négociateurs d'Arusha pour qu'ils aboutissent à un accord rapide sur un processus qui n'a que trop duré".

Pour la première fois, le chef du CNDD-FDD, Jean-Bosco Ndayikengurukiye, s'est rendu le mois dernier dans la ville nord-tanzanienne d'Arusha, où se déroulent les négociations de paix inter-burundaises. Il a indiqué qu'il n'était venu ni pour négocier ni pour signer l'accord de paix, mais

pour marquer son soutien au processus de paix. Il avait exprimé le souhait que les négociateurs burundais parviennent vite à un compromis, afin que son mouvement puisse alors engager des négociations directes avec l'armée et le gouvernement burundais.

Mandela a annoncé que l'accord de paix pour le Burundi devrait être signé le 28 août prochain. Cependant le président Buyoya, de même que certains membres de son gouvernement, ont déjà indiqué que le projet d'accord n'est pas satisfaisant à certains points.

Pierre Buyoya avait déclaré le mois dernier à Arusha, qu'il ne fallait pas "mettre en avant les dates". "S'il est prêt dans une ou deux semaines, nous le signerons, mais s'il faut plus de temps pour l'affiner, nous prendrons le temps qu'il faut," avait-il déclaré.

Le ministre chargé du processus de la paix, Ambroise Niyonsaba, a pour sa part déclaré dans une interview récente que certains points du projet d'accord n'étaient pas pratiques, et qu'il contenait "certaines contradictions". Le porte-parole du gouvernement burundais, Luc Rukingama, a déclaré que le projet "était plein de confusion, d'ambiguïtés et de doubles standards".

Selon Mandela, les 19 parties prenantes aux négociations ont accepté le projet d'accord qui comprend des propositions de compromis de l'équipe de la facilitation sur les points en suspens. Les chefs des partis devraient se retrouver la semaine prochaine à Arusha pour se pencher sur les points de désaccord, tels que la désignation du chef de la transition, et les arrangements pour le cessez-le feu. D'une manière générale les partis pro-tutsis sont pas contents du projet car ils se croient perdants, alors que les partis pro-hutus disent: "mieux vaut peu que rien", faisant allusion au partage du pouvoir prévu dans le projet.

Mais aussi un autre problème demeure: l'intégration, au processus d'Arusha, de l'autre faction rebelle hutue dissidente du FNL. Les multiples tentatives de Mandela de faire venir ce mouvement à la table des négociations ont échoués jusqu'ici.

Des représentants des groupes armés, y compris les dissidents, et ceux de l'armée burundaise, étaient supposés rencontrer Mandela cette semaine en Afrique du Sud. Mais des sources proches de la facilitation indiquent que de telles rencontres n'ont pas encore eu lieu et ne sont même pas programmées.

CR/PHD/FH (Bu%0802a)

24 JUILLET 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LES NEGOCIATEURS SE RETROUVERONT LE 7 AOÛT PROCHAIN A ARUSHA

Arusha, 24 juillet 2000 (FH) - Les chefs de délégations pour les négociations inter-burundaises de paix devraient se retrouver à Arusha le 7 août prochain pour une session d'une semaine, a déclaré le représentant du facilitateur, le juge Mark Bomani, qui s'exprimait au terme d'une session de pourparlers qui a clôturé ses travaux samedi.

Mark Bomani a par ailleurs indiqué à l'agence Hironnelle que les groupes armés burundais, y compris les dissidents rebelles, devraient se rencontrer en Afrique du Sud la semaine prochaine.

Le médiateur dans le conflit burundais, l'ancien président sud-africain Nelson Mandela, a annoncé que l'accord de paix sera signé le 28 août prochain.

Les délégués ont reçu un projet d'accord, avec des propositions de compromis de la facilitation sur les principales questions restées en suspens.

"Nous leur avons donné le projet et nous croyons qu'il contient des compromis réalistes," a indiqué Bomani à l'agence Hironnelle. "Nous espérons qu'ils seront capables de les accepter dans un esprit de donner et de recevoir. Au cas où ils auraient des propositions ou contre-propositions à apporter, le Président Mandela les a assuré d'en tenir compte, pourvu que celles-ci relèvent d'un consensus," a -t-il ajouté.

Les partis pro-Tutsis, en particulier, ont déclaré que le projet d'accord de paix nécessitait un travail substantiel, ou qu'il devrait être pris seulement comme "un document de travail". Les partis pro-Hutus veulent aussi quelques amendements, notamment sur le système électoral, et sur les garanties pour la mise en application de l'accord de paix.

Le représentant du facilitateur, Mark Bomani, a relevé de son côté qu'il y avait trois points importants toujours sujets à discussion: le problème du cessez-le-feu, celui de l'amnistie, ainsi que la question de la personne qui va diriger la transition.

Les groupes armés doivent rencontrer Mandela en Afrique du Sud la semaine prochaine pour discuter de la question du cessez-le-feu. Les groupes dissidents, CNDD-FDD et FNL, ont été également invités. Le coordinateur général du CNDD-FDD, Jean- Bosco Ndayikengurukiye était à Arusha pour la première fois la semaine dernière. En revanche, le chef du FNL, Kabura Cossana, n'était pas venu.

Sur la question de savoir si le FNL était attendu en Afrique du Sud, Mark Bomani a répondu: " Nous les avons invité, et je ne vois aucune raison qui les empêcherait de venir". Des représentants de l'armée burundaise devraient également y être présents.

Des sources proches des délégations burundaises ont indiqué dimanche à l'agence Hironnelle que la facilitation prévoyait avant le 7 août, à Dar es Salaam, une réunion des "acteurs clés" (les six partis les plus influents des 19 en négociations à Arusha) . Mark Bomani a cependant affirmé que ces informations étaient erronées.

JC/BN/PHD/FH (BU%0724A)

24 JUILLET 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LES DELEGUES PROPOSENT UNE COMMISSION VERITE ET UN TRIBUNAL INTERNATIONAL

Arusha, 24 juillet 2000 (FH) - Alors que les négociations de paix pour le Burundi sont dans leur phase finale, les avis restent partagés sur la manière de traiter les crimes commis par le passé. Le projet d'accord de paix prévoit des mécanismes, mais contient aussi un certain nombre de questions cruciales non résolues. Il s'agit notamment de l'amnistie et des prisonniers politiques.

A la lumière de l'expérience sud-africaine, les négociateurs de paix burundais se sont mis d'accord sur la création d'une Commission nationale vérité et réconciliation. Ils envisagent aussi la création d'un tribunal pénal international à l'image de celui mis en place après le génocide rwandais.

Les 19 partis prenant part aux négociations d'Arusha sont aussi convenu de la nécessité d'une réforme judiciaire. Ils n'ont cependant pas réussi cependant à s'entendre sur la plupart des détails de ces arrangements et le projet de texte est autant le travail de la facilitation que le leur. Le médiateur Nelson Mandela a indiqué que l'accord de paix sera signé le 28 août prochain.

La Commission vérité et réconciliation

L'une des tâches du gouvernement de transition du Burundi sera de mettre en place une Commission nationale vérité et réconciliation. Aux termes du projet d'accord, la commission fera la lumière sur "les actes de violence grave commis au cours des conflits cycliques qui ont endeuillé le Burundi de l'indépendance (1er juillet 1962) à la date de la signature de l'accord de paix d'Arusha et ne relevant pas de la catégorie des crimes de génocide, crimes de guerre ou crimes contre l'humanité."

La commission sera appelée à "qualifier les crimes" et à "établir les responsabilités, ainsi que l'identité des coupables et des victimes."

Les membres de la commission seront présentés par les associations de la société civile, les partis politiques, les confessions religieuses, les organisations de femmes et des candidatures individuelles. Ils seront nommés par le gouvernement de transition, en concertation avec le Bureau du parlement de transition, selon le projet d'accord.

Le texte propose que la commission ait un mandat de deux ans. "Au bout de deux ans," indique le texte, "les institutions de transition évalueront le travail accompli, avec possibilité de prolongation d'une année."

Parallèlement aux investigations, la commission aura aussi un mandat d'arbitrage. "Au terme de l'enquête," indique le texte, "la commission arrêtera ou proposera aux institutions de la transition, des mesures susceptibles de promouvoir la réconciliation et le pardon, de décider la restitution aux ayants droit des biens dont ils avaient été dépossédés ou d'arrêter des indemnités conséquentes. Elle déférera les auteurs présumés des crimes devant les cours et tribunaux. Elle proposera toutes les mesures politiques, sociales ou autres visant à favoriser la réconciliation".

Le rôle de la commission sera aussi de "clarifier l'histoire" en "remontant aussi loin que possible pour éclairer le peuple sur son passé". L'objectif, selon le projet d'accord, sera de "réécrire l'histoire du Burundi afin de permettre aux Burundais d'en avoir une même lecture".

En plus de l'investigation, de l'arbitrage et de la clarification de l'histoire, la commission devrait promouvoir la réconciliation en "réprimant les crimes en vue d'éradiquer la culture de l'impunité", en "réhabilitant et en promouvant les valeurs fondamentales et traditionnelles burundaises et même universelles", en "éduquant et en rééduquant la population burundaise pour extirper les haines et les rancœurs".

Ses objectifs proposés comprennent aussi "l'éducation et la sensibilisation de la classe politique à l'objectif de paix et de réconciliation, dans le respect des principes universels de patriotisme, de démocratie et de bonne gouvernance".

Le projet de texte indique que la commission devra avoir "la latitude de travailler de manière indépendante, notamment par la gestion autonome des moyens matériels et financiers qui lui seront alloués".

Le projet recommande que la commission Cinq des négociations de paix traitant des garanties de la mise en application de l'accord (composée des chefs de délégations aux négociations), examine de façon plus approfondie le fonctionnement précis de la commission.

Enquête internationale sur le génocide

Comme énoncé précédemment, la commission vérité et réconciliation ne traitera pas du génocide, des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité. La communauté internationale n'a jamais reconnu officiellement qu'il y a eu un génocide (ou des génocides) au Burundi, et les négociations inter-burundaises qui ont duré aujourd'hui deux ans, n'ont pas pu aboutir à un consensus à ce sujet. Les Hutus et les Tutsis s'accusent mutuellement d'avoir commis un génocide les uns contre les autres.

Le projet de texte propose que le gouvernement de transition demande aux Nations unies de créer une commission internationale d'enquête indépendante. Encore, l'enquête devrait couvrir la période allant de l'indépendance du Burundi à la signature de l'accord de paix. L'objectif de l'enquête serait d'établir s'il y a eu génocide, ou si des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ont été commis, de définir les crimes et d'en identifier les auteurs.

Si l'enquête établit que de tels crimes ont été commis, alors, selon l'accord proposé, le gouvernement du Burundi demandera "la mise en place par le Conseil de sécurité des Nations unies, d'une cour pénale internationale pour juger et punir les parties coupables".

Réforme judiciaire

Les négociateurs se sont aussi convenus sur le principe que le système judiciaire devrait être réformé à tous les niveaux "notamment pour corriger les déséquilibres ethniques". Les autorités judiciaires du Burundi ont souvent été accusées d'être partiales, parce que à dominante tutsie.

La mise en œuvre de ces réformes sera encore une tâche du gouvernement de transition. L'objectif de ces réformes est d'assurer que le Burundi ait un appareil judiciaire véritablement indépendant et qui fonctionne bien.

Les réformes structurelles proposées comprennent la création d'une cour constitutionnelle et d'un conseil supérieur de la magistrature, avec des pouvoirs considérables de nommer les hauts cadres de l'appareil judiciaire.

Le projet d'accord propose aussi la création des conseils des "Abashingantahe" (les sages traditionnels) au niveau local, qui rendraient justice "dans un esprit de conciliation."

Une commission parlementaire à laquelle toutes les parties seraient représentées devrait être constituée au plus tard dans les 30 jours suivant la signature de l'accord de paix, afin qu'elle propose des réformes judiciaires et en assure la mise en application. L'assemblée nationale de transition peut, à la majorité des deux-tiers, amender toute loi.

Il est par ailleurs demandé au gouvernement de transition de mettre en œuvre un vaste programme de formation et de recrutement dans le secteur judiciaire, pour "promouvoir un équilibre entre hommes et femmes et l'équilibre ethnique".

"Le secteur judiciaire est doté de ressources nécessaires pour s'acquitter de ses fonctions de manière impartiale et indépendante," indique le projet d'accord. Le projet reconnaît qu'une aide juridique internationale sera requise. "Le gouvernement de transition fera appel à la coopération et à une aide juridique internationale afin d'améliorer et d'organiser le système juridique. Des juristes étrangers, dont d'anciens citoyens burundais résidant hors du pays, sont appelés à participer à la réforme du système judiciaire," ajoute le texte.

Prisonniers politiques

La libération des prisonniers politiques reste une condition posée par les groupes rebelles dissidents, pour leur participation au processus de paix. Par ailleurs, lors de sa visite à la prison centrale de Bujumbura en juin dernier, le médiateur, Nelson Mandela, a dénoncé les conditions de vie dans cette prison en les qualifiant de "impropres à la vie humaine", et a demandé que les prisonniers politiques soient libérés.

Le gouvernement burundais dominé par les Tutsis n'a toutefois entrepris aucune action jusqu'ici à ce sujet. Il considère que le Burundi n'a pas de prisonniers politiques, et que la plupart des détenus ont été arrêtés pour des crimes graves.

Le projet d'accord indique que le gouvernement de transition devrait mettre en place, dans un délai de trente jours à compter du début de la transition, "une commission présidée par un juge, chargée d'enquêter d'urgence". Cette commission ferait des recommandations sur :

- "les conditions carcérales, le traitement des prisonniers, la formation et les conditions d'emploi des gardiens de prison ;
- la libération des prisonniers en attente de jugement dont le traitement des dossiers a été indûment retardé ;
- l'existence et la libération de tous prisonniers politiques".

Le projet d'accord indique que la création d'une telle commission n'empêche pas les membres du gouvernement ou de l'assemblée nationale de transition de traiter de ces questions.

Cependant, ces dispositions, qui requerront du temps pour porter des fruits, pourraient ne pas être suffisantes pour satisfaire aux demandes des groupes d'opposition.

La question de l'amnistie non résolue

Un autre sujet susceptible de poser des problèmes est de savoir comment régler la question de l'amnistie pour les crimes du passé. Un certain nombre de leaders politiques supposés faire partie des institutions de la transition ont jusqu'ici refusé de rentrer au Burundi, pour des raisons judiciaires et de sécurité.

Des sources proches de la facilitation ont évoqué la possibilité d'une amnistie temporaire pour des crimes "politiques", jusqu'au moment où une enquête internationale aura été menée et aura fait ses recommandations. Cependant, ce sujet reste sensible et ne figure pas dans le projet d'accord.

Le projet spécifie que "toute arrestation d'un rapatrié ou d'un réfugié doit être motivée et notifiée à la Commission d'application [...] et, en tout état de cause, aucun réfugié, rapatrié ou mandataire politique ne peut être arrêté ou inculqué avant la mise en place du Gouvernement de transition du chef d'un crime à motivation politique commis avant la signature de présent Accord."

Le projet de texte indique aussi que "tous les recours et appels concernant les assassinats et les procès politiques seront introduits auprès de la Commission nationale Vérité et Réconciliation". Il reste à voir si ceci sera suffisant pour garantir le retour au pays des leaders politiques en exil.

La facilitation a confirmé lundi à l'agence de presse Hironnelle que cette question était toujours sur la table de négociations.

JC/CR/FH (BU%0724B)

22 JUILLET 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LE CHEF DE LA TRANSITION DEVRAIT AVOIR UN SECOND D'ETHNIE DIFFERENTE

Arusha, 22 juillet 2000 (FH) - L'une des questions les plus litigieuses encore sur la table des négociations de paix pour le Burundi est de savoir qui va diriger le gouvernement de transition. Le projet d'accord de paix déjà soumis aux négociateurs a introduit un certain nombre de gardes fous, pour garantir que, quel qu'il soit, le dirigeant de la transition n'ait pas le pouvoir que le président Pierre Buyoya (tutsi), a aujourd'hui.

Ce projet de texte est le fruit de plus de deux ans de négociations inter-burundaises menées à Arusha dans le nord de la Tanzanie. Il comprend aussi des propositions de compromis émises par l'équipe de la facilitation sur les questions importantes encore en suspens.

Selon le médiateur, Nelson Mandela, les négociateurs ont convenu d'adopter les propositions de compromis sur les points encore controversés, et un accord devrait être signé le 28 août prochain.

"Les premiers président et vice-président de la république de la période de transition sont désignés à Arusha," indique le texte proposé. "Ils viennent de groupes ethniques et de partis politiques différents." Plus loin, le texte indique: "Toute décision que le président de transition est tenu de prendre conformément à la loi ou au présent protocole est prise uniquement après consultation du vice-président de transition ou de l'exécutif de transition."

Si le président de transition veut déployer l'armée, il ne sera pas autorisé à le faire sans, au préalable, en informer la commission de garantie chargée de veiller à la mise en application de l'accord. Cette commission sera composée de représentants de toutes les parties prenantes aux négociations d'Arusha, plus des représentants des Nations Unies, de l'Organisation de l'Unité Africaine, de l'Union Européenne, et du groupe des pays qui ont adhéré à l'initiative régionale de paix pour le Burundi. Les activités de tous genres de milices seront bannies, selon le texte.

Le président de transition aura le pouvoir de nommer les hauts cadres administratifs régionaux et les juges, mais devra d'abord consulter le parlement de transition. Le parlement aura des pouvoirs considérables, tel que la compétence d'amender les lois, pourvu que l'amendement réunit au moins une majorité des deux-tiers. L'exception notoire est que pour amender les dispositions de l'accord de paix, une majorité de 90% sera requise au parlement.

Dans tous les cas, le président de transition ne sera pas autorisé à reposter sa candidature en fin de transition. "Toute personne ayant exercé les fonctions de président durant la période de transition est inéligible aux premières élections présidentielles," indique le projet d'accord.

Une transition de 30 mois

Le texte indique qu'il y aura une période de trois à six mois au maximum entre la signature de l'accord de paix et la mise en place du gouvernement de transition. La commission de garantie décidera si et quand, au cours de cette période, les conditions nécessaires auront été réunies [retour des politiciens exilés prenant part au processus de transition, arrivée des observateurs internationaux et/ou des forces de maintien de la paix, etc.].

La période de transition elle-même devrait durer 30 mois, selon le projet d'accord. Les tâches à réaliser au cours de cette période seront de :

- garantir l'adoption d'une Constitution définitive qui soit conforme aux principes constitutionnels ;
- réconcilier et unir les Burundais à travers "un vaste programme d'éducation dans les domaines de la paix, de la démocratie et de la tolérance ethnique ;
- assurer le rapatriement et la réintégration des réfugiés et personnes déplacées ;
- appliquer les mesures relatives au cessez-le-feu et à la réforme de l'armée ;
- veiller à l'adoption de mesures concertées pour faire face aux conséquences des actes commis dans le passé et éviter toute répétition "du génocide, de l'exclusion et de l'impunité" ;
- entreprendre les réformes liées au système judiciaire, à l'administration et aux forces de la défense et de sécurité;
- adopter une loi électorale, créer une commission électorale indépendante, et garantir la tenue des premières élections au niveau local et national ;
- adopter les lois sur les partis politiques, l'administration locale, la presse et les autres, telles que requises par l'accord de paix ;
- appliquer l'accord signé à Arusha conformément au calendrier d'application.

La période de transition devra se terminer avec l'élection du nouveau président, après des élections législatives démocratiques. Le projet d'accord propose que le président du Burundi soit élu au premier tour sur le principe d'"un homme, une voix", suivi d'un second tour au cas où aucun candidat n'obtient de majorité absolue au premier tour.

Mais il propose des arrangements spéciaux pour les premières élections présidentielles. Selon le texte, "pour la première élection à l'issue de la période de transition, le président est élu indirectement par l'assemblée nationale et le Sénat (nouveau) réunis, à la majorité des deux-tiers des suffrages." Le Sénat indirectement élu, serait composé de deux représentants de chaque province, chacun provenant d'un groupe ethnique différent.

Le parlement de transition

Les arrangements proposés pour le parlement de transition restent une pomme de discorde à la fois pour les partis pro-Hutus et les partis pro-Tusis. Ils sont plutôt compliqués mais à la base, prennent comme point de départ les résultats des élections de 1993. Ces dernières étaient les premières élections démocratiques organisées depuis l'indépendance. Elles ont été dominées par le parti majoritaire pro-Hutus, le FRODEBU.

"Les membres du parlement élus en 1993 conservent ou retrouvent leurs sièges", indique le projet d'accord. "En cas de vacance, les partis dont les membres occupaient ces sièges au moment de la vacance les occupent ou permettent à ceux qui les occupaient déjà d'y rester."

Comme expliqué dans une note de bas de page dans le projet d'accord, sur un total de 81 sièges lors des élections de 1993, le FRODEBU en a obtenu 65, et l'ancien parti unique UPRONA du président Buyoya en a obtenu 16.

Depuis l'assassinat de l'ancien président démocratiquement élu en octobre 1993 par des soldats tutsis, les massacres inter-ethniques, la naissance d'une rébellion hutue et le coup d'Etat opéré par Buyoya en 1996, certains parlementaires ont été soit tués, d'autres ont quitté le pays, et d'autres encore ont regagné de nouveaux partis.

La Facilitation propose aussi que le nombre de sièges au parlement soit augmenté pour en donner au moins trois à tous les 19 partis prenant part aux négociations d'Arusha, plus 14 aux membres de la société civile. Le résultat, comme l'explique une autre annotation de bas de page, serait de laisser une majorité aux partis pro-hutus connus sous le nom du "Groupe des sept", tout en respectant aussi le principe selon lequel aucun groupe ne dispose de plus de deux-tiers des sièges.

Pendant la période de transition, une majorité des deux-tiers sera requise par exemple pour adopter la constitution définitive et pour amender les lois.

JC/CR/PHD/FH (BU%0722a)

21 JUILLET 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LES FEMMES PROPOSENT DES QUOTAS POUR LEUR INTEGRATION DANS LES INSTITUTIONS

Arusha, 21 juillet 2000 (FH) - La conférence des femmes représentant toutes les parties prenantes aux négociations de paix pour le Burundi a adopté une série de recommandations visant à insérer les questions spécifiques de la femme burundaise dans l'accord de paix en vue.

Elles proposent notamment un quota de 30% pour les femmes dans tous les secteurs de l'administration publique. "Notre objectif, c'est l'égalité", indique une déclaration finale émise par la conférence, "mais nous demandons un quota de 30% dans les appareils législatifs, judiciaires et exécutifs, et dans tous les corps prévus par l'accord."

Les femmes demandent aussi des mécanismes pour punir et mettre fin aux crimes de guerre tels que le viol, la violence sexuelle, la prostitution et la violence domestique. Elles demandent que leurs droits à la propriété, à la terre et à l'héritage soient inclus de façon spécifique dans l'accord de paix, et que les filles burundaises soient assurées des mêmes droits que les garçons pour l'accès à tous les niveaux de l'éducation.

La conférence de quatre jours qui s'est terminée tard le soir jeudi, était organisée par le Fonds des Nations Unies pour les Femmes (UNIFEM) et la Fondation Nyerere, qui fait partie de l'équipe de la facilitation pour les négociations de paix à Arusha. Tous les 19 partis prenant part aux négociations ont délégué deux femmes à la conférence.

Le facilitateur dans les négociations de paix pour le Burundi, l'ancien président sud-africain, Nelson Mandela, a exprimé son soutien à l'endroit des femmes burundaises, lorsqu'il les a rencontrées mercredi soir. Il leur a demandé de choisir parmi elles une femme qui apposera sa signature sur l'accord de paix.

Mandela avait déjà annoncé qu'il voulait que l'accord de paix soit signé le 28 août prochain. "Il vous revient, vous les femmes du Burundi, de dire à vos maris que si vous ne signez pas l'accord le 28 août, alors je ne vais pas vous parler, je ne vais pas préparer à manger pour vous et vous devez préparer vous-mêmes !", a dit Mandela.

La conférence des femmes a déclaré qu'elle "saluait le projet d'accord de paix d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi, qui a été soumis aux négociateurs pour approbation". Les participantes ont déclaré qu'elles "espéraient que tout sera mis en œuvre afin que la signature de l'accord ait lieu le 28 août 2000".

La parlementaire ougandaise Winnie Byanyima, qui faisait partie du groupe d'experts de l'UNIFEM qui a piloté l'initiative des femmes, a déclaré à l'agence de presse Hironnelle qu'elle avait l'espoir que les recommandations des femmes seraient intégrées dans le projet d'accord. Elle a déclaré que la plupart d'indicateurs de la part des délégués aux négociations, qui sont presque exclusivement des hommes, étaient généralement positifs.

JC/CR/PHD/FH (BU%0721a)

21 JUILLET 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

LE CONFLIT BURUNDAIS PLUS POLITIQUE QU'ETHNIQUE, SELON LE PROJET D'ACCORD

Arusha, 21 juillet 2000 (FH) - Le conflit burundais serait plus politique qu'ethnique, selon le projet d'accord de paix en négociation à Arusha, dont l'agence Hironnelle a pu prendre connaissance vendredi.

Il s'agit "d'un conflit fondamentalement politique avec des dimensions ethniques extrêmement importantes", indique le projet d'accord, qui devrait être signé le 28 août prochain selon les prévisions du médiateur, l'ancien président sud-africain, Nelson Mandela.

Les négociateurs affirment par ailleurs qu'il s'agit "d'un conflit découlant d'une lutte de la classe politique pour accéder au pouvoir et/ou s'y maintenir". Comme solutions à ce conflit, les dix-neuf délégations présentes à Arusha proposent une série de mesures d'ordre politique et juridique.

Parmi les mesures d'ordre politique, les négociateurs citent la lutte contre l'impunité, et la répression ainsi que l'éradication des actes de génocide, des crimes de guerre et autres crimes contre l'humanité et de toute violation des droits de l'homme.

Les délégués préconisent la création d'un observatoire national et sous-régional ad hoc. Ils soulignent également la nécessité de la mise en œuvre d'un programme de sensibilisation et d'éducation à la paix, à l'unité et à la réconciliation nationales.

Comme mesures d'ordre juridique, le projet d'accord charge le gouvernement de transition à former d'enquêter et d'établir les faits à partir de l'indépendance du pays en 1962, de les qualifier, d'établir les responsabilités et de soumettre son rapport au Conseil de sécurité de l'ONU. Ce dernier pourrait, le cas échéant, créer un tribunal international pour le Burundi, "au cas où le rapport conclurait à l'existence d'actes de génocide, de crimes de guerre et autres crimes contre l'humanité".

Les délégués burundais mettent en outre l'accent sur l'élaboration d'une constitution garantissant le principe d'égalité en droits et en devoirs pour tous les citoyens et toutes les composantes de la société burundaise.

La création d'une commission nationale "Vérité et réconciliation" est aussi envisagée. "Tous les recours et appels concernant les assassinats et les procès politiques" seront introduits auprès d'elle.

Le projet d'accord sur la paix et la réconciliation au Burundi critique fortement les anciennes puissances coloniales allemande et belge pour avoir "joué un rôle déterminant dans le renforcement des frustrations chez les Bahutu, les Batutsis et les Batwa et dans les divisions ayant conduit à des tensions ethniques" selon le texte.

"Dans le cadre d'une stratégie visant à diviser pour régner, l'administration coloniale a inoculé et imposé une vision raciste et caricaturale de la société burundaise," continue le texte, "accompagné de préjugés et de clichés portant sur des considérations morphologiques destinées à

opposer les différentes composantes de la population burundaise sur la base des traits physiques et des traits de caractère."

Le projet critique l'introduction par la Belgique dans les années 1930 des cartes d'identité portant la mention de l'appartenance ethnique, qui "[renforçait] ainsi une conscience ethnique" et "permettait également au colonisateur de réserver à chaque groupe ethnique un traitement spécifique selon ses théories".

Selon l'agence de presse Belga, ces attaques ont "surpris" le ministre belge des Affaires étrangères, Louis Michel, en visite cette semaine à Arusha. "C'est une victimisation couplée à un auto-dédouanement," a relevé Louis Michel, qui a qualifié ces attaques de "sémantique expiatoire," selon la même source.

Louis Michel a obtenu la suppression du passage mettant en cause la responsabilité de la Belgique dans l'assassinat le 13 octobre 1961 du prince Louis Rwagasore, le leader nationaliste burundais, dans le projet d'accord de paix sur le Burundi, a appris l'agence de presse belge.

"M. Mandela a marqué son accord pour éliminer ce passage, car il ne s'agit d'ailleurs que d'une vieille rumeur qui n'a jamais été prouvée," a expliqué Louis Michel aux journalistes belges.

La crise burundaise a éclaté en octobre 1993 quand le premier président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, a été assassiné ainsi que plusieurs des ses principaux collaborateurs. Cet assassinat a été suivi de massacres inter-ethniques. La guerre civile a fait plus de 200.000 morts en sept ans au Burundi.

AT/PHD/FH (BU%0721A.)

20 JUILLET 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

LE CNDD-FDD EST VENU A ARUSHA POUR RASSURER, SELON SON LEADER

Arusha, 20 juillet 2000 (FH) - Le Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD), qui participe pour la première fois aux pourparlers de paix inter-burundais, est venu à Arusha pour rassurer, a affirmé, jeudi, son leader Jean-Bosco Ndayikengurukiye.

Au cours d'une conférence de presse, Jean-Bosco Ndayikengurukiye, a indiqué avoir "accepté de venir supporter un accord qui résulterait des pourparlers de paix ici à Arusha, qui durent plus deux ans, afin qu'on puisse réellement entamer des pourparlers directs entre le peuple en armes et l'oligarchie militaro-civile" au pouvoir à Bujumbura.

"Nous sommes venus ici pour manifester notre bonne volonté d'entamer des négociations directes avec Buyoya et son armée, dès qu'ici à Arusha on aura abouti à un compromis après deux années de discussion" a-t-il ajouté.

Jean-Bosco Ndayikengurukiye a souligné que son mouvement n'apposera pas sa signature sur l'accord de paix en préparation, car il n'a pas participé à son élaboration.

"Le projet d'accord qui est prévu ne mentionne pas le peuple en armes, ça nous le comprenons, mais nous ne pouvons pas signer un accord de paix pour des discussions de paix auxquelles on n'a pas été associé pendant plus de deux ans", selon lui.

"Nous sommes ici pour alerter la communauté internationale sur le danger qui guette le peuple burundais et pour que demain la communauté internationale ne soit obligée de demander pardon après un génocide comme celui qu'a connu le Rwanda en 1994. Ce serait extrêmement malheureux" a poursuivi Jean-Bosco Ndayikengurukiye.

Selon le leader du CNDD-FDD, un des fronts à mener est de faire comprendre aux délégués présents à Arusha "qu'il est urgent de mettre fin aux négociations qu'ils mènent depuis deux ans et dès ce moment, [...] si les quelques principes fondamentaux qui l'ont poussé à prendre les armes sont respectés, le peuple en armes est prêt à déposer les armes spontanément, comme il les a prises spontanément".

Le médiateur dans la crise burundaise, l'ancien président sud-africain, Nelson Mandela, souhaite que les groupes armés déclarent un cessez-le-feu avant la signature des accords de paix prévue le 28 août prochain.

"Le problème du cessez-le feu, c'est un problème fondamental. Certains comprennent que la lutte que mène le peuple burundais est l'élément fondamental [...] pour le retour d'une véritable paix au Burundi. Donc c'est comme si le peuple en armes est condamnable", a ponctué Jean Bosco Ndayikengurukiye.

"Personne n'a demandé à l'armée [gouvernementale] de regagner les camps, personne ne demande que les camps de concentration de type nazi soient démantelés. On dit cessez-le feu mais, selon vous, pourquoi est-ce que le peuple en armes qui lutte depuis sept ans déciderait d'un coup de dire : moi je dépose les armes. Alors si on dépose les armes, on est coupable", a-t-il expliqué.

"On ne peut pas déposer les armes, il faut d'abord que ceux qui sont à Arusha fassent quelque chose : un signe positif; qu'ils s'entendent, cela va rassurer le peuple en armes. Et dès que tout cela est fait, on est prêt à négocier rapidement avec ceux que nous combattons. Et on a promis que ça ne durera pas aussi longtemps, en tout cas, que le processus d'Arusha", a dit Ndayikengurukiye.

"On ne peut pas commencer par le cessez-le-feu pour continuer les autres histoires. Alors on négocierait pourquoi? Il y aurait eu un coupable qu'il faut condamner à ce moment-là", a conclu Jean-Bosco Ndayikengurukiye.

La crise burundaise a éclaté en octobre 1993 quand le premier président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, a été assassiné, avec certains de ses principaux collaborateurs.

AT/PHD/FH (BU%0720B)

20 JUILLET 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LE PRESIDENT BUYOYA MET EN GARDE CONTRE UN ACCORD DE PAIX MAL NEGOCIE

Arusha, 20 juillet 2000 (FH) - Le président burundais, Pierre Buyoya, a mis en garde jeudi contre un accord de paix qui serait mal négocié. "Nous avons accompli un nouveau pas, mais il y a encore des problèmes à régler, tels que la mise en place des institutions de transition et leur durée, les modalités du cessez-le-feu, le système électoral, et les garanties de l'accord", a-t-il déclaré.

Pierre Buyoya s'exprimait à l'occasion d'une conférence de presse organisée avant son départ d'Arusha, après un mini-sommet régional tenu mercredi et dédié aux négociations de paix inter-burundaises.

"En ce qui concerne la transition par exemple", a déclaré Pierre Buyoya, "si cette question n'est pas revue, il sera impossible de mettre en place les institutions de transition, et c'est la raison pour laquelle nous devons continuer à l'approfondir."

A la question de savoir s'il était toujours possible que l'accord de paix soit signé le 28 août prochain, Buyoya a déclaré que " nous ne devrions pas mettre en avant les dates, mais plutôt nous devrions rechercher les solutions aux problèmes qui nous sont posés." "Si l'accord est prêt dans une semaine ou deux, nous le signerons. Si nous avons besoin de plus de temps, nous le prendrons. Mais je pense que le temps à notre disposition est suffisant pour résoudre les problèmes posés", a-t-il ajouté.

Le président burundais a aussi souligné qu'un cessez-le-feu devrait entrer en vigueur avant la signature de l'accord de paix. "Il n'y a aucune raison pour que les gens continuent à mourir, ceux qui ont des revendications politiques devraient le faire politiquement", a-t-il déclaré.

Il a par ailleurs indiqué que la question de la restructuration de l'armée était dans l'ensemble acceptée par la majorité de la population burundaise, mais que certains militaires se posaient des questions quant à leur avenir. "Il faut d'abord l'accord, et dans ce cadre on pourra reconnaître les mécanismes pour cette réforme", a-t-il déclaré.

Au sujet de l'intégration des femmes dans les institutions, Pierre Buyoya a indiqué qu'il y a des propositions qui ont été formulées dans le projet d'accord de paix, mais que, comme pour parvenir aux proportions de 50/50% en ce qui concerne l'intégration des rebelles au sein de l'armée, "nous allons aussi négocier en ce qui concerne les femmes".

Pierre Buyoya a par ailleurs affirmé que sur les 250'000 personnes qui avaient été regroupées dans les camps, il n'en reste plus que 20'000. "Nous nous étions fixés pour objectif d'avoir terminé cette opération de fermeture des camps dans Bujumbura Rural notamment au 31 juillet et je pense que c'est une opération qui est presque finie" a déclaré Buyoya.

Le président burundais a par contre reconnu que la question des prisonniers politiques restait entière. "Nous ne sommes pas arrivés au compromis en ce qui concerne notamment la définition des prisonniers politiques et ce qu'il faut en faire, et nous devons continuer le débat", a-t-il indiqué.

CR/PHD/FH (BU%0720a)

19 JUILLET 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

DEUX POINTS SEULEMENT RESTENT EN SUSPENS, SELON MANDELA

Arusha, 19 juillet 2000 (FH) - Le facilitateur dans les négociations de paix inter-burundaises, Nelson Mandela, a déclaré mercredi qu'il ne voyait pas de raison pour que l'accord de paix pour le Burundi ne soit pas signé le 28 août prochain, à condition que les négociateurs résolvent deux points encore en suspens.

Selon Nelson Mandela, les deux points en suspens sont de savoir qui va diriger le gouvernement de transition, et si le cessez-le-feu devrait être observé avant, ou seulement après la signature de l'accord de paix.

A l'occasion d'un point de presse organisé après une série d'entretiens tenus à huis clos par les chefs d'Etats de la région et les représentants des partis politiques prenant part aux négociations d'Arusha, Mandela a déclaré que le sommet avait demandé aux négociateurs d'approfondir ces points entre eux, et de faire parvenir leurs commentaires et recommandations à l'équipe de la facilitation.

Au sujet du leadership de la transition, le médiateur a déclaré aux journalistes: "Nous avons voulu laisser cela aux partis politiques eux-mêmes afin qu'ils se concertent et nous guident. Eux-mêmes, comme Burundais, doivent décider qui va diriger le gouvernement de transition, et ça c'est un point que nous avons discuté."

Nelson Mandela a admis que "les commentaires à l'étape actuelle ne sont pas unanimes", ce qui était le cas aussi à propos de la question du cessez-le-feu. Mais il a indiqué qu'il n'avait trouvé aucune raison pour laquelle l'accord de paix ne serait pas signé le 28 août comme annoncé. Un projet de compromis de paix est maintenant sur la table de négociations, comprenant des propositions de compromis émises par la facilitation autour des questions de désaccord.

"Chaque parti politique a convenu que quand les propositions finales seront présentées, personne ne va plus poser de problèmes, et je n'ai pas de raison d'imaginer le contraire. Il me semble qu'une fois résolues ces questions qui leur sont dressées résolues, les parties signeront."

Mandela a regretté l'absence du groupe rebelle hutu dissident FNL, en soulignant que le leader des rebelles dissidents du CNDD-FDD, Jean-Bosco Ndayikengurukiye, était, lui, venu à Arusha pour la première fois. "Jean-Bosco, qui dirige le plus grand groupe de gens qui opèrent à l'intérieur du Burundi, était ici et il a été vraiment très constructif", a déclaré Mandela aux journalistes.

JC/CR/PHD/FH (BU%0719b)

19 JUILLET 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

CHEFS D'ETATS DE LA REGION A ARUSHA POUR UN SOMMET SUR LA PAIX

Arusha, 19 juillet 2000 (FH) - Les chefs d'Etats de la région des Grands Lacs sont arrivés mercredi matin dans la ville nord-tanzanienne d'Arusha, pour un sommet sur le processus de paix au Burundi. Ils devraient aussi rencontrer les chefs des dix-neuf délégations de négociations inter-burundaises.

Le présent round de négociations, crucial dans le processus de paix pour le Burundi mené par l'ancien président sud-africain, Nelson Mandela, devrait préparer la signature d'un accord de paix le mois prochain.

Mandela a rencontré mercredi à la mi-journée, les présidents du Kenya, de la Tanzanie, de l'Ouganda, de la Zambie, de l'Ethiopie, du Burundi, et le secrétaire général de l'organisation de l'unité africaine (OUA), Salim Ahmed Salim. Le président du Rwanda, Paul Kagame, a pour sa part envoyé un représentant.

Les chefs de délégations burundaises séjournent à Arusha depuis lundi, en compagnie de leurs représentants à la commission traitant des questions relatives à la sécurité.

Pour la première fois, le chef rebelle hutu dissident du Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD), Jean Bosco Ndayikengurukiye, est aussi présent à Arusha. On s'attend à ce qu'il puisse tenir des entretiens directs avec le président du Burundi, Pierre Buyoya, notamment sur la question du cessez-le-feu.

Mandela a annoncé en début de semaine que la date de la signature de l'accord de paix global a été repoussée du 20 juillet au 28 août prochain. Les négociateurs ont pour leur part reçu un projet d'accord de paix à examiner, comprenant des propositions de compromis émises par la facilitation.

Même si les délégués adoptaient les propositions de la facilitation, certains autres sujets importants devraient encore être discutés, notamment les arrangements pour un cessez-le-feu et la question de l'amnistie pour certains crimes commis par le passé. Une autre question cruciale est de savoir qui va diriger la transition.

La fondation Mandela basée en Afrique du Sud a annoncé en début de semaine que Mandela sera à Arusha du 19 au 20 juillet pour des pourparlers avec les parties sur les questions pendantes, et pour clarifier le texte de l'accord.

La Fondation a aussi indiqué que Mandela devrait "s'assurer que les parties confirment leur engagement antérieur à souscrire à un accord de paix global". Selon Mandela, les parties ont donné leur accord de principe pour adopter les propositions de compromis formulées par la facilitation sur les points de désaccord.

Les négociations auront duré aujourd'hui deux ans. Entre-temps, un groupe de sept partis pro-tutsis présents à Arusha ont déclaré qu'un accord de paix ne sera valable sans "la cessation des massacres des populations civiles innocentes par les terroristes du CNDD/FDD, du FNL, et de tous les autres rebelles, et par conséquent la cessation inconditionnelle des hostilités de toutes les parties belligérantes".

Dans une déclaration datée du 14 juillet, ils ont aussi demandé la reconnaissance d'un rapport produit par les Nations Unies en 1996 sur les événements consécutifs à l'assassinat du Président Melchior Ndadaye en octobre 1993, et "l'application de ses recommandations et conclusions pertinentes".

Le rapport a estimé qu'il y avait eu des actes de génocide contre les Tutsis et avait pointé du doigt le parti majoritaire hutu, le FRODEBU, alors au pouvoir. Mais il n'a jamais été adopté par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, qui a estimé que les conditions de travail des investigateurs ne leur avaient pas alors permis de présenter une image fiable de la situation globale.

La crise actuelle du Burundi a été déclenchée quand des soldats tutsis ont assassiné le premier président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye (hutu), en 1993. Ils ont aussi assassiné d'autres leaders de son parti, le FRODEBU.

Ces assassinats ont été suivis par des représailles contre des civils tutsis, souvent organisées par des autorités ou des leaders politiques. L'armée et la gendarmerie à dominante tutsie se sont alors engagées dans une spirale de la violence en tuant des milliers de Hutus.

JC/CR/AT/PHD/FH (BU%0719a)

18 JUILLET 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LE CHEF REBELLE DU CNDD-FDD EST ARRIVE A ARUSHA POUR LES NEGOCIATIONS DE PAIX

Arusha, 18 juillet 2000 (FH) - Le chef rebelle hutu dissident du conseil national pour la défense de la démocratie, CNDD-FDD, Jean-Bosco Ndayikengurukiye, est arrivé mardi à Arusha, pour prendre part pour la première fois aux négociations de paix inter-burundaises.

Le représentant du facilitateur, le juge tanzanien Mark Bomani, a indiqué à l'agence de presse Hirondelle que des consultations privées entre la facilitation et Jean-Bosco Ndayikengurukiye devraient commencer immédiatement. Bomani a indiqué qu'il ne savait en revanche rien de la participation éventuelle de l'autre groupe rebelle dissident, le front de libération nationale-FNL.

La facilitation avait espéré la participation du leader du FNL, Kabura Cossana, mais celle-ci semble pour l'instant incertaine. L'ancien président sud-africain Nelson Mandela, qui dirige les négociations, est attendu mercredi matin à Arusha. Il viendra notamment pour participer à un mini-sommet régional auquel prendront part les chefs d'Etats de la Tanzanie, du Kenya, de l'Ouganda, du Rwanda, de l'Ethiopie et du Burundi. Selon Bomani, le secrétaire général de l'organisation de l'unité africaine (OUA), Salim Ahmed Salim, devrait également être présent à ce sommet.

Depuis qu'il a succédé comme facilitateur à l'ancien président tanzanien, Julius Nyerere, Mandela a non seulement cherché à donner un nouveau souffle aux négociations vieilles de deux ans, mais aussi à y amener les rebelles hutus dissidents, accusés d'être responsables, pour une grande part, de la violence qui se poursuit sur le terrain au Burundi. Mandela a rencontré séparément en Afrique du Sud Jean-Bosco Ndayikengurukiye et Kabura Cossana, et il a indiqué avoir obtenu leur accord quant à leur participation aux négociations d'Arusha.

Les rebelles avaient cependant exigé que le gouvernement de Buyoya libère les prisonniers politiques, et ferme tous les camps de regroupement de civils hutus forcés de quitter leurs demeures par l'armée à dominante tutsie. Cependant, le CNDD-FDD a indiqué la semaine dernière qu'il participerait aux négociations comme "un geste de soutien et de reconnaissance des efforts incalculables fournis par Mandela".

Selon la presse, le leader du front de libération nationale-FNL, Kabura Cossana, a dernièrement demandé à Mandela d'être plus "objectif" dans la façon dont il mène les négociations de paix d'Arusha, et a averti qu'il y aurait plus de sang versé si les "intrigues" n'en étaient pas exclues.

Dans une lettre au facilitateur, il se déclare "choqué" par la demande de Mandela, que le FNL arrête les opérations militaires pendant les négociations d'Arusha, ou prenne le risque d'être "laissé derrière". Selon l'agence de presse des Nations Unies, IRIN, Cossana a déclaré que "les négociations de paix étaient menées de façon à présenter au FNL un fait accompli destiné à nous dénier le droit d'avoir un mot à dire dans les affaires de notre pays".

"Comment devrais-je être forcé à signer un accord qui a été préparé en mon absence et sans que je sois invité?", a-t-il déclaré. Il a demandé à Mandela de visiter les combattants du FNL au Burundi "comme vous l'avez fait pour le gouvernement du Burundi". "Nous souhaitons aussi que vous visitiez les camps

au Burundi et les centres d'accueils des réfugiés à l'extérieur, afin d'être dans une bonne position pour mener les négociations de manière plus objective", indique la lettre.

"Les négociations en cours à Arusha sont entachées d'intrigues qui doivent être enrayées si on veut parvenir à une paix durable pour tous. Autrement, plus de sang d'innocents sera versé."

On assiste à une nouvelle montée de la violence au Burundi au moment où les négociations d'Arusha entrent en phase finale. La sécurité des délégués des 19 partis déjà présents à Arusha pour poursuivre les négociations a par ailleurs été renforcée.

Lundi soir, un projet d'accord de paix, comprenant des propositions de compromis de la part de la facilitation leur a été remis. Selon Mandela, l'accord devrait être signé le 28 août prochain.

JC/CR/KAT/FH (BU%0718b)

17 JUILLET 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

LA CONFERENCE DES FEMMES BURUNDAISES ESPERE INFLUENCER L'ACCORD DE PAIX

Arusha, 17 juillet 2000 (FH) - Les femmes burundaises ont entamé une conférence lundi à Arusha dans le but d'examiner comment influencer l'accord de paix attendu.

Cette conférence regroupant les femmes de toutes les formations politiques est la première du genre depuis que les négociations de paix ont commencé il y a deux ans. La conférence est organisée au moment où les pourparlers sont dans leur phase finale.

"Nous ne pensons pas qu'il soit impossible d'influencer le dernier projet d'accord", a indiqué le directeur exécutif de la Fondation Nyerere, le Tanzanien Joseph Butiku, à l'ouverture des débats. "Les partis ont souhaité que vous soyez ici, je suis sûr qu'ils ne vous ont pas envoyées pour rien", a-t-il dit aux femmes burundaises.

La conférence a été organisée par le Fonds des Nations unies pour les femmes (UNIFEM) en coopération avec la Fondation Nyerere, médiatrice des pourparlers inter-burundais.

L'ancien chef de l'Etat sud-africain, Nelson Mandela, qui a remplacé l'ex-président tanzanien, feu Mwalimu Julius Nyerere, comme facilitateur des pourparlers inter-burundais en février dernier, espère qu'un accord de paix sera signé le 28 août prochain.

"Vous avez manqué beaucoup de ce qui s'est passé [dans les négociations], mais nous croyons que vous connaissez les problèmes qui se posent à l'intérieur de votre pays et les problèmes que vous avez en tant que réfugiées", a poursuivi Joseph Butiku. "C'est certains de ceux-là que nous voulons faire ressortir dans ce genre de forum. Nous voulons vos contributions sur la manière dont vous pensez que les femmes pourraient jouer un rôle à cette dernière heure", selon Butiku.

Tous les dix-neuf partis participant aux pourparlers burundais ont envoyé deux femmes chacun, à cette conférence. La tendance des partis a été souvent de déléguer des hommes pour les représenter dans les pourparlers de paix. Les femmes burundaises de l'intérieur et de l'extérieur du Burundi sont représentées dans cette conférence, y compris des réfugiées et des déplacées.

"Quand nous traitons les problèmes des femmes, nous savons que nous traitons les problèmes de la famille, de la communauté et de la nation", a indiqué Jennifer Klot, haut fonctionnaire de l'UNIFEM. "Notre défi est d'identifier les solutions adaptées aux problèmes des femmes. Ce qui a manqué jusque là", selon Klot.

Jennifer Klot a rappelé que les chefs de délégations ont assuré que les femmes joueront un rôle dans l'application de l'accord de paix, une fois qu'il sera signé. La conférence de trois jours examinera notamment " la reconnaissance des crimes de guerre sexistes et des autres crimes contre l'humanité et violations des droits de la femme, la formation des forces de défense et de sécurité en vue d'une bonne compréhension de leurs responsabilités vis à vis des femmes et des enfants qui doivent être protégées contre la violence, garantir les droits de la femme dans la constitution, promouvoir des lois destinées à aider à l'élimination de la discrimination basée sur le sexe dans la société burundaise et introduire un système de quota de manière à s'assurer que les femmes atteignent au moins une proportion minimale parmi les représentants élus", notent les organisateurs.

Jennifer Klot a indiqué à l'agence Hironnelle que Nelson Mandela, qui arrive à Arusha mercredi, rencontrera les femmes burundaises. Selon elle, les femmes en conférence espèrent élaborer des recommandations qui seront présentées à Mandela et à son équipe de la médiation ainsi qu'aux chefs de délégations.

Les chefs des dix-neuf délégations et les membres de la commission paix et sécurité sont présents à Arusha pour poursuivre leurs travaux. Un sommet des chefs d'Etat de la région devrait se tenir mercredi à Arusha.

"Les contributions des femmes aux négociations et dans la reconstruction de la société burundais sont essentielles pour soutenir la paix, la croissance économique et sociale et la reconstruction", ont indiqué les organisateurs, reprenant les propos de Mandela.

JC/AT/PHD/FH (BU%0717A)

13 JUILLET 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LE CNDD-FDD PARTICIPERA AU PROCHAIN ROUND DES NEGOCIATIONS

Arusha, 13 juillet 2000 (FH) - Le groupe rebelle hutu dissident du Conseil national de la défense de la démocratie CNDD-FDD dirigé par le colonel Jean-Bosco Ndayikengurukiye a confirmé sa participation au prochain round de négociations de paix inter-burundaises, prévu la semaine prochaine à Arusha.

Selon un communiqué publié mercredi par son porte-parole, Jérôme Ndiho, le CNDD-FDD ira à Arusha "pour l'inauguration des vraies négociations, mais pas pour signer un accord non négocié".

"Le CNDD-FDD", poursuit le communiqué, "considère que le grand événement de ce 19-20 juillet 2000, ne constitue que l'inauguration des vraies négociations en vue d'un accord de paix à signer dans les mois avenir. Il est trop rapide de commencer les négociations le 19 juillet et de vouloir la signature d'un traité de paix le lendemain sans moindre négociation préalable et digne de ce nom."

Le communiqué explique par ailleurs que la participation du CNDD aux négociations est "un geste de soutien et de remerciement aux efforts incalculables déployés par Mandela, la première et la plus haute personnalité de ce monde à oser pointer du doigt le mal burundais, à savoir : "le monopole politique, économique et militaire par une minorité" au détriment d'une majorité."

En outre, le communiqué indique que les conditions posées par le CNDD-FDD pour la participation aux négociations sont loin d'être satisfaites, mais que sa concession est "un geste de bonne volonté".

Le mouvement rebelle avait exigé notamment la libération des prisonniers politiques et le démantèlement des "camps de concentration" de la population. Le gouvernement pro-Tutsi a regroupé plusieurs centaines de civils essentiellement Hutu dans des camps, en faisant valoir que c'était pour leur sécurité. Il a promis d'avoir fermé tous les camps avant le 31 juillet, mais le CNDD- FDD estime qu'au rythme où vont les choses "nous doutons que l'échéance du 31 juillet 2000 soit respectée".

Les négociations d'Arusha se déroulent sous la facilitation de l'ancien président sud-africain, Nelson Mandela, qui a remplacé en février dernier l'ancien président tanzanien, feu Julius Nyerere.

Ce processus de paix a traîné en longueur depuis deux ans, alors que la violence continue de faire rage sur terrain au Burundi. L'un des obstacles majeurs a été notamment l'absence autour de la table des négociations des rebelles toujours en guerre au Burundi.

Mandela a fourni beaucoup d'efforts pour les associer au processus d'Arusha, de même qu'il a entamé des visites au Burundi pour obtenir le soutien de la population à l'accord en vue. Dans cette perspective, il vient de rencontrer à Johannesburg notamment le représentant de l'aile dure du plus grand parti tutsi, l'UPRONA, Charles Mukasi, opposé au processus d'Arusha.

CR/PHD/FH (BU%0713a)

3 JUILLET 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

L'ACCORD DE PAIX EST SUR LA BONNE VOIE, SELON LA FACILITATION

Arusha, 3 juillet 2000 (FH) - La facilitation dans les négociations de paix pour le Burundi espère qu'un accord de paix sera conclu en juillet, ou au début du mois d'août. Elle espère aussi que les groupes rebelles dissidents prendront part aux négociations le 19 juillet à Arusha, en présence du facilitateur, Nelson Mandela.

Des sources proches de l'équipe tanzanienne de la facilitation qui collabore avec Mandela, ont déclaré à l'agence de presse Hirondelle le week-end dernier qu'un projet d'accord de paix est dans l'étape finale de préparation.

"Le travail de l'équipe de la facilitation a atteint une étape très avancée, a en outre déclaré le représentant du facilitateur, le Tanzanien Mark Bomani, à l'occasion d'une conférence de presse tenue samedi, "et nous rencontrerons Mandela le 10 juillet à Johannesburg, pour le renseigner sur l'état d'avancement des négociations."

Les chefs des 19 délégations prenant part aux négociations de paix inter-burundaises se rencontreront à Arusha pendant la semaine du 17 juillet, pour discuter les points relatifs à la sécurité encore en suspens, et finaliser leurs requêtes pour la mise en application de l'accord en général.

Au cours de la même semaine, Mandela devrait se rendre à Arusha, pour aider à finaliser les arrangements. Il devrait aussi rencontrer les leaders régionaux, soit à Arusha, soit dans leurs capitales respectives.

Les négociateurs seraient "prêts à signer" les accords préparés par la Commission Un des négociations traitant de la nature du conflit burundais, et la Commission Quatre traitant de la reconstruction économique et du retour des réfugiés.

La commission Deux traitant de la démocratie et de la bonne gouvernance n'a pas encore réglé un certain nombre de points importants, mais ils seront abordés par leurs chefs de délégation respectifs et la facilitation.

Selon Mandela, toutes les délégations ont convenu d'accepter les projets de compromis soumis par la facilitation au projet final. Il a dit, cependant, que rien ne sera signé sans le consentement du peuple burundais. Des sources bien informées indiquent qu'il pourrait lancer une campagne au Burundi afin d'obtenir le soutien pour la signature de l'accord de paix. Il pourrait aussi être accompagné de quelques négociateurs de paix burundais vivant en exil et qui jusqu'ici n'ont pas pu retourner au Burundi pour des raisons de sécurité.

Seules la Commission Cinq (garanties et mise en application), et la Commission Trois (paix et sécurité pour tous), doivent encore se rencontrer avant la session plénière finale et la cérémonie de signature de l'accord.

Le travail de la Commission Trois a été retardé par l'absence des groupes rebelles hutus dissidents CNDD-FDD et FNL. Il a été reproché à ces derniers d'être responsables pour une grande part de la violence qui se poursuit sur le terrain au Burundi.

Mandela a redoublé d'efforts pour amener ces rebelles dans les négociations, et il a obtenu leur accord de principe. Leurs chefs continuent cependant à poser des conditions et à plusieurs reprises ne se sont pas présentés à des réunions prévues avec Mandela en Afrique du Sud.

Dans une interview par téléphone avec l'agence de presse Reuter la semaine dernière, le chef du CNDD-FDD, Jean Bosco Ndayikengurukiye, a déclaré que pour la première fois, il participerait aux négociations de paix à Arusha ce mois, mais a réfuté l'idée qu'un accord de paix pourrait être signé aussitôt.

"Je ne crois pas que Mandela puisse nous demander de signer un accord de paix en juillet. Ce serait très dangereux de signer un accord de paix qui serait très volatile et fragile -- ce serait un risque terrible", a-t-il déclaré à Reuter.

Des sources proches de la facilitation indiquent cependant que les rebelles ont soumis des réponses sur l'accord proposé et que leur position ne diffère pas de façon très significative de celle des groupes rebelles participants aux négociations d'Arusha, ou du plus grand parti politique hutu, le FRODEBU. Le point essentiel sur lequel ils sont plus intransigeants est leur demande du retour à la constitution burundaise de 1992, une position en négociation sur laquelle les groupes présents à Arusha ont été incités au compromis.

Des sources bien informées estiment que l'implication du CNDD-FDD dans la guerre en République Démocratique du Congo pourrait s'opposer à sa venue à Arusha. Elles espèrent que Ndayikengurukiye et le chef du FNL, Kabura Cossana, viendront ce mois, mais disent que l'accord sera signé "avec ou sans eux". Selon ces mêmes sources, si les rebelles ne signent pas, ils seront isolés par la communauté internationale et par la région.

Des points en suspens

Il y a cependant des points importants encore en suspens. Il s'agit notamment des arrangements pour le cessez-le-feu, la restructuration de l'armée dominée par les Tutsis, l'intégration des rebelles hutus dans l'armée, le recours ou non à une force internationale de maintien de la paix, l'amnistie pour certains crimes commis dans le passé, et le choix du leader du gouvernement de transition.

Les trois premiers points sur la liste tombent tous sous la responsabilité de la Commission Trois de négociations, qui s'est réunie la semaine dernière à Arusha en l'absence des rebelles dissidents et qui, semble-t-il, n'a pas fait de progrès significatifs.

La facilitation est en train de travailler sur un projet de compromis, et Mandela devrait user de son poids moral pour aider à faire bouger les irréductibles.

Sur la question de l'amnistie, il est probable que la facilitation propose que ceux qui ont commis des crimes "politiques" allégués ne soient pas poursuivis pour une période limitée, au cours de laquelle une enquête internationale sera menée et fera des recommandations sur la façon de traiter des crimes commis par le passé.

Mandela a obtenu un accord de principe de la part du président du Burundi, Pierre Buyoya (tutsi), que l'armée devrait être restructurée pour être composée de 50% de hutus et de 50% de Tutsis. Cependant il n'a pas donné de détails sur la mise en application, et il n'est même pas établi clairement si toutes les parties souscrivent au principe.

Les groupes pro-hutus, par exemple, ont déclaré, à l'occasion d'une conférence de presse le 24 juin, qu'ils voulaient 60% de Hutus dans l'armée. Certains groupes pro-tutsis sont simplement inquiets à l'idée de céder leur contrôle sur l'armée, en faisant valoir que cela pourrait leur exposer à un autre "génocide".

Le futur système électoral et les arrangements pour la transition constituent également des points en suspens. La facilitation propose "une période intermédiaire" entre la signature de l'accord de paix et le début de la transition proprement dite.

La période intermédiaire durerait entre une semaine et six mois, alors que la durée proposée pour la transition est de 30 mois. Au cours de la "période intermédiaire", les administrateurs de la transition viendraient au Burundi pour se préparer à entrer en fonction, les observateurs internationaux et/ou les forces de maintien de la paix arriveraient aussi, et une conférence internationale de donateurs pour le Burundi serait organisée à Paris.

A la fois Mandela et les autres membres de l'équipe de la facilitation semblent insinuer que Buyoya pourrait diriger la "période intermédiaire". Mais toutes les parties prenant part aux négociations de paix d'Arusha, à l'exception du gouvernement militaire actuel et ses alliés, s'opposent à ce que Buyoya dirige la transition. Presque toutes les parties disent avoir des candidats valables, mais elles hésitent à mentionner des noms à ce stade des négociations, pour des raisons de sécurité.

Des sources proches de la facilitation indiquent que le choix devra être fait par les délégués à Arusha.

Pression diplomatique

En supposant que des solutions peuvent être vraiment trouvées, et qu'un accord de paix sera signé, sa mise en application reste toujours une grande préoccupation. Les négociateurs s'accordent que le Burundi aura besoin d'une présence étrangère pour "garantir" sa mise en application, mais les partis pro-tutsis en général restent hostiles à l'idée d'une force étrangère de maintien de la paix. (même s'ils peuvent accepter des observateurs).

Si un accord est conclu, beaucoup dépendra de la volonté de la communauté internationale pour non seulement envoyer des observateurs/soldats et toute autre aide, mais aussi pour l'envoyer rapidement. Mandela et son équipe de la facilitation auront besoin de tout le soutien diplomatique possible.

Nelson Mandela qui, en février, a pris la relève de l'ancien président tanzanien, Julius Nyerere, comme médiateur, a néanmoins essayé d'impliquer la communauté internationale autant que possible. Il est en train de préparer un sommet des chefs d'Etats de la région et d'autres chefs d'Etats à Arusha, qui devrait coïncider avec la session plénière des négociateurs de paix pour le Burundi, juste avant la signature de l'accord.

Entre temps, quelques pays occidentaux semblent vouloir s'impliquer davantage. La Grande Bretagne, par exemple, vient de nommé un représentant spécial pour la région des Grands Lacs, M. Doug Scrafton, qui était à Arusha la semaine dernière .

M. Scrafton a déclaré à l'agence de presse Hironnelle : "Nous sommes concernés, nous avons un rôle à jouer par exemple au sein des Nations Unies, et ainsi il nous semble être logique d'avoir une idée aussi bonne que possible de ce qui se passe, afin que nous puissions user de notre influence au meilleur effet."

Il a souligné qu'une solution aux problèmes de la région pourraient être trouvées seulement par les parties elles-mêmes, mais qu'elles auraient besoin du soutien international et que "le Royaume Uni aimerait être impliqué dans la mobilisation de ce soutien".

A la question de savoir si la Grande Bretagne, qui est récemment venu en aide à une opération onusienne de maintien de la paix en Sierra Leone , pourrait envoyer des soldats pour maintenir la paix au Burundi, Doug Scrafton a répondu que "les Nations Unies sont tout à fait au courant du besoin de fournir le soutien là où c'est possible [...] Je crois qu'il y a déjà une planification qui est en train d'être faite à New York pour le cas du Burundi. Nous devons voir à la lumière de cette planification s'il y a un rôle pour la Grande Bretagne, mais cela dépendra d'un certain nombre de points, y compris ce que les experts à New York identifient comme étant l'idéal."

Le représentant de la facilitation, Mark Bomani, de la fondation Nyerere , a indiqué à l'agence de presse Hirondelle que les donateurs ont maintenant promis un montant d'un million sept cent mille dollars pour financer le processus de paix pour le Burundi. "Nous avons tenu une session avec les bailleurs de fonds le 23 juin afin de les renseigner sur les négociations et leur donner nos besoins", a-t-il déclaré. "Ils ont bien répondu, et nous avons des promesses qui nous permettront d'arriver à la fin des négociations."

JC/CR/PHD/FH (BU%0703a)

25 JUIN 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LE PROCESSUS DE PAIX NE DOIT PAS IGNORER LES FEMMES, SELON DES EXPERTS

Arusha, 25 juin 2000 (FH) - Les chefs de délégations prenant part aux négociations de paix pour le Burundi, ont bien accueilli les conseils donnés par une équipe d'experts des Nations Unies au sujet de l'inclusion des droits de la femme dans leurs négociations.

Chaque délégation a convenu de désigner deux femmes pour participer à une conférence consacrée à cette question, qui devrait se tenir à Arusha dans les trois à quatre semaines à venir.

"Je pense que l'un des grands problèmes au Burundi, c'est qu'il n'y pas de femmes qui font la politique", a déclaré le président du Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU), Jean Minani, à l'occasion d'une conférence de presse tenue samedi à Arusha. " Peut-être qu'elles seraient plus sensibles aux problèmes que nous les hommes, et nous devons les encourager", a-t-il poursuivi .

Jean Minani réagissait à un exposé fait vendredi devant les délégués burundais par un groupe d'experts de haut niveau, en provenance du Fonds de développement des nations unies pour les femmes (UNIFEM). Les experts ont invité les négociateurs de paix burundais à intégrer des garanties sur les droits de la femme dans leur accord de paix, et à impliquer les femmes dans sa mise en application. L'équipe d'experts était composée de leaders féminins en provenance de l'Ouganda, de l'Afrique du Sud, et du Guatemala, de deux experts de l'UNIFEM, et du procureur général de l'Erythrée.

La conseillère principale en matière de gouvernance auprès de l'UNIFEM, Jennifer Klot, a indiqué à l'agence de presse Hirondelle que ce groupe d'experts avait été invité par la facilitation des négociations de paix pour le Burundi, présidée par l'ancien président sud-africain. Nelson Mandela. Les négociations inter-burundaises ont traîné en longueur pendant deux ans, alors que la violence continue sur le terrain, mais la facilitation espère présenter un projet d'accord de paix en juillet.

"Les délégations portent une grande responsabilité envers leur pays, a déclaré la vice-présidente du parlement sud-africain, Baleka Mbete. "Ils sont en train de définir le destin de leur pays et ils ne peuvent pas exclure la moitié de la population", a-t-elle ajouté.

Les membres de l'équipe de l'UNIFEM et les délégués burundais ont regretté que le rôle de la femme ait été mis en exergue seulement vers la fin du processus de négociations.

Le président du Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD-mouvement rebelle à dominante hutue), Leonard Nyangoma, a déclaré qu'il aurait aimé que le groupe de l'UNIFEM soit venu plus tôt et soit resté plus longtemps. "Mais je pense que cela aura un impact sur les politiciens burundais," a-t-il continué, "et qu'il y ait eu une grande prise de conscience."

Nyangoma a déclaré que la main-d'œuvre agricole burundaise était composée, par exemple, de 80% de femmes, mais que ceux qui se faisaient inscrire dans les facultés d'agronomie étaient essentiellement des hommes. Il a déclaré que l'éducation des femmes devrait être une priorité, et que les hommes burundais devraient accepter l'intégration des femmes au parlement et dans d'autres institutions.

"C'est dommage que les femmes burundaises [...] n'ont pas pu être là en grand nombre pour pouvoir prendre exemple de vous, Mesdames," a dit le président du FRODEBU, Jean Minani. Il a ajouté que "dans le gouvernement de transition il y aura des femmes."

La directrice de la région du centre et de la corne de l'Afrique pour l'UNIFEM, Laketch Dirasse, a expliqué que l'UNIFEM collabore depuis 1994 avec les femmes burundaises, en mettant en avant les femmes réfugiées et victimes de la violence. Selon elle, l'UNIFEM assiste aussi un groupe de sept femmes participant aux négociations de paix d'Arusha en qualité d'observateurs.

"Vous devez comprendre la nature du conflit," a déclaré la parlementaire ougandaise Winnie Byanyima à l'agence de presse Hironnelle. "Ce que j'ai observé auprès des hommes en négociations ici est que le conflit ethnique a absorbé toutes leurs énergies et ils sont tellement focalisés sur la question de l'exclusion ethnique qu'ils n'ont pas pris le temps de réfléchir sur les autres formes d'exclusion et les mécanismes pour l'inclusion. Ainsi, quand nous leur avons parlé, ils ont dit "Oui, c'est un problème, mais nous ne l'avons jamais abordé."

"Il y avait cette reconnaissance," a-t-elle poursuivi. "C'est compréhensible parce que le conflit burundais a été dur. Une fois que cette reconnaissance est là et que les femmes burundaises sont là pour les rappeler constamment, voyez, cela est possible, je pense qu'ils seront capables de porter leur attention sur autre chose que l'ethnicité, pour penser à l'exclusion des femmes, à l'exclusion des personnes handicapées. Il doit y avoir beaucoup de personnes handicapées, [...]" a poursuivi Winnie Byanyima. "Ainsi, je pense que c'était comme un appel au réveil qu'on leur a adressé. Nous ne pouvions pas nous attendre à ce qu'ils se penchent sur les détails de leur inclusion. Mais les femmes burundaises vont porter le processus loin, et plus loin encore."

JC/CR/PHD/FH (BU%0625a)

24 JUIN 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LES PARTIS PRO-HUTUS VEULENT PRESIDER LA TRANSITION

Arusha, 24 juin 2000 (FH) - Les partis pro-hutus prenant part aux négociations de paix inter-burundaises d'Arusha estiment que le président de la transition devra provenir de leurs rangs. Selon une déclaration rendue publique samedi par les sept partis composant le groupe dit "G7", "compte tenu de leur large représentativité au sein du peuple burundais", ils réaffirment "leur position déjà soumise au médiateur, selon laquelle le président de la République pendant la période de transition proviendra de leurs rangs".

Le G7 comprend le Conseil national de défense de la démocratie (CNDD), le Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU), le Front de libération nationale (FROLINA), le Parti de libération du peuple hutu (PALIPEHUTU), le Parti libéral (PL), le Parti du peuple (PP), et le Rassemblement du peuple burundais (RPB).

Commentant la déclaration du G7 à l'occasion d'une conférence de presse tenue samedi matin par les présidents du CNDD, du FRODEBU et du PL, le président du parti libéral, Gaetan Nikobamye, a déclaré qu'il y a "un bruit qui court, de droite à gauche, comme quoi le président Buyoya est le seul à être capable de diriger la transition au Burundi". "Le G7 trouve que c'est tout à fait aberrant et nous disons non à cela", a-t-il poursuivi .

Le président du PL a ajouté qu'il est "impérieux de changer de dirigeant au Burundi" pour trois raisons : les manœuvres du régime en place visant à refuser les réformes proposées ainsi que tout le processus de paix, le refus de démanteler les camps de regroupement de la population, et le refus de libérer les prisonniers politiques.

"Comment Buyoya peut-il prétendre diriger un peuple qu'il n'écoute pas ? ", a renchéri le président du FRODEBU, Jean Minani, avant d'ajouter que "si Buyoya ne répond pas aux attentes du peuple burundais", celui-ci devrait se révolter contre lui et "le G7 sera avec le peuple pour soutenir cette révolte".

Concernant la restructuration de l'armée, le G7 exige aux termes de sa déclaration, que "la base de la mise en place de cette armée soit les actuelles forces armées des partis et mouvements armés (60%), ainsi que l'actuelle armée gouvernementale (40%) à tous les échelons".

"D'autres citoyens burundais désireux d'appartenir à ce corps pourront y entrer par des recrutements", selon la déclaration du G7. "Afin d'assurer les équilibres nécessaires, ces recrutements se feront de façon proportionnelle à la population de chaque commune pour les hommes de troupe, et à la population de chaque province pour les officiers et sous-officiers", précise la déclaration.

Pour le président du CNDD, Léonard Nyangoma, "les déséquilibres que nous entendons corriger ne sont pas exclusivement ethniques, mais aussi et surtout politiques". Il a laissé entendre que, par exemple, en plus de la question ethnique au niveau de l'armée burundaise, les soldats burundais étaient tous membres du parti présidentiel UPRONA. "C'est moi qui dans le temps leur ai distribué les cartes de membres de ce parti et personne ne l'a encore rendue", a-t-il ajouté.

Répliquant aux menaces des partis d'obédience gouvernementale, de considérer la force de maintien de la paix ou de garantie de la mise en application de l'accord de paix comme une force

d'occupation qui porterait atteinte à la souveraineté du Burundi, Léonard Nyangoma a déclaré que "la souveraineté du Burundi a été compromise par ceux qui ont décapité le pays en octobre 1993 en assassinant le président et en supprimant les institutions démocratiquement élus. "

"Nous ne sommes pas les seuls à demander une telle force pour désarmer et s'interposer entre les factions rivales ". "Le Burundi est-il plus souverain que le Mozambique ou l'Afrique du Sud?, s'est exclamé Léonard Nyangoma.

Au sujet de l'échéance du mois de juillet évoquée par la facilitation pour parvenir au compromis de paix pour le Burundi, le président du FRODEBU, Jean Minani a dit y croire. "Chaque fois que nous reportons les échéances, nous augmentons la souffrance du peuple burundais", a-t-il déclaré. "Le peuple burundais va nous rejeter dans peu de temps si nous ne sommes pas capables d'apporter la paix. Et je ne pense pas que ceux qui disent que c'est trop tôt pour parvenir à un accord sont acclamés par le peuple", a-t-il poursuivi. "En juillet, si nous nous ne concluons pas ces négociations, celui qui aura refusé sera exposé à la face du peuple burundais et de la communauté internationale", a-t-il conclu.

Depuis lundi, les chefs des dix-neuf délégations des partis politiques et groupes rebelles impliqués dans le processus de paix d'Arusha étaient réunis en session d'une semaine .Ils composent la commission "Cinq" de négociations chargée d'étudier les garanties internes et externes du futur accord de paix pour le Burundi.

La Commission "Trois" sur la paix et la sécurité pour tous devrait se réunir à son tour la semaine prochaine à Arusha.

CR/BN/PHD/BU%0624a)

22 JUIN 2000

BURUNDI / NEGOCIATIONS

LE CNDD NE QUITTERA PAS LA TABLE DES NEGOCIATIONS, SELON SON DELEGUE

Arusha, 22 juin 2000 (FH) - Le responsable des relations extérieures au sein du Conseil National pour la Défense de la Démocratie (CNDD-Mouvement rebelle hutu), Léonce Ndarubagiye, a démenti les informations selon lesquelles son mouvement menaçait de quitter la table des négociations si ses membres emprisonnés en Tanzanie n'étaient pas libérés.

Selon une dépêche de l'agence IRIN datée du 20 juin, le président du CNDD Léonard Nyangoma aurait écrit au facilitateur, lui signifiant que son mouvement n'allait pas participer au round des négociations prévu le mois prochain si deux de ses militants, "injustement détenus et emprisonnés à Ngara" (ouest de la Tanzanie), n'étaient pas libérés.

" Je crois que sa lettre a été mal interprétée. La lettre qu'il a adressée au médiateur et aux autorités tanzaniennes était rédigée pour demander la libération des prisonniers du CNDD. Il n'a jamais menacé de quitter la table des négociations," a déclaré mercredi Léonce Ndarubagiye à l'agence de presse Hironnelle.

"Il se fait que parmi les personnes arrêtées figurent ceux qui devaient être des délégués à la rencontre de Johannesburg. Il leur devient impossible d'y participer, étant en prison. Mais je peux vous dire que ce cas est entre les mains des autorités tanzaniennes, et nous avons la confiance que c'est un problème qui trouvera bientôt une issue favorable," a-t-il ajouté.

Le délégué du CNDD s'est refusé à parler des raisons de l'arrestation des deux militants, se limitant à dire que "les renseignements que nous avons font état d'une arrestation par erreur". "Le CNDD participe et participera aux négociations de paix d'Arusha," a-t-il conclu.

Léonce Ndarubagiye, qui prend part aux travaux de la cinquième commission chargée d'étudier les garanties internes et externes du futur accord de paix pour le Burundi, travaux qui se déroulent depuis lundi à Arusha, s'est par ailleurs félicité de l'état d'avancement des négociations.

"Je puis dire que le stade actuel est le stade final: dans un mois ou deux, nous espérons pouvoir signer l'accord de paix," a-t-il indiqué à l'agence Hironnelle.

Parlant des récentes déclarations de Jean Bosco Ndayikengurukiye, chef du groupe dissident du CNDD appelé Forces de défense de la démocratie (FDD), selon lesquelles sans sa participation au processus de paix il n'y aura pas de paix au Burundi, Ndarubagiye les a qualifiées de "fanfaronnade" :

"Je pense qu'il se prend trop au sérieux. Il veut se prendre pour ce qu'il n'est pas. Je ne crois pas un seul instant que si les dix-neuf partis participant aux négociations signaient un accord, Ndayikengurukiye pourrait être un obstacle à la paix au Burundi," a-t-il dit.

M. Ndarubagiye a par ailleurs qualifié de "dérangeurs", les groupes internes qui s'opposent au processus de paix d'Arusha.

"Ce sont des trouble-fête qui ne peuvent être contents de rien sauf de ce qu'ils font. Je crois que leur cas est un problème de maintien de l'ordre une fois l'accord signé," a-t-il dit

Ndarubagiye a cependant relevé que le problème des prisonniers politiques et celui des camps de regroupements peuvent bloquer la signature de l'accord de paix.

"Je vous dis que si le problème des prisonniers politiques et celui des camps de concentration ne trouvent pas d'issues positives, il sera très difficile qu'il y ait un accord de paix," a dit le représentant du CNDD, expliquant que "la violence n'est pas seulement l'usage des armes, mais aussi quand on met en prison des innocents, comme c'est le cas au Burundi. Et je vois mal comment on pourrait signer un accord de paix quand il y a violence."

Les négociations d'Arusha se déroulent sous la médiation de l'ancien président sud-africain Nelson Mandela, qui a remplacé en février dernier l'ancien président tanzanien, feu Julius Nyerere. Ce processus de paix a traîné en longueur depuis deux ans, alors que la violence se poursuit au Burundi.

Les travaux de la cinquième commission, chargée d'étudier les garanties internes et externes du futur accord de paix pour le Burundi, se poursuivaient jeudi à Arusha. Les participants devaient entendre les exposés des experts sur les forces de maintien de la paix.

La troisième commission, sur la paix et la sécurité pour tous, est attendue la semaine prochaine à Arusha.

BN/PHD/FH (BU%0622A)

21 JUIN 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LA QUESTION DES PRISONNIERS POLITIQUES DOIT ETRE TRAITEE AVEC DILIGENCE, SELON LES DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

Bujumbura/Arusha, 21 juin 2000 (FH) - Les associations de défense des droits de l'homme au Burundi ont d'une manière générale bien accueilli les efforts fournis par le facilitateur dans le processus de paix, Nelson Mandela, afin d'obtenir la libération des prisonniers politiques. Mais ils ont aussi exprimé la crainte que son discours pourrait être mal interprété, contribuant à la culture de l'impunité qui est au cœur même de la crise actuelle au Burundi.

Louis-Marie Nindorera, secrétaire exécutif de la ligue burundaise des droits de l'homme - ITEKA, a déclaré que son organisation avait proposé à Mandela de visiter une prison burundaise. Il s'est dit satisfait que le facilitateur l'ait fait au cours de sa visite de trois jours, la semaine dernière, au Burundi.

"Mais il faut qu'il sache," a déclaré Louis-Marie Nindorera à l'agence Hironnelle, "que parmi la foule à laquelle il s'adressait là-bas [dans la prison de Bujumbura, le 12 juin], il y a forcément des gens qui sont réellement coupables [...] mais parce que la guerre entraîne la répression, il y a certainement aussi un tas d'innocents."

Louis-Marie Nindorera a laissé entendre par ailleurs que dans le cadre de la pression mise sur le gouvernement pour obtenir des concessions à ce sujet, Nelson Mandela n'était pas parvenu à faire la distinction entre donner de l'espoir aux innocents et mettre en garde les coupables contre le recours à la violence.

"Nous sommes restés perplexes devant le discours qu'a tenu Mandela," a dit le secrétaire exécutif d'ITEKA à l'agence Hironnelle, "parce que nous estimons que quelque part, cela remet en cause tout l'objectif du processus de paix qui est de promouvoir chez les Burundais des modes de résolution pacifique des conflits."

Selon Louis-Marie Nindorera, son organisation ITEKA estime que Mandela a quitté le Burundi "en donnant le sentiment à des coupables à l'intérieur de cette prison que ce qu'ils ont pu commettre [...] pouvait simplement être compris comme s'inscrivant dans le cadre d'une action politique et idéologique."

"Ce que nous voulons, c'est qu'on marque un tournant entre la manière de résoudre les conflits d'hier et la manière de résoudre les conflits de demain," a poursuivi Nindorera "et c'est précisément un discours contraire à celui qu'a tenu Mandela. En fait, nous voulons croire qu'il s'est mal exprimé, on va être gentil à son égard... et on voudrait qu'il clarifie ses propos sur cette question là."

La libération des prisonniers politiques est l'une des conditions posées par les rebelles hutus dissidents pour venir à la table des négociations à Arusha le mois prochain.

Le gouvernement burundais à dominante tutsie a récemment fait de grandes concessions sur d'autres points importants, mais il a jusque-là refusé d'entrer en matière à propos de la question des prisonniers.

"Même les gens qui auraient assassiné un président seront définis comme prisonniers politiques, s'ils ont commis ce crime afin de poursuivre les objectifs de leur organisation politique ou de leur

communauté", a dit Mandela aux détenus de la prison centrale de Mpimba (Bujumbura). "Si nous voulons vraiment apporter la paix, tous les prisonniers politiques doivent être libérés, afin qu'ils puissent participer à la recherche de la paix".

Le gouvernement du Burundi a toutefois refusé jusqu'à ce jour d'admettre qu'il y a des prisonniers politiques dans le pays. Selon l'association burundaise de défense des droits des prisonniers (ABDDP), il s'agit là du premier pont qui doit être traversé, à savoir d'amener le gouvernement à reconnaître l'existence de tels prisonniers. Le secrétaire général de l'ABDDP, Laurent Gahungu, a favorablement accueilli la contribution de Mandela à la réalisation de cet objectif.

Laurent Gahungu a déclaré à l'agence Hironnelle que quelque 75% de la population des prisons étaient emprisonnés à la suite du conflit qui a commencé dans le pays avec l'assassinat du premier président démocratiquement élu, Melhior Ndadaye (hutu), par des militaires tutsis en octobre 1993. Mais pour le secrétaire général de l'ABDDP, la question de savoir qui serait libéré est très sensible et elle devait être traitée avec objectivité, si l'on veut éviter qu'elle ne cause même davantage de problèmes au Burundi.

Laurent Gahungu a encore déclaré que l'ABDDP lutte pour les droits des prisonniers à des procès équitables, sans distinction. Mais avec d'autres organisations de défense des droits de l'homme présentes dans le pays, elle lutte aussi contre la culture de l'impunité.

Au sujet des prisonniers politiques, il a affirmé à l'agence Hironnelle que l'ABDDP recommande "une étude très approfondie, dans un contexte très bien défini. C'est la seule manière de traiter cette question d'une façon objective. On voit très bien que cette question risque d'être posée d'une façon passionnelle et une fois qu'elle est posée d'une façon passionnelle, on risque de ne pas aboutir au résultat attendu." L'ABDDP propose la création d'une commission pour définir non seulement les critères mais aussi les circonstances dans lesquelles les individus ont été arrêtés.

Selon le fondateur de l'ABDDP, Pierre-Claver, lui-même ancien prisonnier, cela pourrait être fait rapidement, car l'association a déjà rassemblé des informations en provenance de toutes les prisons. "Quant à moi, c'est un travail qui est très facile, a-t-il dit à l'agence Hironnelle, " puisque les dossiers sont là, les infractions sont déjà qualifiées, il suffit de les compter... rien que ça. Dans deux semaines, trois semaines, le travail sera déjà fini. Je ne vois pas ce qui empêcherait de faire ce travail dans un délai de moins d'un mois."

Le secrétaire général de l'ABDDP, Laurent Gahungu, s'est montré cependant plus prudent, en suggérant que rien ne devrait être fait sans considérer "ce qui est faisable, et après avoir étudié son impact sur la société".

Clairement, la balle est maintenant dans le camp du gouvernement. Après plusieurs années passées à négliger ce problème, la communauté internationale et la société civile burundaise commencent à faire pression pour que les autorités s'en occupent.

"Il faut trouver un juste milieu," a estimé le secrétaire général de la ligue ITEKA, Louis-Marie Nindorera, "entre certaines normes de droit international et la nécessité d'une réconciliation qui ne peut pas ouvrir la boîte de Pandore et ouvrir la voie, demain, à des crimes encore plus graves... commis, par exemple, par ceux qui refuseraient les accords de paix."

JC/CR/PHD/FH (BU%0621a)

20 JUIN 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LE PROCUREUR PRECONISE UN DEBAT SUR LES PRISONNIERS POLITIQUES

Bujumbura/Arusha, 20 juin 2000 (FH) - Le procureur de la république du Burundi, Gérard Ngendabanka, a préconisé un débat national sur la question des prisonniers politiques, à la suite de la visite du facilitateur dans le processus de paix pour le Burundi, Nelson Mandela.

Au cours d'une visite de trois jours terminée mercredi dernier au Burundi, Nelson Mandela a demandé que les prisonniers politiques soient libérés au nom de la paix..

Gérard Ngendabanka a déclaré à l'agence Hirondelle samedi dernier, à Bujumbura, que le gouvernement à dominante tutsie avait auparavant nié l'existence de prisonniers politiques dans les prisons du pays. Pourtant, a-t-il ajouté, "Mandela a exprimé une position que beaucoup de Burundais ici pensent tout bas. Il y a beaucoup de Burundais qui pensent qu'il y a des prisonniers politiques, mais ils n'osent pas le dire. [...] Je crois donc -- et c'est une suggestion que je vais donner -- qu'il faut qu'on organise des débats autour de cette question pour que tout le monde entende la même chose. Sinon, s'il continue à y avoir des contradictions, cela ne va pas à l'avantage des prisonniers, ni des autres qui s'y tiennent."

A l'occasion d'une visite à la prison centrale de Bujumbura la semaine dernière, Mandela a décrit les conditions de détention comme "impropres à la vie humaine" et a invité le gouvernement à libérer les prisonniers politiques pour avancer le processus de paix.

"Même les gens qui pourraient avoir assassiné un président seront décrits comme prisonniers politiques, s'ils ont commis ce crime afin de promouvoir les objectifs de leur organisation politique ou de leur communauté", a dit Mandela aux prisonniers. "Si nous sommes déterminés à gagner la paix, tous les prisonniers politiques doivent être libérés afin qu'ils participent à la recherche de la paix".

La visite de Mandela au Burundi, du 12 au 14 juin, est tombée au moment où l'on espère aboutir à un accord de paix entre toutes les parties prenantes aux négociations d'Arusha en Tanzanie. A la fin de sa visite, Mandela s'est dit assuré que les groupes rebelles hutus dissidents du CNDD-FDD et du FNL, accusés de perpétrer pour une grande part la violence qui persiste au Burundi, participeraient aux négociations d'Arusha en juillet. Mais les rebelles ont dit qu'ils viendront seulement si le gouvernement ferme tous les camps de regroupement (mis en place essentiellement pour les civils hutus, forcés par l'armée à quitter leurs domiciles) et libère les prisonniers politiques.

Avant sa visite, Mandela avait obtenu l'accord du président Buyoya en Afrique du Sud, que les camps de regroupement seront fermés avant le 31 juillet, et que l'armée à dominante tutsie sera restructurée pour comprendre 50% de hutus et 50% de tutsis. Cependant, le gouvernement campe sur ses positions au sujet de la question des prisonniers politiques.

"Ces prisonniers dont on parle l'ont été suite à la grave crise que le Burundi traverse depuis 1993, suite à l'assassinat du président Melchior Ndadaye," a déclaré le procureur Ngendabanka à l'agence Hirondelle. Il a ajouté qu'ils peuvent être divisés en plusieurs catégories:

En premier lieu, il y a un nombre relativement faible de personnes, des Tutsis pour la plupart, accusés et condamnés pour avoir assassiné Ndadaye, un Hutu, "même si l'opinion dit que les planificateurs n'ont pas été arrêtés", selon Ngendabanka.

En second lieu, il y a un grand nombre de personnes, des Hutus essentiellement, accusés pour beaucoup condamnés, pour avoir massacré des Tutsis à l'intérieur du pays après la mort de Ndadaye. Nombre d'entre eux sont des membres du parti FRODEBU de Ndadaye.

La troisième catégorie comprend les gens accusés de soutenir la rébellion qui a pris les armes contre le gouvernement dominé par les Tutsis après le coup d'Etat opéré par Buyoya en 1996. La plupart d'entre eux sont des membres des groupes rebelles hutus tels que le CNDD, le Palipehutu et le Frolina.

En quatrième lieu, il y a des Tutsis accusés de planifier une rébellion contre le régime de Buyoya. La plupart sont des membres du PARENA, le parti de l'ex-président Jean-Baptiste Bagaza.

Enfin, il y a un autre groupe de Tutsis pro-PARENA accusés d'attentats contre la vie de Buyoya. Le procureur Ngendabanka affirme qu'ils sont dix à être en détention. L'ancien président Bagaza a été condamné in absentia.

"Ce sont ces catégories de personnes que le médiateur et une large opinion ici -- surtout les membres de leurs partis politiques respectifs -- considèrent comme des prisonniers politiques," a déclaré Ngendabanka à l'agence Hironnelle, "mais le Gouvernement dit que ce sont des prisonniers de droit commun." Il a ajouté que le nouveau Code Pénal, qui est entré en vigueur au début de cette année, introduit la notion de "crimes politiques".

Au cours de sa visite au Burundi, Mandela a dit avoir vu l'horreur, faisant allusion aux conditions de vie dans les prisons, ainsi qu'au fait que plusieurs prisonniers sont maintenus en détention pour de longues périodes, sans charges ni procès.

Selon le procureur Ngendabanka, ces faits sont réellement un problème, mais les autorités essaient de faire quelque chose à cet égard. Il a déclaré que les autorités avaient lancé un programme l'année dernière, à travers lequel plus de 1000 prisonniers ont été libérés parce que leurs dossiers étaient incomplets, les charges pesant sur eux n'étaient pas très graves, ou ils avaient été accusés injustement. Le procureur a souligné cependant que le système judiciaire burundais souffre d'un manque chronique de moyens, en ressources humaines et matérielles à la fois.

Les prisons burundaises abritent aujourd'hui 10,000 prisonniers, alors que leur capacité normale est du tiers de ce nombre. Les journalistes qui ont accompagné Mandela lors de sa visite à la prison centrale de Bujumbura ont pu être témoins de la surpopulation chronique et des conditions sanitaires épouvantables. On leur a dit que la prison nourrit sa population une fois par jour, bien que ceux qui ont les proches dans les environs peuvent recevoir de la nourriture plus souvent. Les organisations locales des droits de l'homme soulignent que les conditions dans la prison de Bujumbura sont loin d'être les plus mauvaises au Burundi..

Les prisonniers, dont la plupart ont dit être détenus pour des raisons politiques, se sont plaints de languir en prison, alors que leurs dirigeants sont en négociation à Arusha. Le procureur de la république du Burundi a déclaré à l'agence Hironnelle qu'il était au courant de cette perception.

Gérard Ngendabanka a aussi accepté une autre critique souvent adressée au système judiciaire burundais. "Nous devons reconnaître que -- suite à la crise -- il y a eu beaucoup d'erreurs, d'arrestations arbitraires," a-t-il dit. Selon lui, le système judiciaire devrait continuer son travail et il reviendra aux politiciens de décider quelles mesures devraient être prises dans le cadre du processus de paix.

"Je crois qu'il y a des personnes qui peuvent être amnistiées. Toute personne qui a commis une faute peut être pardonnée," a-t-il dit à l'agence Hirondelle. "Bien entendu, cela doit se faire dans les limites de la loi, et il doit y avoir une entente politique entre les parties concernés par le conflit."

Gérard Ngendabanka a encore affirmé qu'il croyait qu'une solution pourrait être trouvée rapidement au sujet des prisonniers politiques, "avec la volonté, il faut cultiver la volonté". Mais il a souligné que "toutes les questions ne peuvent pas trouver une solution en même temps. Alors, il y a des choses qui peuvent être faites rapidement mais d'autres qui peuvent demander plus d'attention et plus de temps."

JC/CR/PHD/FH (BU%0620a)

19 JUIN 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LA COMMISSION DES GARANTIES DU FUTUR ACCORD A REPRIS SES TRAVAUX

Arusha, 19 juin 2000 (FH) - Les travaux de la commission chargée d'étudier les garanties internes et externes du futur accord de paix pour le Burundi, ont repris lundi à Arusha.

Pendant une semaine, les chefs des dix-neuf délégations des partis politiques et groupes rebelles impliqués dans le processus de paix d'Arusha se pencheront notamment sur l'opportunité d'envoyer des observateurs étrangers au Burundi pour veiller à la mise en application de l'accord en vue.

"Le gouvernement est contre ce principe et pense qu'il serait en mesure de garantir cet accord. Mais nous, on est d'avis que ce gouvernement qui a failli à sa mission de protection de la population [...] ne serait pas capable de garantir la mise en application de l'accord de paix que nous allons signer", a indiqué à l'agence Hironnelle, le président du Front de libération nationale (FROLINA, rébellion hutue), Joseph Karumba.

Selon plusieurs délégués, la facilitation a promis une synthèse reflétant les différentes positions, qui devrait permettre aux négociateurs d'avancer rapidement, estiment-ils.

"L'accord de paix en soi est encore loin", a de son côté déclaré à l'agence Hironnelle le président du Parti social démocrate (PSD, pro-tutsi), Godefroid Hakizimana. Le délégué du PSD pense qu'il sera difficile de concilier le processus d'Arusha et les différentes positions internes au Burundi.

"Nous ne sommes pas prêts à signer un accord qui ne sera pas soutenu par la population. Et c'est l'avis du facilitateur lui-même. Je pense par ailleurs que cet accord se ferait attendre s'il fallait obtenir au préalable un consensus interne au Burundi", a expliqué Godefroid Hakizimana.

Les négociations d'Arusha se déroulent sous la médiation de l'ancien président sud-africain Nelson Mandela, qui a remplacé en février dernier l'ancien président tanzanien, feu Julius Nyerere. Ce processus de paix a traîné en longueur pendant deux ans, alors que la violence se poursuit au Burundi.

L'un des obstacles majeurs a été notamment l'absence des rebelles hutus dissidents toujours en guerre contre l'armée burundaise. Mandela fournit des efforts pour les associer au processus d'Arusha. Mais les délégués présents à Arusha ne savent pas encore si les rebelles dissidents participeront à une session de la commission paix et sécurité prévue la semaine prochaine.

Nelson Mandela, qui a terminé mercredi dernier une visite de trois jours au Burundi, a assuré que les dissidents des Forces de défense de la démocratie (FDD) et du Front pour la libération nationale (FNL), seront représentés à la session plénière du mois de juillet.

La réforme de l'armée et la fermeture des camps de regroupement étaient les conditions posées par les groupes rebelles hutus dissidents pour rejoindre le processus d'Arusha, en plus de la libération des prisonniers politiques. Le président burundais Pierre Buyoya a accepté le principe d'une armée nationale composée de 50% de Tutsis et de 50% de Hutus. Il s'est par ailleurs engagé à fermer les camps de regroupement avant le 31 juillet.

Lors de sa visite au Burundi, Mandela n'a pas obtenu la libération des prisonniers politiques. La commission sur les garanties aurait dû se réunir lundi passé mais la session a été reportée d'une semaine, en raison de la visite de Mandela au Burundi.

CR/AT/PHD/FH (BU%0619a)

14 JUIN 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

MANDELA QUITTE LE BURUNDI SANS RESOUDRE LE PROBLEME DES PRISONS

par Julia Crawford

Bujumbura, 14 juin 2000 (FH) - Nelson Mandela, le médiateur de paix pour le Burundi, a terminé mercredi une visite de trois jours marquée par ses efforts en vue d'obtenir la libération des prisonniers politiques et rassurer les Burundais sur les pourparlers de paix d'Arusha en Tanzanie. Le Président Pierre Buyoya a salué cette visite comme "une très importante étape dans le processus de paix" mais il refuse encore tout compromis sur la question des prisonniers politiques.

"Pour moi, il est très important que Nelson Mandela, le facilitateur, soit venu pour écouter la population burundaise, pour leur parler, pour entendre leurs inquiétudes, soucis et émotions entourant le processus de paix" indiquait Pierre Buyoya dans une conférence de presse conjointe, juste avant le départ de Nelson Mandela, "Je pense que c'est extrêmement important pour ce qui viendra ensuite".

La Facilitation espère un accord de paix pour le mois prochain et Nelson Mandela a également exprimé sa confiance dans le fait que les groupes rebelles Hutus dissidents, CNDD-FDD et FNL, se joindront en juillet aux pourparlers d'Arusha, qui incluent tous les partis. Les groupes rebelles ont déclaré qu'ils ne viendront que si le gouvernement, à majorité tutsie, fermait tous les camps de regroupement (principalement destinés aux civils hutus forcés par l'armée à quitter leurs maisons pour ces camps) et libérait tous les prisonniers politiques.

La semaine dernière, en Afrique du Sud, Nelson Mandela a obtenu l'accord de Pierre Buyoya pour que les camps de regroupement soient fermés d'ici au 31 juillet et que l'armée, principalement tutsie, soit restructurée afin d'inclure 50% de Hutus et 50% de Tutsis. Néanmoins, le gouvernement continue de temporiser sur la question des prisonniers politiques.

Le fait le plus marquant de la visite de Nelson Mandela au Burundi aura sans doute été sa visite à la Prison Centrale de Bujumbura où il a décrit les conditions de détention comme étant "impropres à la vie humaine". Dans tous ses discours et rencontres subséquentes avec les cadres de l'armée, le public, les autorités religieuses et l'Assemblée Nationale, il a exprimé l'horreur qu'il a ressentie et exercé toute sa pression pour que le sujet des prisons soit résolu.

"Je n'ai jamais vu des êtres humains vivant dans de telles conditions" a dit Mandela mardi à l'Assemblée Nationale, "Je pense que les diplomates et autres autorités devraient voir dans quelles conditions vivent des leaders politiques, d'anciens magistrats, docteurs et autres faiseurs d'opinion. Ils vivent dans des conditions très crasseuses et impropres à la vie humaine. Je ne suis pas remis de ce choc. Je ne m'en remettrai pas tant que je ne verrai pas les autorités ici prendre la responsabilité sur leurs épaules de libérer ces gens de telles conditions".

A plusieurs reprises Mandela a salué les efforts de paix de Buyoya, en particulier pour les accords obtenus la semaine dernière à Johannesburg, accords qu'il a demandé à la population burundaise de soutenir. Il a ajouté que les discussions continuaient au sujet des prisons "ma réaction initiale était de dire que je m'interrogeais s'il existait des croyants dans ce pays mais bien sur, je sais qu'il existe de formidables leaders dans ce pays et bien sur, même dans le gouvernement il y a des gens qui pensent aux autres et j'espère que, le moment venu, ils seront

capables de résoudre cette question. J'ai parlé de cela avec le président mais en raison de la percée qui a été faite grâce à son accord sur les deux autres questions, je n'ai pas de doute que si on lui laisse un peu de temps, il sera en mesure de solutionner ce problème parce qu'il ne veut pas avoir la réputation d'être quelqu'un qui ne se soucie pas du bien-être de son propre peuple".

Bâton et carotte

Depuis qu'il a pris la fonction de facilitateur dans le processus de paix burundais, en février de cette année, Nelson Mandela a utilisé la tactique du bâton et de la carotte pour forcer le pas des négociations. Les pourparlers d'Arusha traînent depuis deux ans maintenant avec la poursuite des combats sur le terrain. La guerre civile au Burundi a causé au moins 200000 morts depuis 1993 avec encore un nombre bien plus important de gens déplacés ou se réfugiant dans les pays voisins.

L'ancien Président sud-africain a utilisé la même approche durant sa visite au Burundi commençant par une attaque verbale pour ensuite lancer des appels à la population sur des bases morales. Cela a particulièrement été le cas durant la réunion avec le haut commandement de l'armée durant laquelle il leur a demandé d'accepter la restructuration ethnique de l'armée sur une base de 50/50.

Mandela a indiqué à l'armée que les rebelles Hutus ont "une part de crédibilité" en ce qui concerne leur réclamation sur le fait que l'armée est mono-ethnique. "Mais" a-t-il dit, "si vous acceptez l'intégration, vous occuperez une meilleure position morale qu'eux. En retardant votre engagement, vous leur donnez par contre matière à continuer les combats et à tuer des gens. C'est à vous de voir si vous voulez accélérer le processus d'intégration".

Sur les arrangements pour un gouvernement de transition, Mandela a causé une certaine agitation en suggérant apparemment que la période de transition dure seulement six mois. Néanmoins il n'a pas été extrêmement clair sur le sujet. Interrogé plus tard par un journaliste burundais s'il entendait réellement que la transition dure seulement six mois, Mandela a répondu "C'est une suggestion que nous faisons mais c'est à vous et aux autres gens du Burundi de décider si six mois sont assez ou s'ils veulent une plus courte ou une plus longue période. Souvenez vous que nous ne sommes pas des agents indépendants, nous agissons sur la foi que ce que nous faisons sera approuvé par la population burundaise."

Opposition tutsie

Il apparaît cependant moins que certain que Nelson Mandela réussira à unir chacun à sa cause, en particulier la minorité tutsie qui craint pour sa sécurité si les Hutus obtiennent trop de pouvoir. Un certain nombre de groupes opposés au processus de paix d'Arusha ont tenu des réunions et manifesté cette semaine accusant Mandela de ne parler qu'à des "tueurs génocidaires". Ils répètent que la paix ne peut être négociée avec des gens qui ont "les mains sales".

Il est difficile de savoir quelle représentativité ces groupes ont. Mais, comme l'indique Jan van Eck, le spécialiste pour le Burundi du Centre sud-africain pour la résolution des conflits dans un récent rapport: "Alors qu'ils se sont engagés jusqu'à maintenant dans une opposition pacifique au processus, il ne faut pas se faire d'illusions, si leur opinion est totalement ignorée dans le processus de paix, ils peuvent avoir la volonté et ils ont la capacité de bloquer tout le processus par n'importe quels moyens à leur disposition. Dans le contexte burundais ceci ne peut être pris à la légère".

Alors que de tels groupes ont toujours refusé d'avoir quoique ce soit à voir avec l'ancien facilitateur , feu Julius Nyererer, l'ancien président tanzanien, ils ont néanmoins demandé à rencontrer Mandela. Dans une première réunion, ils ont refusé de s'asseoir à la même table que d'importants leaders hutus, amenant Mandela à leur demander de partir. Cependant il a tenu une brève rencontre avec eux mercredi matin et il les a invité à venir discuter leurs points de vue en Afrique du Sud. Nelson Mandela a indiqué qu'ils avaient accepté sa proposition.

L'opposition à l'intérieur de l'armée a été moins prononcée jusqu'à maintenant, mais il apparaît clairement que certaines craintes existent. Même s'ils peuvent accepter le principe de la réforme et du partage 50/50, les cadres militaires ont exprimé leurs soucis d'obtenir des garanties pour la minorité tutsie et sur la manière dont l'accord de restructuration serait appliqué. Mandela leur a indiqué que les détails seraient traités par un comité spécialisé à Arusha.

Il reste aussi à voir si Nelson Mandela pourra amener les dissidents hutus à la table des négociations et s'il pourra les convaincre de stopper les combats. Ce sera vital pour la crédibilité de tout le processus.

JC/MBR/PHD/FH (BU%0614b)

14 JUIN 2000

BURUNDI / NEGOCIATIONS

MANDELA INDIQUE QUE LES REBELLES SE JOINDRONT AUX POURPARLERS DE PAIX

Bujumbura, 14 juin 2000 (FH) - Nelson Mandela, le médiateur de paix pour le Burundi, a terminé mercredi une visite de trois jours dans ce pays déchiré par la guerre civile, en indiquant que les rebelles Hutus se joindront aux pourparlers de paix d'Arusha, en Tanzanie, au mois de juillet. Mandela a également déclaré qu'il était confiant sur le fait que les rebelles arrêteraient ensuite les combats.

"J'ai eu de nombreuses discussions avec deux groupes rebelles (...) et ils m'ont assurés qu'ils viendront à Arusha en juillet et qu'ils participeront aux négociations" a indiqué l'ancien président sud-africain lors d'une conférence de presse. "Je pense que les gens qui prennent part à des négociations montrent par là qu'ils croient à une méthode pacifique pour résoudre les problèmes, et je serais surpris si dans le même temps, ils lançaient des actes de violence".

"Ce sont des points que je discuterai spécifiquement avec eux" a continué Mandela, "mais je suis convaincu de leur bonne foi et de leur sincérité, et j'espère qu'ils coopéreront complètement, conformément aux attentes du peuple burundais".

Les deux groupes rebelles dont il a été fait mention sont le CNDD-FDD, groupement hutu dissident, et le FNL à qui l'on attribue la responsabilité de la plupart des actes de violence affectant actuellement le Burundi.

Nelson Mandela répondait aux remarques du président burundais, Pierre Buyoya (Tutsi), qui a remercié Mandela pour sa visite mais lui a aussi demandé "d'aider le peuple du Burundi et nous ses autorités, en faisant tout ce qui est possible pour que ceux qui commettent la violence contre la population, démontrent eux aussi leur engagement pour le processus de paix. Je ne parle pas de désarmement ou même de cessez-le-feu, mais je pense que la continuation de la violence peut complètement discréditer le travail que nous faisons."

Les rebelles ont dit qu'ils ne viendraient à la table des négociations que si le gouvernement fermait tous les camps de regroupement (principalement destinés aux civils hutus forcés par l'armée à quitter leurs maisons pour ces camps) et libérait tous les prisonniers politiques. Un autre point délicat étant la problématique de comment restructurer l'armée actuellement principalement composée de Tutsis.

Nelson Mandela a obtenu la semaine dernière de Pierre Buyoya son accord pour une restructuration de l'armée permettant d'inclure 50% de Hutus et 50% de Tutsis, ainsi que l'engagement que les camps de regroupement seraient fermés d'ici au 31 juillet. Il a mis à profit sa visite au Burundi pour expliquer ces questions à la population mais a également mis en exergue le problème des prisonniers politiques. Selon Mandela, un accord n'avait pu être obtenu sur ce point mais les discussions continuaient.

JC/MBR/PHD/FH (BU%0614a)

13 JUIN 2000

BURUNDI / NEGOCIATIONS

MANDELA SUGGERE DES ELECTIONS POUR UN GOUVERNEMENT TRANSITOIRE

Bujumbura, 13 juin 2000 (FH) - Nelson Mandela, médiateur pour le processus de paix au Burundi, a suggéré mardi qu'il devrait y avoir une période intérimaire de six mois entre le moment de la signature d'un accord de paix et la mise en place d'un gouvernement de transition au Burundi. S'adressant aux membres de l'Assemblée nationale burundaise, il a déclaré qu'il pourrait y avoir des élections durant la période intérimaire, pour déterminer qui conduirait le gouvernement de transition.

"Nous chercherons des leaders pendant la période intérimaire, après la signature d'un accord à Arusha, après que cet accord ait été accepté par le peuple du Burundi", a dit Mandela. "Il y aura un laps de temps pour la préparation d'un gouvernement de transition et ma suggestion personnelle est que cette période devrait être de six mois. Nous voulons quelqu'un qui agira en tant que leader de ce pays pendant cette période et ensuite, vous aurez l'opportunité, quand nous aurons des élections pour la période transitoire, de décider par vous-même, qui devra être cette personne".

Les paroles de Mandela n'ont pas immédiatement été comprises par une partie des parlementaires présents, créant une certaine agitation, certains Burundais pensant qu'il parlait d'une période de 6 mois de transition. L'ancien président Sylvestre Ntibantunganya, qui participe aux négociations de paix, a indiqué qu'il avait discuté de ce sujet avec Mandela et que ce n'était pas ce qu'il entendait.

"Je ne pense pas qu'il parlait d'une période transitoire de six mois en tant que tel" a expliqué Ntibantunganya aux journalistes. "C'est plutôt une période qui sera utilisée pour mettre en place les mécanismes pour la transition. C'est l'idée qu'il exprimait et qu'il avait déjà évoquée auprès d'autres personnes".

Dans son discours, Mandela a également engagé les parlementaires à soutenir le Président Pierre Buyoya (tutsi) dans ses efforts de recherche de la paix et a salué l'accord de Buyoya de la semaine dernière pour que l'armée, aujourd'hui principalement tutsie, soit restructurée de façon à obtenir 50% de Hutus et 50% de Tutsis ainsi que l'engagement pour que les civils Hutus, forcés de rejoindre les camps de regroupement, puissent tous rentrer à la maison d'ici à la fin juillet. Il qualifie ce pas comme étant "un accord qui met le président de ce pays loin devant chacun d'entre vous en ce qui concerne la recherche de la paix".

"Vous avez un leader qui se projette comme celui qui pense au futur de son pays", a poursuivi Mandela, "qui désire vivement l'obtention de la paix et c'est en raison de cela que nous nous sommes mis d'accord sur ces deux points. Nous n'avons pas été capable d'obtenir un accord en ce qui concerne la libération des prisonniers politiques comme ils sont définis dans le monde, mais pas par le Burundi, on n'a pas pu se mettre d'accord sur cela. Mais parce qu'il a donné son accord sur ces deux questions principales, je pense que cela était suffisant pour notre discussion à Johannesburg. Et je vous le dit, le Président Buyoya est beaucoup plus avancé que le leadership à Arusha ou celui d'ici à Bujumbura, pour essayer d'obtenir un compromis afin d'amener la paix dans ce pays".

Mandela a indiqué qu'il continuera ses discussions avec Buyoya sur la question des prisonniers politiques et qu'il était confiant que des progrès seraient faits. "Mais, c'est la tâche des chefs ici, sans distinction de couleur politique à laquelle vous appartenez, c'est votre tâche de soutenir le Président aussi loin qu'il sera déterminé à amener la paix dans ce pays. Je voudrais que vous le souteniez, peu importe ce que vous pensez de comment il est venu au pouvoir, il est maintenant le président".

La question de qui conduira la transition du Burundi vers la démocratie et de combien de temps cela prendra est l'une des pierres d'achoppement qui a, jusqu'à présent, bloqué le processus de paix d'Arusha. Les partis pro-hutus voulaient initialement une période de quelques mois alors que les partis pro-tutsis demandaient une période de 5 à 10 ans. Une récente proposition de la Facilitation évoquait une période de transition de 3 ans.

Mandela continue ses entretiens au Burundi, mardi par une visite de la seconde ville du pays, Gitega, où il devrait avoir des entretiens avec des interlocuteurs de la société civile et des chefs religieux et s'adresser à la population. Il s'est arrêté en route afin de rencontrer des internés (principalement hutus) d'un camp de regroupement et il leur a indiqué que le gouvernement avait promis de fermer prochainement ces camps. Il s'est également rendu dans un camp de déplacés principalement destiné à des Tutsis.

Mandela, qui a passé 27 ans en prison sous l'ancien régime d'apartheid sud-africain, poursuit également sa campagne pour la libération des prisonniers politiques. S'adressant à l'Assemblée Nationale, il a évoqué sa visite de lundi à la prison de Bujumbura et son choc des conditions de détention qu'il y a découvertes.

"Je suis profondément choqué" a-t-il dit "en fait, je me demande si au Burundi, il y a des gens qui pourraient craindre Dieu et avoir peur de faire des choses qui font passer tout Burundais aux yeux du monde comme un agent du diable. Je n'ai jamais vu des êtres humains vivant dans de telles conditions. Je pense que les diplomates et autres leaders ici devraient aller voir les conditions dans lesquelles les leaders politiques vivent : anciens magistrats, docteurs et autres faiseurs d'opinion. Ils vivent réellement dans des conditions crasseuses et impropres à la vie humaine. Je me suis rendu dans des prisons en Afrique et ailleurs où il y a de la pauvreté mais je n'ai jamais vu quelque chose de pareil Je ne me suis pas remis de ce choc. Je ne m'en remettrai pas, tant que les autorités ici ne prendront pas la responsabilité de libérer ces gens de telles conditions".

JC/MBR/PHD/FH (BU%0613b)

13 JUIN 2000

BURUNDI

MANDELA INTENSIFIE LA PRESSION POUR LA LIBERATION DES PRISONNIERS POLITIQUES

Bujumbura, 13 juin 2000 (FH) - Le médiateur pour le processus de paix au Burundi, Nelson Mandela continue mardi une visite de 3 jours au Burundi durant laquelle il cherche à obtenir la libération des prisonniers politiques. Mandela cherche également à gagner à la cause du processus de paix d'Arusha en Tanzanie, les principaux acteurs de la société civile et de la population.

Après son arrivée lundi après-midi à Bujumbura, capitale du Burundi, l'ancien président sud-africain a eu des entretiens confidentiels avec le Président du Burundi, Paul Buyoya, puis s'est rendu à la Prison Centrale de Bujumbura. Dans un discours aux représentants des prisonniers, il a promis de continuer les discussions avec Buyoya sur la libération des prisonniers politiques et a dit qu'il allait demander le soutien du Parlement burundais sur ce sujet.

" Même les gens qui pourraient avoir tué un président seront qualifiés de prisonniers politiques, s'ils ont commis ce délit pour promouvoir les objectifs de leur organisation politique ou de leur communauté " Mandela a indiqué aux prisonniers. " Si nous voulons être sérieusement engagés pour la paix, tous les prisonniers politiques doivent être libérés pour qu'ils puissent prendre part au processus de recherche de la paix".

Mandela, qui a passé 27 ans en prison sous le régime d'apartheid sud-africain, porte, de toute évidence, ce sujet dans son cœur. Pendant sa visite à la prison il a interrompu un haut responsable du service pénitentiaire et a demandé de parler directement aux prisonniers. Il leur a demandé pourquoi ils étaient incarcérés et a été horrifié d'apprendre que beaucoup d'entre eux étaient détenus depuis de longues périodes sans aucune charge ou jugement. Il les a également interrogés sur leur nourriture, leurs conditions de détention et a demandé d'être accompagné jusqu'aux cellules où des condamnés à mort se sont mis à pleurer et à chanter devant lui.

Les représentants des prisonniers ont dit aux journalistes que plus de 200 d'entre eux sont maintenus en cellule sans pouvoir sortir. Ils sont nourris une fois par jour et se partagent une douche et une toilette pour 80 personnes selon les prisonniers.

Parlant aux membres du Haut Commandement de l'armée après coup, Mandela a décrit les conditions à la Prison Centrale de Bujumbura comme étant " sales, délabrées et crasseuses ". " Je n'ai jamais été si honteux de voir des êtres humains vivant dans de telles conditions " Mandela a indiqué. " Même dans les pires endroits, aucun être humain n'a été maintenu dans de telles conditions en Afrique du Sud. Je suis sûr que chacun d'eux est mangé chaque jour par la vermine parce que la place est vraiment crasseuse. Cela me prendra longtemps avant que je m'en remette ".

Mandela a également demandé aux officiers supérieurs de soutenir son appel pour la libération des prisonniers politiques. " Vous ne pouvez pas avoir la paix si vous avez des gens comme je les ai vus aujourd'hui " leur a-t-il dit " Vous n'êtes pas réellement civilisés si vous ne savez pas comment traiter votre propre peuple . Même si je suis votre ami et un ami du Président Buyoya, je pense que c'est totalement inacceptable. Si vous perpétuez ce système, ne vous prétendez pas chrétiens ".

La visite a pris place après une récente percée dans le processus de paix. Mercredi dernier, Mandela annonçait qu'il avait obtenu 2 accords capitaux avec le Président Buyoya qui aplanissent des difficultés sur le chemin de l'obtention d'un accord de paix. Après une réunion entre les deux hommes en Afrique du Sud, Mandela a indiqué qu'ils s'étaient mis d'accord sur la restructuration de l'armée à majorité tutsie de façon à ce qu'elle comprenne 50% de hutus et 50% de tutsis. Ils sont également convenus que les camps de regroupement, destinés principalement aux civils hutus forcés par l'Armée à quitter leurs maisons, seraient fermés d'ici au 31 juillet. Mandela avait décrit les camps comme " Rien moins que des camps de concentration ". Il devrait visiter mardi un camp dans la province rurale de Bujumbura ainsi qu'un camp intérieur de déplacés (principalement de tutsis).

Les pourparlers de paix d'Arusha en Tanzanie, incluant tous les partis, traînent depuis deux ans maintenant, alors que les combats continuent sur le terrain. La restructuration de l'Armée a été l'un des principaux obstacles dans les négociations alors que les Hutus dissidents refusent de leur côté de venir à la table des négociations avant que le gouvernement n'ait fermé les camps de regroupement et libéré les prisonniers politiques. Depuis la réunion entre Mandela et Buyoya en Afrique du Sud, le gouvernement a fermé un autre camp de regroupement permettant à environ 45000 personnes de rentrer à la maison. Il a dit que les camps de regroupement pourraient être fermés dès que la situation de sécurité le permettrait mais il a par contre continué à louvoyer sur la question des prisonniers politiques.

Discussions avec l'armée

La rencontre entre Mandela et le haut commandement de l'armée fait suite à une rencontre similaire qui avait eu lieu en avril cette année. Mandela poursuit sa tactique du bâton et de la carotte en leur indiquant une nouvelle fois qu'il croit que leurs réflexions étaient " très avancées par rapport à celles de beaucoup de leaders politiques " et qu'ils étaient bien entraînés et intelligents. Il leur a par ailleurs demandé d'accepter l'accord sur " l'intégration " (restructuration de l'armée sur une base ethnique de 50%/50%) et les a invité à soulever des questions pour savoir comment cela pourrait être fait concrètement.

Les chefs militaires ont indiqué à Mandela qu'ils pouvaient offrir un soutien de principe à sa proposition mais ils ont exprimé le besoin d'obtenir des garanties pour la minorité tutsie et posés des questions sur les détails de la mise en œuvre technique. L'équipe de Mandela a dit que le partage 50/50 était déjà une concession des rebelles hutus qui demandaient initialement une représentation dans l'armée sur base de la composition démographique du pays (85% Hutu et 14-15% Tutsi). Ils ont dit que les détails techniques devraient être traités par un comité de négociation spécialisé à Arusha mais que le principe devait être tout d'abord accepté.

Mandela a indiqué à l'armée que les rebelles hutus ont " une part de crédibilité " en ce qui concerne leur réclamation sur le fait que l'armée est mono-ethnique. " Mais " a-t-il dit, " si vous acceptez l'intégration, vous occuperez une meilleure position morale qu'eux. En retardant votre engagement, vous leur donnez par contre matière à continuer les combats et à tuer des gens. C'est à vous de voir si vous voulez accélérer le processus d'intégration ".

Mardi, Mandela devrait avoir une autre réunion avec les représentants de l'armée, avec les leaders religieux et avec la population à Gitega, seconde ville du Burundi, Mercredi il reviendra à Bujumbura pour des entretiens avec des groupes de la société civile, le pouvoir judiciaire, le gouvernement, le parlement et les partis politiques.

Protestations attendues

Comme la médiation de Mandela apparaît faire avancer le processus de paix d'Arusha, beaucoup des acteurs principaux au Burundi semblent plus disposés à s'y associer. Mais ceux qui sont opposés au gouvernement et aux pourparlers d'Arusha deviennent également plus actifs. Les syndicats ont appelé à des grèves et à des démonstrations à Bujumbura pour mardi afin de protester contre la politique économique du gouvernement et ce qu'ils considèrent être la répression de la main d'œuvre syndiquée.

La protestation prévue a pris une nouvelle dimension lorsqu'un certain nombre de groupements antigouvernementaux et opposés au processus d'Arusha ont à leur tour appelé dimanche, à se joindre à cette manifestation. Ces groupements comprennent l'aile dissidente de l'ancien parti unique UPRONA, dirigé par Charles Mukasi. Mukasi a indiqué à l'Agence Hironnelle que son appel à la manifestation n'était pas directement lié à la visite de Mandela mais qu'il y avait un lien indirect puisque le gouvernement a déposé un représentant élu des syndicats, le Dr Pierre Claver Hajayandi." Le gouvernement ne veut pas de lui parce qu'il est anti-Arusha " Mukasi a dit.

Mukasi a indiqué que n'importe quel accord fait à Arusha serait "un mauvais document qui n'a pas besoin d'être corrigé mais devra être déchiré " et que le processus de négociation a inclus des génocidaires. Il a ajouté que " ce n'est pas la faute de Mandela " mais qu'il voulait que Mandela réalise que ce processus était dangereux pour toute la région. Il a signalé que sa demande de rencontrer l'ancien président sud-africain n'a pas reçu d'écho à ce stade. Les observateurs s'attendent à ce que le gouvernement essaie de faire avorter la manifestation de mardi, particulièrement en raison de la visite de Mandela.

JC/MBR/FH (BU%0613a)

12 JUIN 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

LA REUNION DE LA COMMISSION SUR LES GARANTIES REPORTEE D'UNE SEMAINE

Arusha, 12 juin 2000 (FH) - La réunion de la commission issue des négociations inter-burundaises chargée des garanties d'application de l'accord de paix escompté a été reportée d'une semaine, a-t-on appris lundi à Arusha.

Les délégués se retrouveront le 19 juin prochain, et non le 12 comme c'était initialement prévu, a indiqué à l'agence Hironnelle un officiel de la Fondation Nyerere, organisatrice des débats.

La réunion a été ajournée suite à la visite à Bujumbura du médiateur dans le conflit burundais, l'ancien président sud africain, Nelson Mandela.

Nelson Mandela a entamé lundi une visite de trois jours au Burundi dans le cadre de ses efforts visant à ramener la paix dans ce pays troublé.

A la Fondation Nyerere, on indique que tous les proches collaborateurs du médiateur l'ont accompagné dans ce voyage, de sorte qu'il faudra attendre leur retour pour poursuivre les discussions.

Nelson Mandela avait dernièrement rencontré le président burundais Pierre Buyoya en Afrique du sud. Les deux hommes avaient abouti à un accord selon lequel la future armée burundaise devrait être constituée de 50% de Tutsis et de 50 % de Hutus. Pierre Buyoya s'est également engagé à fermer les camps de regroupement au plus tard le 31 juillet prochain.

La réforme de l'armée et la fermeture des camps de regroupement étaient les conditions posées par les groupes rebelles hutus dissidents pour rejoindre le processus d'Arusha, en plus de la libération des prisonniers politiques. Le week-end dernier, Nelson Mandela s'est déclaré confiant en ce que le problème des détenus politiques au Burundi trouvera également une solution, sans tarder.

NI/AT/PHD/FH (BU%0612A)

10 JUIN 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

MANDELA SE REND AU BURUNDI LUNDI

Arusha, 10 juin 2000 (FH) - L'ancien président sud africain, Nelson Mandela, visitera le Burundi de lundi à mercredi prochains, dans le cadre de ses efforts visant à ramener la paix dans ce pays troublé. Mandela devrait visiter une prison et "un camp de regroupement", maintenant ainsi la pression sur le gouvernement burundais pour qu'il s'attaque au problème de la violation des droits de l'homme.

Le gouvernement a forcé des milliers de civils essentiellement Hutus à rejoindre ces camps, arguant que c'est pour des raisons de sécurité, mais les organisations de défense des droits de l'homme affirment qu'ils vivent dans des conditions épouvantables.

La question des prisonniers politiques est également à l'ordre du jour des pourparlers réunissant toutes les parties burundaises à Arusha en Tanzanie.

Selon un communiqué publié vendredi par la Fondation Mandela, le médiateur devrait également "avoir des rencontres avec les leaders religieux, les magistrats, les membres du gouvernement, s'adresser à l'assemblée nationale, l'armée et rencontrer les membres de la société civile ainsi que les groupes de femmes. Mandela tiendra aussi un meeting populaire".

Le bureau de Mandela a par ailleurs indiqué qu'il a invité le président ougandais Yoweri Museveni "à visiter Bujumbura et à l'accompagner dans ses rencontres avec les différents groupes". Museveni préside l'initiative régionale de paix sur le Burundi.

Cette visite intervient après une apparente percée survenue cette semaine dans le processus de paix. Mercredi, Mandela a déclaré qu'il est parvenu à deux accords importants avec le président burundais, Pierre Buyoya, qui devraient permettre l'avancement vers un accord de paix.

Après la rencontre des deux hommes en Afrique du Sud, Mandela et Buyoya ont convenu de restructurer l'armée à dominante tutsie, de façon à ce qu'elle comprenne 50% de Tutsis et 50% de Hutus. Ils se sont en outre mis d'accord que les camps de regroupement devraient être fermés avant le 31 juillet. Mandela a qualifié ces camps de "rien d'autre que les camps de concentration".

Les négociations inter-burundaises sont en cours depuis plus de deux ans à Arusha et les combats se sont poursuivis sur le terrain.

La restructuration de l'armée a été un des points de désaccord dans les pourparlers, tandis que les groupes rebelles dissidents ont déclaré qu'ils ne rejoindront pas la table des négociations tant que le gouvernement n'aura pas fermé les camps de regroupement et libéré les prisonniers politiques.

Jean Minani, le président du principal parti hutu d'opposition, le FRODEBU, s'est dit satisfait des développements intervenus cette semaine mais a ajouté que Buyoya n'est pas allé assez loin. Il a dit que c'était une aberration que les gens soient gardés "comme des animaux" dans les camps de regroupement, ajoutant que si Buyoya le voulait, il pourrait fermer les camps immédiatement.

A propos de la restructuration de l'armée, Minani a indiqué à l'agence Hironnelle que "cela est aussi un pas en avant" mais il a expliqué que le FRODEBU maintient toujours sa proposition

que" les pourcentages dans l'armée reflètent la composition sociale du Burundi". Les Hutus représentent 85% de la population, tandis que les Tutsis en constituent 14 % et les Twas, 1%.

Minani a émis l'espoir que Buyoya réalisera ses promesses "contrairement à ce qu'il a fait dans le passé". Jean Minani a ajouté qu'il était "très déçu" que le président burundais n'ait fait aucune promesse, s'agissant des prisonniers politiques.

"Ceci est un problème très préoccupant au Burundi. Et c'est une honte qu'au 21ème siècle, il y ait autant de gens qui croupissent en prison à cause de leur ethnie ou de leurs opinions politiques. Ce problème aurait dû être lié à celui des camps de regroupements", selon Minani.

JC/AT/DO/FH (BU%0610A)

7 JUIN 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

MANDELA ANNONCE UNE PERCEE DANS LES POURPARLERS INTER-BURUNDAIS

Arusha, 7 juin 2000 (FH) - Le médiateur dans les pourparlers inter-burundais, l'ancien président sud-africain Nelson Mandela, a déclaré mercredi avoir atteint deux accords importants, avec le président burundais Pierre Buyoya, susceptibles d'accélérer le processus de paix d'Arusha.

Selon les agences de presse rapportant depuis Johannesburg, Mandela et Buyoya ont annoncé qu'ils sont tombés d'accord sur la restructuration de l'armée dominée par les Tutsis, de façon à ce qu'elle puisse comprendre cinquante pour cent de Hutus et cinquante pour cent de Tutsis. Ils se sont également convenus que les camps de regroupement devraient être fermés le 31 juillet.

Le gouvernement a forcé des milliers de civils essentiellement hutus à gagner ces camps, arguant des raisons de sécurité, mais les organisations de défense des droits de l'homme affirment que ces civils vivent dans des conditions épouvantables. Mandela a qualifié ces camps de "rien d'autre que les camps de concentration".

"Nous avons atteint un accord avec le président Buyoya sur la question de l'intégration [...], qu'il devrait y avoir cinquante pour cent de Tutsis et cinquante pour cent de Hutus dans l'armée", a rapporté l'agence Reuters reprenant les propos tenus par Mandela. "Nous nous sommes également convenus que tous les Hutus vivant dans les camps de regroupement seront relâchés le 31 juillet".

Mandela a indiqué que ces accords éclaircissent la voie d'un premier face à face entre Buyoya et les leaders de la rébellion hutue dans les pourparlers regroupant toutes les parties, prévus à Arusha le mois prochain. Les déclarations de l'ancien président Mandela ont été faites à l'issue d'une rencontre en Afrique du Sud avec Buyoya.

Nelson Mandela avait dit qu'il visitera le Burundi du 12 au 14 juin pour y rencontrer l'armée et les membres de la société civile. Il devrait également visiter les camps de regroupement et les prisonniers politiques. "En tant que quelqu'un qui a passé 27 ans en prison, je ne peux pas tolérer d'aller dans un pays où beaucoup de personnes innocentes sont gardées en prison sans procès", avait indiqué récemment le médiateur dans les pourparlers de paix inter-burundais.

La fermeture des camps de regroupement et la libération des prisonniers politiques sont les conditions posées par les groupes rebelles dissidents pour rejoindre le processus d'Arusha.

Les négociations d'Arusha durent depuis deux ans, mais les délégués traînent les pieds et les combats ne se sont pas arrêtés.

Mandela est devenu médiateur en février dernier, en remplacement de feu l'ancien président tanzanien, Julius Nyerere. Il a redoublé ses efforts visant à accélérer le processus, et l'équipe de la médiation a indiqué qu'elle espérait qu'un projet de protocole d'accord pourrait être disponible au mois de juillet.

JC/ AT /FH (BU%0607A.)

31 MAI 2000

BURUNDI/ NEGOCIATIONS

DEBUT DES DISCUSSIONS SUR LA FORMATION D'UNE POLICE NATIONALE

Arusha, 31 mai 2000 (FH) - La commission issue des négociations inter-burundaises chargée de la sécurité a entamé mardi les discussions sur la formation d'une police nationale. Le porte-parole de la Fondation Nyerere, le Tanzanien Hashim Mbita, a indiqué à l'Agence Hirondelle que les délégués présents à Arusha, livrent leurs points de vue sur la question.

Jusqu'à présent, le Burundi compte plusieurs polices qui œuvrent séparément et sous différents départements. Bon nombre de délégués estiment qu'elles doivent être ramenées sous un seul ministère, en l'occurrence celui de l'intérieur.

Le parti FRODEBU (pro-Hutu), comme l'indique son président Jean Minani, aimerait une police nationale différente de celle en place, "structure que voudrait maintenir le gouvernement du major Pierre Buyoya", selon Jean Minani. Le FRODEBU propose que la nouvelle force de police comprenne six-mille hommes placés sous le contrôle d'un seul département.

Bon nombre de partis, surtout pro-Hutu, estiment que la police devrait s'occuper de la sécurité intérieure et sécuriser toute la population. Le rôle de l'armée se limiterait à la sauvegarde de l'intégrité territoriale. Ils reprochent à l'armée et à la gendarmerie actuelles d'être impliquées dans les massacres de la population.

"Il s'agit de former une police nationale car jusque-là elle n'existe pas au Burundi", a dit un délégué du parti du peuple (PP, pro-Hutu) à l'Agence Hirondelle, "et nous en avons déjà défini les missions. "La tendance gouvernementale est que cette question soit réglée entièrement par le gouvernement de transition, mais l'opposition est d'avis que nous devons tout décider dans le cadre des négociations et laisser au gouvernement de transition la tâche de mettre en application nos décisions", a-t-il précisé.

Outre la question de la police, les négociateurs burundais devraient discuter, au cours de cette session, du cessez-le-feu, malgré l'absence des groupes rebelles dissidents des Forces pour la défense de la démocratie (FDD) et du Front de libération nationale (FLN), a par ailleurs indiqué Hashim Mbita.

"Cette absence ne devrait pas bloquer les travaux," a relevé Jean Minani, expliquant que le mieux serait de continuer à discuter sur la question, pour qu'au moins les parties présentes se soient entendues sur une proposition à soumettre aux dissidents à leur arrivée.

Le médiateur dans le conflit burundais, l'ancien président sud-africain Nelson Mandela a rencontré la semaine dernière, à Johannesburg, des représentants de ces groupes dissidents, qu'il tente d'amener à rejoindre la table des négociations, et des représentants du gouvernement burundais.

Les agences de presse ont rapporté les propos tenus par Mandela au cours d'une conférence de presse tenue mardi dernier, déclarant qu'il avait abouti à "un accord historique" entre les rebelles hutus et le gouvernement à dominante tutsie, mais que les rebelles avaient demandé un peu plus de temps pour l'étudier et consulter leurs chefs sur terrain.

Le porte-parole du FDD, Jérôme Ndiho, dans une interview téléphonique la semaine dernière avec l'agence Hironnelle, a pourtant déclaré que son organisation n'ira pas à Arusha tant que le gouvernement burundais n'aura pas fermé "les camps de concentration" et libéré les prisonniers politiques. Ndiho a affirmé que cela faisait partie de ce qui a été convenu entre Mandela et Ndayikengurukiye.

Un projet d'accord de paix pour le Burundi pourrait être présenté au mois de juillet, selon la médiation, mais des observateurs notent que l'absence des groupes dissidents rebelles dans les négociations pourraient en être un frein.

Outre la commission chargée de la sécurité, les autres commissions issues des négociations de paix inter-burundaises sont celles de la nature du conflit, de la démocratie et la bonne gouvernance, de la reconstruction et du développement ainsi que celle des garanties d'application de l'accord de paix escompté.

La session de la commission sur la sécurité devrait clôturer ses travaux samedi prochain.

NI/BN/CR/PHD//FH (BU%0531A)

29 MAI 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

LA COMMISSION SECURITE REPREND SES TRAVAUX SANS LES REBELLES DISSIDENTS

Arusha, 29 mai 2000 (FH) - La commission issue des négociations inter-burundaises chargée de la sécurité a repris ses travaux lundi matin à Arusha sans la participation des groupes rebelles.

La session a été convoquée pour une semaine, a indiqué un porte-parole de la Fondation Nyerere, le Tanzanien Hashim Mbita. Hashim Mbita a cependant ajouté que les travaux pourraient durer moins de temps que prévu.

Certains observateurs avaient espéré que la présente session se tiendrait en la présence des groupes rebelles dissidents des Forces pour la défense de la démocratie (FDD) et du Front de libération nationale (FLN), que le médiateur, l'ancien président sud-africain, Nelson Mandela, tente d'amener à rejoindre la table des négociations.

Nelson Mandela a rencontré la semaine dernière, à Johannesburg, des représentants du gouvernement burundais, de l'armée et des groupes rebelles.

Le FNL était représenté par un délégué venu d'Europe, tandis que les FDD avaient indiqué avoir envoyé une délégation uniquement chargée de donner un message de son leader, Jean-Bosco Ndayikenguriye, à Nelson Mandela, expliquant pourquoi il n'est pas venu participer à cette rencontre de Johannesburg.

Le porte-parole du FDD, Jérôme Ndiho, dans une interview téléphonique la semaine dernière avec l'Agence Hirondelle, a signalé que son organisation a décidé de ne pas participer à la réunion de Johannesburg, parce qu'elle considérait ces consultations comme "un prolongement d'Arusha".

Jérôme Ndiho a ajouté que son organisation n'ira pas à Arusha tant que le gouvernement burundais n'aura pas fermé "les camps de concentration" et libéré les prisonniers politiques. Ndiho a affirmé que cela faisait partie de ce qui a été convenu entre Mandela et Ndayikengurukiye.

Les agences de presse ont rapporté les propos de Mandela au cours d'une conférence de presse tenue mardi dernier, déclarant qu'il avait abouti à "un accord historique" entre les rebelles hutus et le gouvernement à dominante tutsie, mais que les rebelles avaient demandé un peu plus de temps pour l'étudier et consulter leurs chefs sur terrain.

Un projet d'accord de paix pour le Burundi pourrait être présenté au mois de juillet, selon la médiation.

Outre la commission chargée de la sécurité, les autres commissions issues des négociations de paix inter-burundaises sont celles de la nature du conflit, de la démocratie et la bonne gouvernance, de la reconstruction et du développement ainsi que celle des garanties d'application de l'accord de paix escompté.

AT/PHD/FH (BU%0529A)

25 MAI 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

LA MEDIATION ESPERE PRESENTER UN PROJET D'ACCORD EN JUILLET

Arusha, 25 mai 2000 (FH) - Un projet d'accord de paix pour le Burundi pourrait être présenté au mois de juillet, a affirmé jeudi un représentant du médiateur. Le juge tanzanien Mark Bomani, qui représente l'ancien président sud-africain Nelson Mandela, a indiqué à l'agence Hirondelle qu'il espérait que le projet d'accord pourra être présenté aux délégués lors d'une session plénière prévue dans deux mois et qui coïncidera avec un sommet de chefs d'Etat sur le Burundi.

Mark Bomani a affirmé que la rencontre organisée cette semaine en Afrique du sud par Nelson Mandela, entre le gouvernement, l'armée et les groupes rebelles a été "utile" mais a refusé de donner plus de détails. "Bien sûr, c'était une réunion importante, comme l'a dit Mandela", a poursuivi Mark Bomani.

Les agences de presse ont rapporté les propos tenus par Mandela au cours d'une conférence de presse mardi en Afrique du Sud, qu'il avait abouti à "un accord historique" entre les rebelles hutus et le gouvernement à dominante tutsie, mais que les rebelles avaient demandé un peu plus de temps pour l'étudier et consulter leurs chefs sur terrain.

Des consultations à huis clos qui se sont terminées mercredi avaient été organisées comme une tentative de réunir tous les groupes rebelles et d'amener les dissidents du CNDD-FDD et du FNL à rejoindre les négociations inter-burundaises d'Arusha.

Cependant, des sources informées en Afrique du Sud ont indiqué que cela n'a même pas été inscrit à l'ordre du jour, car les groupes dissidents "ou bien n'étaient pas présents ou bien n'avaient pas de mandat".

Le FNL a envoyé un représentant venu d'Europe, tandis que le CNDD-FDD a indiqué avoir envoyé une délégation uniquement chargée de donner un message de son leader, Jean-Bosco Ndayikenguriye, à Nelson Mandela, expliquant pourquoi il n'est pas venu participer à cette rencontre.

Le porte-parole du CNDD-FDD, Jérôme Ndiho, dans une interview téléphonique avec l'agence Hirondelle à partir de Bruxelles, a indiqué que son organisation a décidé de ne pas participer à la réunion de Johannesburg, parce qu'elle considérait ces consultations comme "un prolongement d'Arusha".

Jérôme Ndiho a ajouté que son organisation n'ira pas à Arusha tant que le gouvernement burundais n'aura pas fermé "les camps de concentration" et libéré les prisonniers politiques. Ndiho a affirmé que cela faisait partie de ce qui a été convenu entre Mandela et Ndayikengurukiye.

"Nous avons promis que nous irons à Arusha aussitôt que les camps de concentration seront fermés et les prisonniers politiques libérés", a dit Ndiho. "Nous savons que Mandela est en train de fournir des efforts considérables pour que les conditions soient remplies, par exemple en allant au Burundi et en parlant à l'armée. Ce que nous espérons c'est qu'il pourra arriver à un compromis, et cela nous ouvrira la voie d'aller à Arusha".

Jérôme Ndiho a souligné que le CNDD-FDD continuera à rencontrer Mandela en dehors du contexte d'Arusha, ajoutant que, s'il y est invité, il participera à des pourparlers directs avec le gouvernement du Burundi.

Cela est dans la ligne des propositions de paix émises par le CNDD-FDD, selon Ndiho. "Il n'y a pas de blocage, nous restons fidèles à notre convention avec Mandela", a-t-il dit.

Le représentant du médiateur, Mark Bomani, a confirmé que la réunion de la Commission Trois, chargée de la paix et de la sécurité pour tous, se tiendra à Arusha comme initialement prévu le 29 mai. Il a refusé de répondre à la question de savoir si les rebelles dissidents y seront représentés ou non.

JC/AT/PHD/FH (BU%0525A)

23 MAI 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

LES BURUNDAIS ONT COMMENCE LE DEBAT SUR LES GARANTIES DE L'ACCORD DE PAIX

Arusha, 23 mai 2000 (FH) - Les délégués burundais aux pourparlers de paix, qui se déroulent depuis deux ans à Arusha, ont commencé à débattre des garanties d'application de l'accord de paix escompté. Composée des dix-neuf chefs de délégations, la commission sur les garanties a terminé, le week-end dernier, une session d'une semaine, affirmant que certains progrès ont été atteints.

Les parties en négociations considèrent qu'il devrait y avoir des garanties internes, qui "relèvent des Burundais eux-mêmes", et des garanties externes, supposant l'implication de la communauté internationale, nécessaire "autant pour servir de garantie morale que par l'apport d'une assistance technique et financière".

Selon un document de synthèse des propositions, dont l'agence Hirondelle a obtenu une copie, les parties conviennent que l'accord attendu doit être "clair, précis et non équivoque". Le document explique que l'accord "doit éviter toute ambiguïté et ne pas donner lieu à des interprétations divergentes, voire conflictuelles".

L'accord de paix inter-burundais devrait également être "complet", c'est à dire, "tenir compte de tous les problèmes qui sont à l'origine du conflit ainsi que des préoccupations non seulement de toutes les parties mais aussi du peuple burundais".

L'accord devra en outre prévoir des mécanismes institutionnels et des instruments légaux tels une loi sur le génocide, une loi sur les partis politiques et une loi électorale, poursuit le document.

Les délégués estiment par ailleurs que l'accord devrait être "applicable, c'est-à-dire adapté aux réalités burundaises, et être accompagné, pour certaines dispositions, de données chiffrées".

L'accord attendu nécessite d'autre part la bonne foi et l'engagement des signataires ainsi que l'adhésion et le soutien du peuple burundais, selon le document de synthèse.

Abordant les institutions de transition, les négociateurs suggèrent qu'elles devraient être "rassurantes". "Les hommes et les femmes qui seront appelés à conduire la transition devront faire preuve d'intégrité, de détermination, de patriotisme et de compétence, et n'avoir à l'esprit que l'intérêt général", souligne le document.

S'agissant de la durée de la période de transition, les délégués estiment qu'elle "doit être suffisamment longue pour que les institutions et organes prévus dans l'accord puissent être correctement mis en place et devenir pleinement opérationnels".

Au chapitre des garanties externes, les délégués notamment citent la présence d'observateurs civils et militaires internationaux. "Agissant sous mandat de la communauté internationale (ONU, OUA), ces observateurs devront faire montre de neutralité et d'impartialité", selon le document. Les observateurs internationaux devraient "provenir des pays n'ayant jamais été impliqués dans le conflit et agréés par les parties signataires".

Par ailleurs, "il faudra que les pays voisins s'engagent à soutenir la paix au Burundi, à s'abstenir de tout acte de déstabilisation aux plan politique, économique, médiatique ou sécuritaire et à coopérer étroitement pour enrayer les maux dont souffre la région", selon le document. L'assainissement de l'environnement international contribuera également à la consolidation de la paix au Burundi", ajoute le texte.

Après la signature de l'accord de paix, l'ancien président sud-africain Nelson Mandela, médiateur dans le conflit burundais, poursuivra sa mission "en tant qu'autorité morale, organe de conciliation et de recours".

Des divergences sont encore perceptibles sur "la durabilité" de l'accord ainsi que sur la mission, la composition et les pouvoirs à conférer à l'organe de contrôle et de suivi de l'application de l'accord. Certaines délégations proposent qu'il faudrait prévoir des délais au cours desquels certaines dispositions de l'accord ne devraient pas être modifiées (constitution, système électoral, dispositions concernant les forces de défense et de sécurité...).

S'agissant de l'organe de contrôle, certains délégués estiment qu'il devrait être composé de Burundais et d'étrangers (partis essentiellement hutus et le parti PARENA de l'ancien président tutsi, Jean-Baptiste Bagaza), tandis que d'autres proposent que seuls les Burundais en soient membres.

Les partis hutus et un parti tutsi, le RADDES, proposent par ailleurs que l'organe de contrôle et de suivi de l'application de l'accord ait des "pouvoirs de décision par consensus" tandis que le gouvernement, l'assemblée nationale et l'ancien parti unique, l'UPRONA, considèrent qu'il devrait avoir "des pouvoirs consultatifs".

Les délégués évoquent également la création des sous-comités pour la défense et la sécurité, le rapatriement des réfugiés et les questions de réhabilitation et d'insertion, les réformes dans l'administration publique et dans le secteur judiciaire, les questions électorales et la rédaction du projet de constitution définitive.

S'agissant du sous-comité pour la défense et la sécurité, son rôle serait de garantir le strict respect du cessez-le-feu et de la cessation définitive des hostilités, garantir la protection et la sécurité des institutions, des partis politiques et des groupes associatifs légaux, des personnalités politiques, judiciaires et autres, des observateurs et experts étrangers et des populations.

Le sous-comité défense serait également chargé de contrôler et de garantir les réformes convenues pour l'intégration des éléments des parties et mouvements politiques armés dans les nouveaux corps de défense et de sécurité, assurer la formation ou le recyclage des forces de défense ou de sécurité, assurer la réinsertion dans la vie civile des éléments démobilisés, rechercher les caches d'armes et récupérer les armes détenues par les populations civiles, assurer les opérations de déminage etc...

Les missions de ce sous-comité seraient assurées "soit uniquement par la force internationale de maintien de la paix et de la sécurité composée de 8.000 policiers et de 12.000 militaires", selon la proposition de sept partis à dominante hutue, "soit en partie par les nouvelles forces de défense et de sécurité et en partie par une commission technique mixte", selon une proposition du gouvernement, de l'assemblée nationale, de l'UPRONA et du Parti social démocrate (PSD, tutsi), soit par "une combinaison de ces deux options, avec un effectif international de 1000 à 2000 hommes à intégrer dans une commission technique mixte" selon une proposition du PARENA.

Au niveau du sous-comité chargé des réformes dans le secteur judiciaire, les partis à dominante hutue proposent que, le jour de la signature de l'accord, il soit procédé à la libération de tous les prisonniers politiques et de tous les prisonniers sans dossier, la fin de la fermeture de tous les camps de regroupement forcé, l'immunité judiciaire en faveur de tous les acteurs politiques, militaires et policiers pour les crimes et délits à caractère politique antérieurs à la signature de l'accord, jusqu'à la réalisation des réformes convenues dans le secteur judiciaire et à la publication des rapports d'enquête judiciaire prévue par le protocole d'accord de la commission chargée de la nature du conflit.

La crise burundaise a éclaté en octobre 1993, après l'assassinat du premier président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, au cours d'une tentative de coup d'Etat militaire dans laquelle ont également péri plusieurs des ses collaborateurs.

AT/PHD/FH (BU%0523A)

22 MAI 2000

BURUNDI NEGOCIATIONS

MANDELA RENCONTRE LES REBELLES BURUNDAIS

Arusha, 22 mai 2000 (FH) - Le facilitateur dans les pourparlers interburundais de paix, l'ancien président sud africain Nelson Mandela, a entamé lundi, en Afrique du Sud, des discussions à huis clos avec les rebelles burundais, dont les groupes dissidents qu'il essaie d'amener à la table des négociations

Le porte-parole de Mandela, Zelda le Grange, a indiqué que tous les cinq groupes rebelles sont déjà présents en Afrique du Sud. Elle a précisé que Mandela avait déjà rencontré séparément, lundi à Johannesburg, le Palipehutu et le Frolina, et prévoyait rencontrer mardi la principale branche du CNDD, et les deux groupes dissidents, CNDD-FDD et le FNL.

Il y avait eu certains doutes quant à la participation du CNDD-FDD, compte tenu des déclarations, la semaine dernière, du chef de ce groupe, Jean Bosco Ndayikengurukiye. Des sources bien informées indiquent que Ndayikengurukiye n'assiste pas en personne aux entretiens, mais a délégué un représentant de haut niveau.

Le ministre burundais du processus de paix, Ambroise Niyonsaba, et certains officiers de haut rang de l'armée burundaise, sont également en Afrique du Sud pour des entretiens avec Mandela. La Facilitation espère réunir ensemble toutes les parties ce mercredi. De source diplomatique, on indique que le but principal est d'arriver à un accord de cessez-le-feu et mettre fin à six ans de guerre au Burundi.

Des pourparlers de paix interburundais se déroulent depuis deux ans à Arusha, en Tanzanie, sur fonds de violences qui continuent à faire rage sur le terrain au Burundi.

Mandela a commencé son travail de facilitateur en février dernier, en remplacement du feu Julius Nyerere, ancien président tanzanien. Avec son équipe de la facilitation, il espère accélérer le processus, notamment en faisant des propositions de compromis. La Facilitation espérait un accord de paix en juin prochain, mais cela semble quelque peu trop optimiste.

Le grand obstacle était jusque-là l'absence de rebelles dissidents Hutu, qui combattent toujours au Burundi, notamment le CNDD-FDD et le FNL. La présente rencontre à Johannesburg entend débrayer le terrain d'une session de négociations de la commission sur la sécurité (Commission III), prévue à Arusha à partir du 29 mai.

Cette commission se heurte toujours au problème du cessez-le-feu et la réforme de l'armée majoritairement tutsi.

BN/JC/PHD/FH (BU%0523A)

22 MAI 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

LA COMMISSION SUR LES GARANTIES D'UN ACCORD DE PAIX SE RETROUVERA LE 12 JUIN

Arusha, 22 mai 2000 (FH) - La commission issue des négociations inter-burundaises chargée des garanties de l'application de l'accord de paix attendu se retrouvera le 12 juin.

Les chefs des dix-neuf délégations qui la composent ont terminé samedi, à Arusha, une semaine de discussions, affirmant qu'ils ont fait de bons progrès. Les yeux sont actuellement braqués sur la rencontre de cette semaine entre le médiateur sud-africain, Nelson Mandela, le gouvernement, l'armée et les représentants des groupes rebelles.

"Je crois que cette commission aura besoin de se rencontrer au moins une fois de plus," a indiqué le Mozambicain Armando Guebuza, qui a présidé la session de la semaine dernière. Le travail de la commission est l'établissement d'une liste de garanties nécessaires à l'application de l'accord de paix escompté.

Armando Guebuza a indiqué à l'Agence Hironnelle que les négociateurs se sont convenus de travailler sur un document en quinze points élaboré par la médiation, sur la base des propositions émanant des dix-neuf délégations prenant part aux pourparlers d'Arusha.

Guebuza a signalé que l'on a déjà abordé onze des quinze points à l'ordre du jour, bien que "cela ne signifie pas que nous nous sommes mis d'accord", a-t-il dit.

Désaccord sur la force onusienne

Le principal point de désaccord est de savoir si l'on va, ou non, demander la présence d'une force onusienne de maintien de la paix, chargée de superviser l'application de l'accord de paix espéré.

Certaines délégations, essentiellement du côté hutu, estiment que cette présence est indispensable, tandis que d'autres, essentiellement du côté tutsi, la considèrent comme une force d'occupation. Guebuza a indiqué qu'une autre difficulté vient du fait que certaines questions clés n'ont pas encore été résolues au niveau des autres commissions, ce qui tend à compliquer le débat.

Il n'est pas clair si la question de la force onusienne sera décidée au niveau de la commission chargée de la sécurité pour tous (commission III) ou celle chargée des garanties (commission V), a déclaré Guebuza. Il a cependant souligné que la commission des garanties est composée des chefs de délégations, expliquant que "si la commission III ne prend pas de décision, quelqu'un d'autre doit la prendre".

Les négociations durent depuis deux ans, avec la poursuite de la violence sur le terrain, mais la médiation avait espéré qu'un accord de paix serait atteint au mois de juin.

Le grand obstacle a été jusqu'ici l'absence des groupes rebelles hutus dissidents qui combattent au Burundi, que Mandela essaye actuellement d'amener à intégrer le processus d'Arusha. Le médiateur devrait rencontrer les rebelles, y compris les groupes dissidents, l'armée et le gouvernement à Johannesburg, du 23 au 25 mai. Certains délégués ont quitté Arusha le week-end dernier pour l'Afrique du Sud.

La réunion de Johannesburg devrait préparer celle de la commission III prévue le 29 mai. Cette commission devrait débattre de la cessation des hostilités et de la question controversée de la réforme de l'armée dominée par les Tutsis. Un autre point encore en suspens est la gestion de la période de transition ainsi que le système électoral, sur l'agenda de la commission III, chargée de la démocratie et de la bonne gouvernance. Les chefs de délégations ont également abordé cette question la semaine dernière, mais aucun consensus ne s'est dégagé.

JC/AT/PHD/FH (BU%0522A)

19 MAI 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

NEGOCIATEURS DIVISES SUR L'ENVOI D'UNE FORCE ONUSIENNE POUR GARANTIR L'ACCORD DE PAIX

Arusha, 19 mai 2000 (FH) - Les chefs des partis en négociations de paix pour le Burundi réunis à Arusha depuis lundi restent divisés sur la question de l'envoi éventuel d'une force onusienne pour garantir la mise en application de l'accord de paix en vue.

A la lumière des exposés faits jeudi par des experts des Nations Unies au sujet des missions de maintien de la paix de l'ONU, deux tendances se sont dégagées. Certains estiment qu'une force onusienne est incontournable pour fournir de l'aide notamment dans les domaines de la démobilisation, du maintien de l'ordre et de l'assistance humanitaire, alors que d'autres disent qu'ils la prendraient comme "une force d'occupation".

L'un des experts des Nations Unies a cependant précisé que dans les cas semblables à celui du Burundi dont la guerre civile est caractérisée par des factions rebelles qui combattent l'armée, une mission onusienne ne serait envoyée que si toutes les parties concernées se disent favorables. "Nous n'allons pas envoyer une force qui va se faire prendre en otage par les rebelles ou par les soldats de l'armée burundaise," a déclaré cet expert, Christopher Coleman, répondant à une question d'un délégué qui avait fait allusion à la situation qui prévaut en Sierra Leone.

L'expert a par ailleurs affirmé que la mésaventure onusienne au Rwanda restait une grande tâche d'ombre dans l'histoire des Nations Unies. "Nous avons appris beaucoup de leçons au Rwanda," a dit Coleman, avant d'ajouter que "dans le bilan des Nations Unies, il y a plus de réussites que d'échecs, mais même s'ils devaient rester peu nombreux, ces échecs ternissent notre image".

Les délégués ont pour leur part pointé du doigt l'insuffisance de l'implication des Nations Unies vis-à-vis des conflits africains. "Pour la première fois que nous avons un Secrétaire Général des Nations Unies africain, noir, les conflits se sont généralisés en Afrique," a relevé un délégué, avant d'ajouter que c'était "d'autant plus curieux que cette institution pratique un système de deux poids deux mesures selon les régions du monde où elle intervient".

Le même expert des Nations Unies a suggéré aux négociateurs de paix burundais d'associer les Nations Unies à chaque étape du compromis, afin qu'il y ait planification en temps utile. "Il faut au moins quatre mois au système onusien pour déployer une mission d'observation ou de maintien de la paix, et s'il fallait attendre la signature de l'accord de paix pour commencer la planification, l'ONU mettrait du temps pour vous venir en aide," a conclu l'expert.

Les chefs des partis forment la "Commission Cinq" des négociations, chargée de la mise en application et des garanties de l'accord de paix en vue pour le Burundi.

Parallèlement aux exposés faits par les experts des Nations Unies sur les garanties des accords de paix, les différents systèmes électoraux, et les missions de maintien de la paix, d'observation, ou humanitaires de l'ONU, les délégués ont débattu sur les questions encore en suspens, tels que la gestion de la transition et le mode électoral à adopter à la fin de la transition.

Le processus de paix aura duré aujourd'hui deux ans, alors que la violence continue de faire rage sur le terrain au Burundi. La facilitation, menée par l'ex-président sud-africain Nelson Mandela, espère pour sa part qu'un accord de paix pourrait être conclu d'ici le mois de juin, mais l'un des

obstacles majeurs a été notamment l'absence à la table des négociations des rebelles toujours en guerre au Burundi.

Mandela fournit beaucoup d'efforts pour les associer au processus d'Arusha, et dans cette perspective, il devrait rencontrer à Johannesburg, du 23 au 25 mai, les chefs rebelles, y compris les dissidents, et des représentants du gouvernement et de l'armée burundaise. A cet effet, certains chefs de délégations présents à Arusha se rendront pendant le week-end à Johannesburg, affirment des sources proches des délégués.

La rencontre de Johannesburg devrait déblayer le terrain pour une session de la "Commission Trois" chargée des questions de sécurité, prévue le 29 mai à Arusha. Cette commission "paix et sécurité pour tous" doit encore trouver un compromis sur les modalités d'un cessez-le feu, et la question controversée de la restructuration de l'armée.

CR/PHD/FH (BU%0519a)

16 MAI 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

REPRISE DES NEGOCIATIONS DE PAIX A ARUSHA

Arusha, 16 mai 2000 (FH) - Les chefs de délégations des partis politiques impliqués dans le processus de négociations de paix inter-burundaises sont réunis depuis lundi à Arusha pour examiner les garanties du futur accord de paix et les autres questions en suspens.

Ces délégués forment la "Commission Cinq" de négociations, chargée de la mise en application et des garanties de l'accord de paix en vue pour le Burundi. Pendant une semaine, ils se pencheront sur les différentes propositions soumises par les dix-neuf partis en négociations.

Selon un communiqué de presse issu du bureau de la facilitation, ces propositions portent notamment sur "les garanties internes et externes", en considérant "la qualité de l'accord en vue, la sincérité et l'engagement de ses signataires, le soutien des Burundis à cet accord, les institutions de transition à mettre en place, le programme de mise en application de l'accord, la viabilité de cet accord, et le contrôle de sa mise en application". Lundi, les négociateurs burundais présents à Arusha ont été informés par un consultant des Nations Unies, sur le processus électoral et la gestion de la transition.

"Il s'agissait essentiellement de nous exposer les différents modes électoraux qu'on a connus en Afrique et nous avons essayé d'établir une relation avec la situation du Burundi," a déclaré mardi le président du Parti social démocrate (PSD), Godefroid Hakizimana (tendance tutsie), à l'agence Hirondelle. Hakizimana par ailleurs indiqué que dès mardi après-midi, les délégués entameront des consultations pour examiner les points encore en suspens, tels que la gestion de la transition et le mode électoral à adopter à la fin de la transition.

Les négociations d'Arusha se déroulent sous la facilitation de l'ancien président sud-africain Nelson Mandela, qui a remplacé en février dernier l'ancien président tanzanien, feu Julius Nyerere. Ce processus de paix a traîné en longueur pendant deux ans, alors que la violence continue de faire rage sur le terrain au Burundi, mais la facilitation espère qu'un accord de paix pourrait être conclu d'ici le mois de juin.

L'un des obstacles majeurs a été notamment l'absence autour de la table des négociations des rebelles toujours en guerre au Burundi. Nelson Mandela fait beaucoup d'efforts pour les associer au processus d'Arusha, et dans cette perspective, il devrait rencontrer à Johannesburg, du 23 au 25 mai, les chefs rebelles, y compris les dissidents, et des représentants du gouvernement et de l'armée burundaise.

La rencontre de Johannesburg devrait déblayer le terrain pour une session de la Commission Trois chargée des questions de sécurité, prévue le 29 mai à Arusha. Cette commission "paix et sécurité pour tous", doit encore trouver un compromis sur les modalités d'un cessez-le feu, et la question controversée de la restructuration de l'armée.

CR/JC/PHD/FH (BU%0516a)

9 MAI 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

CINQ PARTIS BURUNDAIS FAVORABLES A UNE FORCE INTERNATIONALE

Arusha,9 mai 2000 (FH) - Cinq partis politiques et des représentants de la société civile burundaise tentent de dissiper les craintes de recours à une éventuelle force internationale de maintien de la paix durant la période de transition, a-t-on appris mardi à Arusha.

Les représentants du Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU, hutu), le Parti du Peuple (PP, hutu), le Rassemblement du peuple burundais (RPB, hutu), l'Alliance burundo-africaine pour le salut (ABASA, tutsi), et le Parti pour le redressement national (PARENA, tutsi) ont tenu une conférence de presse samedi dernier à Bujumbura, au cours de laquelle ils ont expliqué l'utilité d'une force internationale en cas de signature d'un accord de paix.

Tous ces partis participent aux négociations de paix inter-burundaises qui reprennent la semaine prochaine à Arusha.

"Nous voulions dissiper la peur des Burundais. Qu'ils comprennent qu'il ne s'agit pas d'une recolonisation," a indiqué le vice-président du Parti du peuple (PP, hutu), Sévérin Ndikumugongo, joint par téléphone depuis Bujumbura, par l'agence Hirondelle.

"Cette force serait une bonne chose, parce que ce serait dans le cadre des garanties du respect de l'accord de paix," a expliqué Sévérin Ndikumugongo.

Participaient également à la conférence de presse un représentant des Baganwa (minorité tutsie de laquelle étaient issus les anciens rois) et l'ancien premier ministre Anatole Kanyenkiko, en tant que membres la société civile. Anatole Kanyenkiko représentait les anciens dignitaires traditionnels (Abashingantahe ou "sages").

La commission chargée des garanties du respect de l'accord en négociation se réunit dès lundi prochain à Arusha, selon la médiation dirigée par l'ancien président sud-africain, Nelson Mandela. "Nous voulons que les Burundais n'aient pas peur d'un accord de paix imminent," a dit Sévérin Ndikumugongo.

Les organisateurs de la conférence de presse de samedi se présentent comme une Alliance nationale pour le changement (ANAC). Créée le 4 décembre dernier, l'ANAC comprend également la Solidarité jeunesse pour la défense des minorités (SOJEDEM, proche de l'ancien président Jean-Baptiste Bagaza). Le Parti libéral (PL) participe à certaines réunions de l'ANAC et le Parti pour la réconciliation populaire (PRP) y est "favorable mais ne s'implique pas beaucoup", selon Sévérin Ndikumugongo.

La question de la force internationale de maintien de la paix après la signature d'un accord de paix au Burundi est un des points non encore résolu dans les pourparlers qui se déroulent à Arusha depuis deux ans. Les partis à dominante hutue y sont généralement favorables, tandis que les partis pro-tutsis s'y sont souvent opposés, notent les observateurs.

AT/PHD/FH (BU%0509A)

4 MAI 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

LES POURPARLERS DE PAIX INTER-BURUNDAIS REPRENENT LE 23 MAI

Arusha, 4 mai 2000 (FH) - Le médiateur dans les pourparlers de paix inter-burundais, Nelson Mandela, rencontrera les délégués du gouvernement, de l'armée et des groupes rebelles du 23 au 25 mai à Johannesburg, pour préparer le prochain round des négociations prévu à Arusha.

Le représentant tanzanien du médiateur, le juge Mark Bomani a indiqué jeudi que la prochaine session des négociations d'Arusha aura lieu le 29 mai, avec la dernière rencontre de la commission traitant de la paix et de la sécurité pour tous (commission n° III).

Le juge Bomani a signalé que cinq groupes rebelles devraient être représentés à Johannesburg : les FDD (Forces pour la défense de la démocratie), le FNL (Front national de libération), le PALIPEHUTU (Parti pour la libération du peuple hutu), le CNDD (Conseil national pour la défense de la démocratie) et le FROLINA (Front pour la libération nationale). Les deux premiers sont des groupes dissidents que Mandela espère amener à la table des négociations.

Mandela devrait d'abord rencontrer les groupes rebelles, ensuite le côté gouvernemental. Mark Bomani a déclaré que le médiateur devrait ensuite tenir une réunion regroupant toutes les parties.

Le juge Bomani a ajouté que les FDD et le FNL devraient assister à la prochaine session des négociations d'Arusha, s'ils le jugent nécessaire. "Leur préoccupation est de discuter du cessez-le-feu et de l'intégration [des rebelles dans l'armée nationale]. Si ces questions sont résolues à Johannesburg, on pourrait se convenir qu'ils ne devraient pas venir", a expliqué Bomani

La question de la cessation des hostilités et celle de la réforme de l'armée sont un des principaux points d'achoppement de ces négociations, qui viennent de durer plus de deux ans. Mandela et l'équipe de la médiation espèrent qu'un accord de paix puisse être atteint d'ici le mois de juin, mettant ainsi un terme à une guerre civile qui ravage le Burundi depuis six ans.

JC/AT/PHD/FH (BU%0504A)

18 AVRIL 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LE PROJET D'ACCORD DE PAIX DEVRAIT ETRE PRET AVANT JUIN

Arusha, 18 avril 2000 (FH) - Le projet d'accord de paix pour le Burundi devrait être prêt avant le mois de juin, selon le président de la deuxième commission burundaise de négociations, le professeur sud-africain Nicholas Haysson.

Dans un point de presse tenu mardi à Arusha, le professeur Haysson a indiqué que l'équipe de la facilitation se réunira au cours de la première semaine de mai pour préparer un projet de compromis. "Je suis optimiste qu'un accord est possible", a-t-il dit, avant d'ajouter que la facilitation est aujourd'hui mieux placée pour en rédiger le projet. "Les négociations se déroulent dans un contexte difficile et sont chargées d'émotions", a-t-il poursuivi, mais "nous sommes plus que jamais focalisés".

Le professeur Haysson a laissé entendre que les positions de toutes les parties en présence aux négociations ont été exprimées et qu'il ne restait qu'à mettre en avant un projet qui les reflète. "Ils sont dix-neuf et nous espérons qu'ils seront peut-être vingt et un; jusque là, il n'y a pas de compromis en tant que tel", a-t-il précisé.

La deuxième commission de négociations inter-burundaises chargée de la démocratie et de la bonne gouvernance, devrait clôturer jeudi une session de deux semaines tenue à Arusha. Elle aura notamment abordé les questions relatives au système électoral et aux institutions de transition.

Le professeur Haysson a indiqué que bon nombre des parties s'entendent sur le principe des élections démocratiques prévoyant des mécanismes qui sécuriseraient la minorité tutsie. Au sujet de la transition, le professeur Haysson a dit qu'il proposera une durée de transition de trois ans, compte tenu des positions d'un grand nombre de parties qui varient entre deux et cinq ans.

Quant aux instruments de la transition, le professeur Haysson a déclaré que deux positions se dégagent, à savoir l'inclusion de toutes les parties dans les institutions, et le retour à la situation qui prévalait en 1993 avant l'assassinat du président Ndadaye.

La deuxième commission devrait présenter son projet final dans deux semaines, selon son président. Cette commission poursuit ses travaux, parallèlement à la commission cinq, chargée d'étudier les garanties de la mise en application de l'accord de paix, qui a commencé ses travaux lundi.

CR/BN/PHD/FH (BU%0418a)

10 AVRIL 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

LA COMMISSION "DEMOCRATIE ET BONNE GOUVERNANCE A REPRIS SES TRAVAUX

Arusha, 10 avril 2000 (FH) - La commission des négociations inter-burundaises chargée de la démocratie et de la bonne gouvernance a entamé lundi une session qui devrait durer une semaine, a-t-on appris à Arusha.

Les délégués devraient se pencher sur les problèmes relatifs aux élections et au gouvernement de transition, a indiqué le président de cette commission, le Sud-africain Nicholas Haysom.

Nicholas Haysom a expliqué que les délégués ne se sont pas encore mis d'accord sur le système électoral à appliquer au Burundi ni sur les modalités de la transition, y compris sa durée et qui devrait la diriger.

Nicholas Haysom a précisé que la commission a déjà traité 95% des points inscrits à son agenda, exprimant l'espoir que l'accord de paix inter-burundais pourrait être signé au mois de juin prochain.

Cette session devrait être la dernière au niveau de la commission sur la démocratie et la bonne gouvernance, a déclaré à l'agence Hirondelle Nicholas Haysom, la prochaine étape étant une mise en commun des travaux de l'ensemble des commissions, sous l'égide du médiateur, l'ancien président sud-africain Nelson Mandela.

Les autres commissions issues des négociations inter-burundaises sont celles de la nature du conflit, de la paix et de la sécurité pour tous, de la reconstruction et du développement économique ainsi que celle des garanties pour l'application de l'accord de paix attendu.

La commission sur les garanties se réunira la semaine prochaine à Arusha, tandis que celle sur la sécurité sera conviée dès que l'on sera assurée de la participation des groupes armés.

Lors du dernier round des pourparlers au mois de mars, le médiateur avait accordé un délai de trois semaines aux dix-neuf délégations participant aux négociations afin qu'elles donnent leurs dernières propositions, avant la rédaction finale d'un projet d'accord.

NI/ AT /FH (BU%0410A)

2 AVRIL 2000

LES DELEGUES AUX POURPARLERS DE PAIX BURUNDAIS JUGENT POSITIVE LA DERNIERE SESSION DES NEGOCIATIONS

Arusha, 2 Avril 2000 (FH) - Les délégués aux pourparlers de paix inter-burundais, de manière générale, jugent positive la dernière session des négociations qui s'est achevée la semaine dernière à Arusha.

"Ce round a été positif parce qu'il a été soutenu par plusieurs chefs d'état africains et beaucoup de personnalités étrangères, et qu'ensuite ils ont abordé la dernière commission, la commission des garanties (pour un éventuel accord de paix)", a déclaré l'ancien président Jean-Baptiste Bagaza (Tutsi) à l'agence Hironnelle, vendredi.

Sylvestre Ntibantunganya, l'ex-président Hutu renversé par l'actuel président Pierre Buyoya lors du coup d'état de 1996, a été plus expansif, louant les mérites du nouveau médiateur (facilitateur), le Sud-Africain Nelson Mandela.

"J'ai toujours parlé de la magie de nos facilitateurs" a dit Ntibantunganya. "La première magie a été celle de Mwalimu (le président tanzanien, feu Julius Nyerere), qui a pu, malgré les divergences parfois meurtrières qui existaient entre les Burundais, malgré les méfiances que nous avons, qui a pu nous tenir, nous réunir et nous amener à discuter.[...] Il y a également la magie de Mandela qui est là aujourd'hui, (...) (et qui consiste à) mettre les Burundais non pas le dos contre le mur, mais face à la vérité que nous n'aimons pas. Et là je pense que nous sortons progressivement d'une certaine torpeur. [...] Et je pense que cela est en train de produire des résultats.

Léonard Nyangoma, leader du parti rebelle CNDD (Hutu) a considéré ces quatre jours de négociations comme un "succès important". A l'instar de plusieurs autres délégués, il a souligné l'importance de la session plénière de lundi, au cours de laquelle des chefs d'Etat africains ont prodigué leurs "conseils" aux Burundais. "Nous avons beaucoup apprécié le discours du président Obasanjo (Nigeria) sur la gestion de l'Etat par les militaires", a confié Nyangoma à Hironnelle. "Le constat pour lui, c'est un échec total, les militaires n'ont pas pu ramener la démocratie, ils n'ont pas pu gérer le pays. Donc c'est un clin d'œil qu'il faisait au régime militaire de Bujumbura, en quelque sorte à Buyoya, à qui il demandait de quitter rapidement le pouvoir et de remettre le pouvoir au peuple".

Nyangoma a toutefois estimé que la première session de la nouvelle Commission Cinq, qui traite des garanties pour la mise en œuvre de la paix, avait été difficile. Le professeur André Nkundikije, leader du parti pro-Tutsi, AV-Intwari, partage le même avis. "C'est vrai par rapport aux autres sessions, cette session n'a pas été très productive a dit Nkundikije à Hironnelle, "parce que nous avons à étudier un problème extrêmement difficile, à savoir, la garantie des accords. Certes, on a perdu beaucoup de temps en essayant de voir qui en l'absence de Mandela devrait diriger cette session. Bon, le président Mandela avait désigné M. Bomani (Tanzanie), pour qu'il soit président de la cinquième Commission. Une partie des partis ont contesté cette nomination (...), (et) nous avons passé la plupart du temps à discuter sur cette question.

"Mais" a-t-il poursuivi, "mon appréciation, c'est que quand même on a débuté" Certains des partis de la ligne dure pro-Tutsis ont rejeté la présidence de la nouvelle et vitale Commission Cinq par le juge Mark Bomani en raison de sa nationalité tanzanienne, estimant que ce pays n'est pas neutre dans le conflit burundais.

Parmi les faits les plus marquants, figure peut être la promesse de Mandela d'amener les dissidents des groupes rebelles Hutus CNDD-FDD et FNL à la table des négociations pour la

prochaine session des négociations, ce que le bureau de la médiation espère encore réalisable pour le mois d'avril.

Ceci en dépit d'obstacles qui doivent encore être levés, telles que les conditions posées par les rebelles et les luttes de pouvoir entre les dirigeants du courant principal du CNDD, présents aux pourparlers, et les dissidents du CNDD-FDD.

L'agence Hirondelle a demandé à Nyangoma, leader du CNDD, ce qu'il pensait de la participation aux négociations du CNDD-FDD, conduit par Jean-Bosco Ndayikengurukiye. "C'est vrai", a concédé Nyangoma, "il y en a qui ont quitté notre mouvement, le CNDD et sa branche armée le FDD, c'est le cas notamment de Jean-Bosco, et si c'est pour ramener la paix, si c'est pour accélérer ce processus de négociation, nous ne nous opposons pas à ce que Jean-Bosco ou d'autres puissent participer à ce processus de négociations, pourvu que nous respections toujours le règlement général de ces négociations".

A la question de savoir comment trouver une solution au problème de procédure, Nyangoma a répondu : "Je pense qu'il faudrait poser la question au facilitateur. S'ils les a invités, je pense qu'il doit tout faire pour respecter en premier lieu le règlement général des négociations". "Le FDD c'est toujours une branche du CNDD. Moi, je dis que certainement seul le facilitateur sait dans quelles conditions ils vont participer sans entrer en contradiction avec la loi principale qui régit ces négociations." Nyangoma a par ailleurs affirmé faire confiance à Mandela, en qui il voit un infatigable combattant pour la liberté et la démocratie et un homme de parole.

Mandela a annoncé qu'il se rendrait bientôt au Burundi, afin d'y rencontrer des membres de l'armée. La réforme des forces armées (essentiellement tutsies) figure parmi les questions les plus épineuses qui doivent être débattues autour de la table des négociations. Interrogé sur la question de savoir s'il pensait que les militaires étaient prêts à accepter un accord de paix, l'ancien président Bagaza (renversé lors du premier coup d'Etat de Buyoya) a répondu à l'agence Hirondelle que : "A mon sens les militaires n'ont jamais posé de problème dans ces affaires, ce sont plutôt les politiques. Si nous avons un accord de paix, les militaires ne seront qu'enchantés". Il a ajouté que le fait que Mandela aille au Burundi pour rencontrer les militaires était "une bonne démarche".

Questionné sur la manière dont les problèmes entre les politiciens pourraient trouver une solution, Bagaza a répondu que "tout Burundais qui a une parcelle d'autorité, de pouvoir politique, social et autre devrait être concerné et coopérer beaucoup plus. Mandela n'est qu'un Facilitateur, la chose est inter-burundaise de toute façon. Si nous signons un accord de paix, demain si les Burundais ne parviennent pas à chasser les démons de la division, la crise reprendra. Donc ils appartient à nous, Burundais, de vouloir être raisonnable et de vouloir construire un pays digne de ce nom."

Mandela a proposé que Buyoya, l'actuel président, et les deux présidents précédents participant aux négociations, y jouent un rôle prépondérant. Hirondelle a demandé à Bagaza s'il avait eu des entretiens en ce sens avec Buyoya. "Non, pas encore", a-t-il répondu. "Je pense qu'on se concertera quand on ira signer" (l'accord de paix).

Ntibantunganya a dit qu'il avait "apprécié la présence du président Buyoya" aux négociations de la semaine passée. "Qu'il soit là. Qu'il entende des personnalités comme Mandela parler au Burundais". "Et je souhaiterais" a-t-il poursuivi, "que dans les prochains jours, sa présence soit davantage fréquente. Il est leader d'un groupe politique Burundais, il a une certaine ascendance sur certaines délégations (...) (et) partis politiques (...). En ce moment ultime, en ce moment fatidique, comme disait un des chefs de délégation ici, il est nécessaire que tous les grands leaders soient ensemble, et Buyoya est un des grands leaders de ce pays. Il faut qu'il vienne,

qu'on cherche justement ensemble le compromis historique dont le Burundi a besoin. Et c'est un souhait."

Avec la réforme de l'armée, le problème de la désignation du chef du gouvernement burundais de transition est probablement le problème le plus difficile à résoudre. Dans son discours tenu lors de la session plénière de mardi dernier, Mandela a mis en garde les délégués contre la tentation de penser à leurs intérêts personnels et les a incité à considérer en premier l'intérêt de leur pays.

Vous devez savoir", leur a-t-il dit, "qu'une fois que nous serons parvenu à un accord ici, surgira le réel enjeu pour nous tous, à savoir, qui conduira le gouvernement de transition et quelle sera la durée de la transition. On a l'impression, à vous voir, que la plupart d'entre vous se demande : << Ferai-je partie de ce gouvernement de transition ? >>. Ce sentiment existe, mais je reste persuadé que vous êtes des leaders capables de répondre aux attentes suscitées, et que ce sentiment n'est pas forcément exacte."

"Je suis convaincu que vous ne me décevrez pas" a continué Mandela, "parce que ce problème du Burundi ne trouvera jamais de solution sans vous. Mais pour y apporter une solution, nous devons parler d'une seule voix. Nous devons oublier le passé et penser au présent et au futur de nos enfants au Burundi."

JC/KAT/FH (BU%0402a)

NEWS DU 1ER AVRIL 2000

BURUNDI / NEGOCIATIONS

LES POURPARLERS DE PAIX INTER-BURUNDAIS DEVRAIENT REPRENDRE AU COURS DU MOIS

Arusha, 1 avril 2000 (FH) - Au moment où le rideau tombait sur le dernier round des pourparlers de paix inter-burundais, vendredi dernier, le représentant du médiateur, le Tanzanien Mark Bomani, a annoncé que les négociations devraient reprendre vers la fin du mois d'avril.

Mark Bomani a indiqué que la deuxième commission, chargée de la démocratie et de la bonne gouvernance, se réunira le 10 avril, tandis que la cinquième commission devrait se rencontrer le 17 avril. Cette dernière commission vient d'être mise en place, à l'initiative du médiateur Nelson Mandela, pour établir les garanties nécessaires à l'application d'un éventuel accord de paix.

La médiation espère que la troisième commission, sur la paix et la sécurité pour tous, tiendra également sa réunion au cours de ce mois, mais il faut du temps pour que les négociations en vue d'intégrer les groupes rebelles hutus dissidents aboutissent.

"La commission numéro trois se réunira à une date qui sera décidée après que les groupes armés auront eu leurs consultations," a déclaré Bomani aux journalistes. "Nous espérons que cette rencontre aura lieu au mois d'avril également".

Mark Bomani a ajouté que la médiation avait l'espoir que les Forces pour la défense de la démocratie (FDD) et le Front pour la libération nationale (FNL) pourraient participer à cette session des pourparlers de la troisième commission. L'absence des rebelles a retardé les discussions sur le cessez-le-feu et la réforme de l'armée à majorité tutsie.

Dans un discours adressé aux négociateurs burundais la semaine dernière, Mandela avait déclaré que ses rencontres avec les leaders des FDD et du FNL avaient été positives et que les rebelles avaient promis de rejoindre la table des négociations sans poser de conditions.

Un porte-parole des FDD a par la suite affirmé que les conditions préalables n'avaient pas été levées. Ces conditions sont que le gouvernement burundais devrait libérer les prisonniers politiques et démanteler les camps de regroupement. Le porte-parole s'est néanmoins déclaré confiant en ce que Mandela pourrait faire pression sur le gouvernement pour que ces conditions soient remplies.

JC/AT/PHD/FH (BU%0401A)

29 MARS 2000

BURUNDI

LES REBELLES MAINTIENNENT LEURS CONDITIONS POUR SE JOINDRE AUX POURPARLERS D'ARUSHA

Arusha, 29 mars 2000 (FH) - Un porte-parole du groupe rebelle dissident hutu, le CNDD-FDD, a indiqué que les rebelles maintenaient leurs conditions pour se joindre aux pourparlers de paix inter-burundais à Arusha, en Tanzanie, malgré les affirmations contraires du nouveau médiateur, Nelson Mandela, selon l'Agence de presse indépendante Hirondelle.

" Il y a deux conditions " indique Jérôme Ndiho, porte-parole du FDD, parlant au téléphone depuis la Belgique, mercredi " le gouvernement doit démanteler les camps de concentration de type nazi (...) et libérer les prisonniers politiques ".

Le gouvernement du Burundi, dirigé par les Tutsis a contraint une population civile estimée à 300'000 personnes, principalement hutue, à s'établir dans des camps de déplacés, justifiant cette mesure par des raisons de sécurité. Les conditions de vie dans ces camps sont réputées extrêmement difficiles.

Ndiho indique que le leader du FDD, Jean Bosco Ndayikengurukiye, a clairement mentionné ces demandes lors de sa récente rencontre avec Mandela à Johannesburg et que Mandela a promis de faire de son mieux pour que les exigences des rebelles soient prises en compte. " Nous sommes confiants qu'il le fera " a ajouté le porte-parole.

Mandela avait indiqué aux négociateurs mardi que les groupes rebelles dissidents avaient accepté de se joindre aux discussions de paix à Arusha, en Tanzanie, sans conditions.

Il avait indiqué avoir été très impressionné par Jean-Bosco Ndayikengurukiye, leader du FDD, et Kabura Cossana, leader du FNL lors des entretiens qu'il avait eus avec eux. "Ils sont venus vers moi avec (...) des conditions difficiles qui auraient pu rendre la rencontre très difficile. Quand je leur ai dit que ce n'était pas la façon d'agir pour des leaders voulant l'unité et la paix et qu'ils devaient donc retirer leurs conditions, ils ont immédiatement retirés ces conditions et viendront ici en avril en interlocuteurs s'impliquant pour la paix".

Il apparaît que les conditions existent néanmoins. Mandela a du reste déjà exercé des pressions afin que ces conditions soient remplies. Parlant mardi, alors qu'il était assis à côté du Président du Burundi, Pierre Buyoya, il a déclaré que des innocents "se morfondent en prison, simplement parce qu'ils ne sont pas d'accord avec le chef d'état. D'autres ont été envoyés dans des camps de regroupement et les Nations Unies ont déclaré que ces camps de regroupement étaient invivables pour n'importe quel être humain (...). Cette situation est totalement inacceptable".

S'exprimant après coup, Buyoya a réaffirmé la position de son gouvernement qui estime que la fermeture des camps de déplacement était une question interne et qu'elle dépendait de la situation en matière de sécurité. Les autorités burundaises ont néanmoins indiqué mercredi qu'elles avaient d'ores et déjà procédé à la fermeture de 23 camps, permettant à quelque 70000 personnes de retourner chez elles et qu'elles prévoyaient de continuer les fermetures.

La question des prisonniers politiques risque néanmoins d'être plus épineuse.

"Quand le Président parle des camps de regroupement, nous disons que cette question peut sans doute être résolue assez facilement car cela dépend seulement de la situation de sécurité " avait

indiqué Buyoya à Arusha mardi. " Mais, pour la question des prisonniers politiques, nous devons déterminer qui est un prisonnier politique et qui ne l'est pas. Ce n'est pas quelque chose qu'un gouvernement peut faire d'un jour à l'autre".

Mandela avait annoncé que les rebelles seraient présents dès le début du prochain round de discussions à Arusha agendé pour le 25 avril. Leur présence doit être acceptée par chacune des 19 délégations déjà parties aux discussions. Sous la pression morale de Mandela, les délégués ont tacitement approuvés cela par une déclaration dans laquelle " ils font l'éloge du dévouement et de la détermination des médiateurs, le Président Mandela et son équipe qui facilitent ces négociations, spécifiquement en rendant les pourparlers aussi globaux que possible en y incluant les groupes armés ".

" Ils approuvent le principe, mais maintenant ils doivent voir comment les inclure concrètement " a indiqué une source proche de la médiation à l'Agence Hironnelle.

Dans le passé, la lutte de pouvoir entre les dirigeants du courant principal du CNDD participant déjà aux pourparlers d'Arusha et le leader dissident Ndayikengurukiye de la fraction CNDD-FDD était un obstacle majeur. Néanmoins, le porte-parole du CNDD, Jean-Marie Sindayigaya, aurait indiqué mercredi que son parti n'avait plus aucune objection à la participation du FDD.

" Nous ne sommes pas inquiets de leur venue " a-t-il dit " quand nous avons créé le CNDD, nous étions ensemble et nous étions d'accord sur les sujets principaux ".

Les derniers développements pourraient donc bien augurer de la prochaine participation des rebelles. Néanmoins, les délégués aux pourparlers d'Arusha n'ont toujours pas discuté des chemins ni des moyens de les inclure et la question des conditions demeure.

JC/MBR/FH (BU%0329b)

28 MARS 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

MANDELA VOUDRAIT FAIRE ACCELERER LES POURPARLERS DE PAIX

Arusha, 28 mars 2000 (FH) - Le nouveau médiateur dans le conflit burundais, l'ancien président sud-africain Nelson Mandela, a soumis un projet d'accord de paix aux délégués mardi, déclarant qu'ils avaient trois semaines pour y répondre et que la responsabilité du document final incombait à la médiation.

Concernant ce projet d'accord, Nelson Mandela a appelé les parties en négociations à mettre de côté leurs divergences et à l'approuver rapidement. "Maintenant je sais que vous ne semblez pas apprécier le principe de la direction collective, le principe du travail en équipe. Chaque leader, individuellement, voudrait avoir le dernier mot. Aucun problème d'intérêt national ne pourrait être résolu si vous pensez en tant qu'individualités, ne pensant pas aux masses populaires qui vivent dans des conditions extrêmement difficiles au Burundi", a souligné Nelson Mandela.

"Je voudrais cependant que vous quittiez cette plénière déterminés que vous allez désormais mettre de côté vos querelles en tant qu'individus, que vous allez cesser de penser à vos intérêts personnels, que vous allez penser au peuple burundais, et particulièrement que vous aller soutenir mon projet," a poursuivi Mandela

Le projet est fondé sur les points d'accord obtenu au sein des quatre commissions en négociation depuis deux ans. Il inclut également des propositions de compromis sur les principaux points de désaccord, tels le protocole sur le gouvernement de transition et la réforme de l'armée dominée par les Tutsis.

"Vous devez étudier ces propositions de compromis et faire vos commentaires", a dit Mandela aux délégués. "Mais après avoir fait vos commentaires, nous déciderons lesquels il faudra retenir. Il y en aura beaucoup que nous ne serons pas à même de retenir. Vous devrez désormais, après cela, laisser cette affaire entièrement à la médiation. Et ce à quoi elle va arriver, nous devons tous l'accepter".

L'ancien président sud-africain a dit avoir reçu le soutien des présidents de la région et de chefs d'Etat africains quant à son changement de méthodologie. "Hier, il y a eu une réunion avec tous les présidents qui nous ont rendus visite, en présence du président Buyoya [du Burundi]. Tous ces présidents ont parlé d'une seule voie et ont dit que le seul moyen de mener cette affaire à terme est désormais de la laisser à la médiation. Tous, et ce sont des gens expérimentés."

Les présidents d'Ouganda, de Tanzanie et du Kenya ont assisté lundi à la reprise des négociations, aux côtés des présidents namibien Sam Nujoma et nigérian Olusegun Obasanjo. Le président libyen Muammar Kadhafi a également envoyé un délégué de haut niveau.

S'adressant à la presse mardi après la session plénière, le président burundais Pierre Buyoya a affirmé qu'il pensait que cette session des pourparlers a été jusque-là positive. "Tous les chefs d'Etats étrangers sont venus soutenir le peuple burundais. Le médiateur a lui-même montré son ferme engagement de s'assurer que ce processus s'accélère et inclut véritablement tout le monde".

JC/AT/PHD/FH (BU%0328A)

28 MARS 2000

MANDELA ANNONCE QUE LES REBELLES SE JOINDRONT AUX POURPARLERS DE PAIX EN AVRIL

Arusha, 28 mars 2000 (FH) - Nelson Mandela, le facilitateur dans les négociations de paix inter-burundaises, a indiqué mardi aux négociateurs que les groupes rebelles Hutu dissidents ont accepté, sans conditions préalables, de se joindre aux pourparlers d'Arusha, en Tanzanie.

L'ancien président sud-africain a indiqué qu'il a été très impressionné par les leaders rebelles dissidents qu'il a récemment rencontrés en Afrique du Sud.

"Ils sont venus vers moi avec (...) des conditions difficiles qui auraient pu rendre la rencontre très difficile. Quand je leur ai dit que ce n'était pas la façon d'agir pour des leaders voulant l'unité et la paix et qu'ils devaient donc retirer leurs conditions, ils ne m'ont pas causé les problèmes, que j'ai parfois rencontrés ici, de rester rigides, entêtés et de ne penser qu'à eux. Ils ont immédiatement retirés ces conditions et viendront ici en avril en interlocuteurs s'impliquant pour la paix".

Mandela faisait référence à ses rencontres avec Jean-Bosco Ndayikengurukiye du CNDD-FDD et avec Kabura Cossana du FNL. Il a indiqué aux 19 délégations participant au processus d'Arusha qu'ils devaient accepter d'admettre les rebelles à ces pourparlers. "Maintenant, j'ai invité les leaders des rebelles à se joindre à ces discussions et aucun parmi vous, qui souhaite réellement la paix, objectera à leur présence".

Tout nouveau participant doit être accepté par chacune des délégations prenant déjà part aux pourparlers. Ceci comprend le courant principal du CNDD duquel le CNDD-FDD est une fraction dissidente.

Mandela a également indiqué qu'il a aussi été impressionné par le Ministre de la Défense du Burundi et par 5 officiers supérieurs qu'il a rencontré à Johannesburg. Au sujet tant des rebelles que des représentants de l'armée, il a ajouté "Non seulement soutiennent-ils le processus d'Arusha mais ils sont de plus en faveur d'une rapide résolution du conflit". Le facilitateur va même jusqu'à suggérer que les rebelles dissidents et l'armée, principalement Tutsi, seraient plus sérieux dans leur recherche de la paix que les négociateurs à Arusha.

"Je suis désolé de dire cela" leur a-t-il dit "mais en de très importants domaines, le Ministre de la Défense et les officiers supérieurs apparaissent très en avant des réflexions des partis politiques ici. Ils vous dépassent, tous mis ensemble, de la tête et des épaules. La même chose pour les groupes rebelles".

Mandela a annoncé qu'il se rendrait prochainement au Burundi "spécialement pour rencontrer l'armée afin de les informer sur ce qui se passe ici (...) Je suis confiant sur le fait que je serais bien accueilli par l'armée qui est une des forces très sensibles à la crise. Ils veulent être une armée professionnelle qui n'aurait rien à voir avec les affaires politiques et nous devons leur permettre d'être libérés de toute implication politique. Laissez-les se consacrer à la défense de la souveraineté et à l'indépendance du Burundi et d'aider la police quand une crise apparaît à l'intérieur du pays. Ceci est la tâche de l'armée et j'irais les rencontrer pour discuter avec eux".

La réforme de l'armée est un des points clés dans les négociations de même que les arrangements pour un gouvernement de transition et qui le dirigera.

Mandela a fortement condamné les abus des droits de l'homme perpétrés par le gouvernement dirigé par les Tutsi. Il parlait depuis un podium où il côtoyait le Président du Burundi, Pierre Buyoya, qui s'était emparé du pouvoir dans un coup d'état sans effusions de sang en juillet 1996..

Le facilitateur a mentionné que des innocents "se languissent en prison, simplement parce qu'ils ne sont pas d'accord avec le chef d'état. D'autres ont été envoyés dans des camps de regroupement et les Nations Unies ont déclaré que ces camps de regroupement étaient inacceptables pour n'importe quel être humain. Il y a des partis politiques ainsi que des médias qui sont critiqués vis à vis du gouvernement et qui ne sont pas autorisés. Cette situation est totalement inacceptable".

Mandela en appelle ensuite à Buyoya " J'espère que mon président ici considérera cette question très sérieusement car au moment où une percée est en vue, nous devons tous être au front pour essayer de normaliser la situation et j'ai confiance en lui qu'il aura le courage et la force de caractère d'aller de l'avant".

Les rebelles dissidents ont demandé que le gouvernement libère les prisonniers politiques et ferme les camps de regroupement. Le gouvernement burundais a forcé des centaines de milliers de civils, principalement Hutus, dans ces camps en invoquant l'amélioration de la sécurité. Il a indiqué qu'il allait en fermer certains mais seulement quand la situation le permettrait. Jusqu'à maintenant, les fermetures s'enregistrent à une vitesse d'escargot seulement.

Parlant à la presse après coup, Buyoya a dit qu'il a parlé longuement de ces questions avec Mandela. "Ma réaction est très claire, premièrement, le Président Mandela doit considérer le gouvernement burundais et moi-même comme un important allié afin de compléter ce processus de paix et que nous allons assumer nos responsabilités de gouvernement. De plus, à ce stade, chacun a reconnu que le gouvernement a une responsabilité que d'autres n'ont pas. Tout ce que nous pouvons faire pour soutenir le processus de paix nous le faisons. Tout ce que nous ne pourrions pas faire, nous lui dirons pourquoi." Pressé sur la question des camps, il a répété que la question de la fermeture de ces camps était une affaire intérieure.

"Quand le Président parle des camps de regroupement, nous disons que cette question peut sans doute être résolue assez facilement car cela dépend seulement de la situation de sécurité, mais, pour la question des prisonniers politiques, nous devons déterminer qui est un prisonnier politique et qui ne l'est pas. Ce n'est pas quelque chose qu'un gouvernement peut faire d'un jour à l'autre".

Malgré sa critique de la politique de Buyoya, Mandela a néanmoins réclamé des burundais qu'ils respectent leur président ainsi que leurs deux anciens présidents qui sont également engagés dans le processus de paix. "Vous devez comprendre que vous devez avoir une certaine attitude face à quelqu'un qui occupe la position de président" a-t-il dit.

Mandela s'est ensuite tourné vers Buyoya et a continué : " Je ne suis pas intéressé à savoir comment il est arrivé au pouvoir, il est le Président du Burundi et nous ne pouvons pas l'ignorer. Mais il doit prendre certaines mesures afin de corriger beaucoup de choses qui vont mal et je le lui ai dit clairement dans mes discussions confidentielles avec lui. Il doit le faire mais aussi longtemps qu'il est le Président, il doit être respecté.

JC/MBR/FH (BU%0328)

27 MARS 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

REPRISE DES POURPARLERS AVEC UN MESSAGE DU PRESIDENT OBASANJO

Arusha, 27 mars 2000 (FH) - Le président nigérian Olusegun Obasanjo a déclaré aux délégués burundais réunis lundi à Arusha que la démocratie était la seule voie possible vers la paix et que celle-ci devrait impliquer le retrait des militaires de la politique.

"Quand un militaire dit qu'il remet le pouvoir, la décision doit être sans équivoque pour les dirigeants et pour les militaires, mais elle doit également être perçue par la population comme un engagement total," a dit Olusegun Obasanjo.

Olusegun Obasango s'adressait aux délégués à l'invitation de l'ancien président sud-africain Nelson Mandela, nouveau médiateur dans le conflit burundais. D'autres chefs d'Etat, dont le président namibien Sam Nujoma, ont prononcé des discours dans le courant de la journée.

Comme au début du précédent round des pourparlers, Mandela a fait une démonstration en alignant une série impressionnante de chefs d'Etats soutenant le processus de paix. Le président libyen, le colonel Mouamar Khadafi, a envoyé un message lu par son ministre en charge de l'unité africaine. Celui-ci a appelé les délégués à aboutir à un accord de paix rapidement, dans l'esprit du compromis.

Le président burundais, le major Pierre Buyoya était présent, aux côtés des chefs d'Etat de la Tanzanie, du Kenya et d'Ouganda.

La guerre civile a éclaté au Burundi en octobre 1993, après que des soldats tutsis ont assassiné le premier président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, issu de la majorité hutue. Les négociations en cours ont commencé il y a près de deux ans, avec peu de progrès concrets.

Mandela a invité les chefs des dix-neuf délégations burundaises prenant part aux pourparlers, espérant débattre de principaux points de désaccord. Ceux-ci incluent des protocoles sur le gouvernement de transition, le futur système électoral et la réforme de l'armée dominée par les Tutsis.

Le président Obasanjo a suggéré que les Burundais pourraient tirer certaines leçons de son pays, le Nigéria, qui a récemment recouvré la démocratie, après vingt neuf ans de pouvoir militaire.

"Pour le dire clairement, aussi longtemps que des militaires sont au pouvoir, la société perd l'habitude vitale de penser avec créativité et démocratiquement, et celle de résoudre ses problèmes dans le même esprit. Et puis vient le jour où les militaires doivent quitter le pouvoir, car invariablement ils doivent le faire, et la société doit recommencer à zéro pour s'imprégner de la démocratie".

Olusegun Obasanjo a relevé que les militaires au Nigeria ont lamentablement échoué, s'agissant de résoudre des problèmes sociaux et économiques "et personne ne devrait être surpris de cela", a-t-il déclaré, "car, comme je le dis toujours, les problèmes économiques n'obéissent pas aux ordres militaires".

Le président nigérian a ajouté que le processus de construction de la démocratie après des régimes militaires était inévitablement difficile, comme cela a été démontré par les récentes

violences inter-ethniques et religieuses dans son pays. Mais selon lui, n'y a pas d'alternative, s'il doit y avoir la paix.

"La paix est le fondement de tout le développement et du progrès", a-t-il dit. "Il n'y a pas de substitut à la paix. Et tout sacrifice est nécessaire pour arriver à la paix", a-t-il souligné.

JC/ AT/FH (BU%0327A.)

21 MARS 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LES NEGOCIATIONS DE PAIX INTER-BURUNDAISES REPRENENT LUNDI

Arusha, 21 mars 2000 (FH) - Les dates de la reprise des négociations de paix inter-burundaises ont été annoncées après la rencontre, en Afrique du Sud, de Nelson Mandela, facilitateur des négociations, et du chef rebelle dissident, Jean-Bosco Ndayikengurukiye.

Le représentant du facilitateur, le juge tanzanien Mark Bomani, a dit à l'agence de presse indépendante Hironnelle, que Mandela serait à Arusha du 27 au 1er mars, pour la reprise des négociations, et que par la suite il se rendrait en visite dans d'autres pays de la région.

Bomani a dit que la rencontre, lundi, avec Ndayikengurukiye "devrait certainement accélérer le cours des négociations". Mandela a accordé une priorité à la participation des rebelles dissidents aux négociations, sans obtenir de résultat dans ce sens jusqu'au dernier round des pourparlers qui s'est terminé le 4 mars.

Après sa rencontre à Johannesburg avec Mandela, Ndayikengurukiye a annoncé au cours d'une conférence de presse, que sa branche du CNDD-FDD prendrait part aux négociations futures, mais qu'il continuerait à se battre au cas où les négociations d'Arusha échouaient. Il a dit que le CNDD-FDD demandait la libération des prisonniers politiques et le démantèlement des camps de regroupement de la population. Le gouvernement à dominante tutsie a forcé des centaines de milliers de personnes, essentiellement des Hutus, à se regrouper dans des camps, faisant valoir que c'était pour des raisons de sécurité.

Mandela devrait rencontrer cette semaine à Johannesburg, les représentants d'autres groupes armés burundais. La semaine dernière, il a rencontré le ministre burundais de la défense, le colonel Cyrille Ndayirukiye, et quatre officiers supérieurs de l'armée.

L'ancien président sud-africain reviendra à Arusha la semaine prochaine, pour des entretiens avec les chefs des délégations aux négociations de paix inter-burundaises. Bomani a dit qu'il serait "trop tôt" pour que le CNDD-FDD participe, en raison du temps nécessaire à l'examen des propositions de paix, mais que ses représentants "pourraient être présents par la suite".

Le président burundais, Pierre Buyoya, les anciens présidents Jean-Baptiste Bagaza et Sylvestre Ntibantunganya, et le président de l'assemblée nationale, ont été invités aux pourparlers de la semaine prochaine.

Selon la Fondation Nyerere qui organise les négociations à Arusha, la première rencontre du 27 au 28 mars vise à "galvaniser les questions pendantes". Il s'agit notamment de la réforme de l'armée, de la gestion de la transition, du futur système électoral, et de la question de l'amnistie.

Du 28 au 29 mars, la nouvelle commission chargée de l'application et des garanties de l'accord de paix (Cinquième Commission), tiendra "une réunion pour étudier son ordre du jour et sa méthodologie de travail". Cette commission est présidée par Mandela. Ses membres sont les chefs des 18 délégations prenant part aux négociations.

JC/CR/KAT/FH (BU%0321a)

3 MARS 2000

BURUNDI /NEGOCIATIONS

LES TRAVAUX EN COMMISSIONS AURAIENT FAIT QUELQUES PROGRES

Arusha, 3 mars 2000 (FH) - A la veille de la fin des travaux en commissions pour la présente session des pourparlers inter-burundais, les délégués et les observateurs étaient généralement confiants quant à la conclusion d'un accord global de paix dans deux ou trois mois.

Cependant la grande question est de savoir si les groupes rebelles dissidents seront amenés à rejoindre le processus.

Les pourparlers se déroulent actuellement en quatre commissions : celle de la nature du conflit (I), celle de la démocratie et de la bonne gouvernance (II), celle de la paix et de la sécurité pour tous (III) ainsi que celle de la reconstruction économique et du retour des réfugiés (IV).

Ce round des pourparlers devrait se terminer officiellement samedi matin. Aucune autre session en commissions n'est jusqu'ici prévue. Tout comme il n'y a pas encore de fonds disponibles pour la financer.

"Je dirais que les commissions pourraient probablement terminer leur travail lors d'une autre session," a indiqué le Suisse Julian Hottinger, vice-président de la deuxième commission, chargée de la démocratie et de la bonne gouvernance.

"Mais cela dépend," a ajouté Hottinger. "Nous pourrions, par exemple, avoir un problème sur des aspects du système électoral, et être bloqués pendant un moment. Donc impossible de dire exactement combien de temps il faut. C'est plus un sentiment qu'autre chose [...] et le sentiment que nous commençons à avoir est que nous verrons les points inscrits à l'agenda s'épuiser lentement mais sûrement."

"Cette session s'est bien passée," a estimé pour sa part le ministre burundais du processus de paix, Ambroise Niyonsaba. "Pour la première fois il y a des projets de protocoles d'accord. C'est une étape importante. Avant, nous avons discuté sans donner une vraie forme à ces discussions. Maintenant, il est essentiel que ces discussions continuent."

Le nouveau médiateur Nelson Mandela avait déclaré, dans son discours d'ouverture le 21 février, que les délégués pensaient que le temps était opportun pour la médiation de présenter des propositions de compromis. Ceci a été fait notamment dans les commissions II et III, là où les questions à débattre sont les plus controversées. Cependant ces propositions n'ont pas encore été rendues publiques et Niyonsaba a souligné "qu'il doit être bien compris qu'il s'agit de propositions et non de décisions".

Jean Minani, le leader exilé du principal parti hutu d'opposition le FRODEBU, a dit être déçu par le fait qu'il n'y a pas eu de progrès concrets.

"Pour nous, cette session était baptisée la dernière, du moins des commissions. Mais aujourd'hui on se rend compte que notre ambition n'a pas été atteinte et que nous n'avons pas avancé comme nous voulions. Néanmoins, nous pouvons dire que dans la I ère et la IV ème commissions, les choses se sont passées très bien et que ces deux commissions peuvent conclure aujourd'hui," a indiqué Jean Minani à l'agence Hirondelle.

"Il reste bien sûr des points de différences que nous pourrions harmoniser au sein d'une autre session mais à un niveau plus élevé," a-t-il ajouté. "Pour ce qui est des autres commissions, c'est

à dire la commission qui est chargée des problèmes de démocratie et de bonne gouvernance, et la III ème commission qui est chargée d'étudier la sécurité pour tous et les forces de défense ; pour ces deux, il n'y a pas eu beaucoup de progrès mais nous espérons qu'aujourd'hui, et jusqu'à demain, nous aurions pu voir dégager des points de convergence," a-t-il poursuivi. Il a indiqué que l'idée de la médiation de présenter des protocoles d'accord était bonne.

"J'aurais dit que j'étais très déçu s'il n'y avait pas ce draft. Il y a eu un progrès quand même. Il est petit mais il y a eu un progrès. Aujourd'hui, on a un document de travail qui est accepté par tout le monde et sur lequel les gens sont en train de travailler," a dit encore Jean Minani.

En réalité, un compromis n'a pas encore été atteint sur les points clés comme la formation d'un gouvernement de transition, le futur système électoral, la réforme de l'armée et l'amnistie pour les crimes commis dans le passé.

Dans la commission II qui traite notamment des institutions et des questions électorales, le vice-président Hottinger a dit qu'un accord s'est dégagé sur plusieurs principes mais pas encore sur les détails techniques.

Par exemple les dix-huit délégations présentes proposent une période de transition allant de six mois à sept ans. Le médiateur propose trois ans comme possible compromis, mais le débat reste ouvert.

La commission III examine actuellement la question cruciale de la réforme de l'armée et de l'intégration des rebelles hutus dans l'armée à majorité tutsie. Ceci est peut-être la question la plus sensible de toutes et quelques groupes tutsis contestent même le principe.

"Le gouvernement a déjà indiqué qu'il est possible d'imaginer des membres des groupes armés dans l'armée," a dit le ministre Niyonsaba à l'agence Hirondelle. Mais il a expliqué qu'il était encore trop tôt pour commencer à parler des proportions entre les communautés (Hutus, Tutsis, etc.) tant que les rebelles n'ont pas encore été amenés à la table des négociations. "Il est prématuré d'examiner cette question quand ces messieurs ne sont pas encore là," selon Ambroise Niyonsaba.

Le porte-parole de l'équipe de médiation Hashim Mbita avait indiqué en début de semaine que le comité III pourrait ne pas aborder les derniers points inscrits à son agenda, la cessation des hostilités et l'accord de cessez-le feu, tant que les rebelles ne seraient pas là. Mandela a dit que les amener à la table des négociations était une priorité. Mais malgré les contacts en cours, il n'a pas encore réussi à rencontrer leurs dirigeants.

"Comme vous le savez, il y a une importante question qui n'a pas encore été réglée, celle d'amener les groupes armés à la table des négociations," a indiqué le président de la IVème commission, l'Autrichien Georg Lennkh. "Je crois qu'en l'état actuel des choses, ils ont été invités avec insistance, et il leur sera plutôt difficile d'expliquer pourquoi ils ne viennent pas, parce qu'en réalité ils ont reçu des assurances qu'on va tenir compte de leurs intérêts. Je crois qu'une décision en ce qui concerne la manière dont nous procéderons sera prise dans les semaines qui viennent."

"Quant au reste, je pense que les solutions peuvent être trouvées s'il y a la volonté. Je crois que notre commission a montré qu'il y a un désir de compromis de la part de toutes les parties, une volonté d'aboutir à des solutions viables et de dire essayons de faire cela ensemble."

JC/AT/KAT/FH (BU%0303A)

3 & 4 MARS 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

RESUME DES TRAVAUX DES COMMISSIONS

Arusha, 3 mars 2000 (FH) - Ci-après un résumé, compilé vendredi après-midi, de l'état d'avancement des travaux des quatre commissions de négociations de paix inter-burundaises.

* Commission Une : Nature du conflit.

Cette commission a terminé ses négociations et un document est attendu. Elle a mené des discussions sur les périodes pré-coloniales, coloniales et post-coloniales de l'histoire du Burundi, la question du génocide et des mécanismes de sa prévention.

Les négociateurs n'ont pas pu s'entendre sur certains points, notamment en rapport avec la période post-coloniale et le génocide. Les deux communautés, à savoir la majorité hutue et la minorité tutsie, se déclarent toutes avoir été victimes de génocide depuis 1965.

Les négociateurs se sont entendus pour demander une commission d'enquête internationale sur le génocide et les crimes contre l'humanité au Burundi, et une commission de paix et de réconciliation nationale. Ils ont rejeté une suggestion du nouveau médiateur, Nelson Mandela, selon laquelle il pourrait ne pas être nécessaire d'avoir deux commissions. Il n'est pas encore clair s'ils se sont entendus sur la période qui serait couverte par l'enquête internationale. Les partis à tendance hutue demandaient que l'enquête commence en 1965, alors que les partis à tendance tutsie voulaient qu'elle couvre la période s'étendant à partir de 1993 seulement. C'est en 1993 que l'assassinat du premier président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye (Hutu), par des militaires tutsis, a déclenché une vengeance contre la communauté tutsie. La question de l'amnistie pour les atrocités commises par le passé a été laissée en suspens, et elle devrait être examinée au niveau des chefs de délégations.

*Commission Deux : Démocratie et Bonne Gouvernance.

Cette commission n'a pas encore progressé sur les grands points tels que la mise en place d'un gouvernement de transition, les futures institutions, et le système électoral. La facilitation a proposé un projet dont l'agence de presse Hirondelle a obtenu une copie. Le projet a été accepté comme un document de travail mais ses propositions ne représentent aucune sorte de décision sur les questions majeures. Les facilitateurs disent que les propositions représentent néanmoins ce qu'ils considèrent être un éventuel compromis tenant compte des positions de toutes les parties.

Ci-après certaines des propositions faites :

- trois ans de transition : gouvernement d'union nationale comprenant des représentants des différents partis politiques selon les proportions convenues à Arusha, et un parlement de transition. Le président et le vice-président seraient désignés par les négociations de paix d'Arusha.
- un parlement de transition qui approuverait une constitution finale dans un délai de deux ans (la majorité des deux tiers requise). La constitution serait soumise à un référendum populaire (un "oui" à 70% des voix requis). La nouvelle constitution entrerait en vigueur à la fin de la transition.

- création d'une commission regroupant tous les partis, qui proposerait des réformes des systèmes de la justice et de l'administration.
- des mesures pour corriger "des déséquilibres ethniques" dans le système judiciaire, comprenant la formation intensive et une meilleure promotion des profils des magistrats. On pourrait recourir à une aide extérieure.
- création d'une commission électorale indépendante pour superviser les élections législatives et présidentielles.
- des listes électorales qui devraient être multi-ethniques. Seulement 7 sur 10 candidats figurant sur une liste d'un parti pourraient appartenir à un groupe ethnique, et il devrait y avoir au moins une femme.
- le président serait élu soit par suffrage direct (deux tours de vote au cas où il n'y aurait pas de majorité absolue au premier tour) ou par une majorité des deux tiers au sein du parlement élu.
- toute personne qui a été président de la république pendant la période de transition serait inéligible aux élections présidentielles.

Commission Trois : Paix et Sécurité pour tous.

Cette commission est déjà parvenue à un compromis seulement sur le principe de la paix et de la sécurité pour tous. Elle négocie actuellement le deuxième sujet de son programme, sur la réforme de l'armée et l'intégration des forces rebelles hutues au sein de l'armée à dominante tutsie. Encore une fois, la facilitation a proposé un projet de compromis dont l'agence de presse Hirondelle a obtenu une copie. Certains des points saillants sont les suivants :

- l'armée serait composée de tous les éléments de la société burundaise, sans considération d'ethnie, de sexe, ou de rang social. Elle inclurait des membres de l'actuelle force de défense, des membres des groupes politiques armés, ainsi que d'autres citoyens désireux d'en faire partie.
- des membres de l'armée actuelle et des groupes rebelles reconnus coupables de génocide et de crimes de guerre devraient être exclus de la nouvelle force de défense nationale.
- l'armée et les groupes rebelles seraient placés sous l'autorité du gouvernement de transition.
- une commission conjointe serait mise en place pour superviser la réforme des forces de défense nationale. L'armée actuelle et les groupes rebelles y seraient représentés, de même que des conseillers et instructeurs militaires extérieurs désignés par le gouvernement de transition.
- un mécanisme serait créé pour gérer les questions de démobilisation et de réintégration socioprofessionnelle des combattants démobilisés.

Les facilitateurs admettent qu'il sera difficile d'avancer sur la question de l'intégration des forces rebelles dans l'armée et d'aborder la question d'un cessez-le-feu avant que les rebelles hutus ne soient amenés à la table des négociations. Il n'est pas encore certain qu'ils viennent, en dépit des efforts déployés en ce sens par Nelson Mandela.

Commission Quatre : Reconstruction économique et Retour des réfugiés.

Cette commission a aussi terminé son travail. Quelques points restent à être affinés à un haut niveau, notamment le droit des réfugiés rapatriés de réclamer leurs terres et des questions de compensation pour perte de propriété. Les recommandations des commissions comprennent la création d'une commission nationale pour la réhabilitation des réfugiés rentrés d'exil.

Le président de la commission, Georg Lennkh, a dit à l'agence de presse Hirondelle que "chacun réalise que cela est un grand problème. Plus d'un million de personnes devront retourner chez eux une fois la guerre finie ; et pour un pays de six millions de personnes, c'est une grande opération".

La commission recommande la création d'un comité interministériel qui pourrait élaborer dans un délai de six semaines un projet de plan d'urgence de reconstruction à soumettre aux donateurs, et ensuite un plan de développement à long terme.

Il est proposé des mesures pour encourager les Burundais à quitter le travail de la terre et à chercher des emplois alternatifs en ville. Ceci pourrait aider à remédier au déséquilibre ethnique et à la raréfaction des terres arables.

JC/CR/KAT/FH (BU%0303b)

BURUNDI /NEGOCIATIONS

LE PROCESSUS DE PAIX EST IRREVERSIBLE, SELON LA MEDIATION

Arusha, 4 mars 2000 (FH) - Le processus de paix au Burundi pourrait être qualifié d'irréversible, a indiqué le représentant du médiateur, samedi, à la clôture du cinquième round des travaux.

Le juge tanzanien Mark Bomani qui représentait le médiateur sud africain Nelson Mandela a affirmé que la session qui se termine a été unique, expliquant qu'elle a été précédée par un sommet de chefs d'Etat de la région et qu'il y a un changement de méthodologie.

Commencée le 21 février dernier, la présente session a été précédée par une plénière de trois jours suivie des travaux en commissions. Les commissions ont travaillé sur base de protocoles d'accord soumis par la médiation, ce qui a permis d'accélérer les travaux, selon plusieurs délégués.

Quatre commissions avaient été initialement créées : celle de la nature du conflit, celle de la démocratie et de la bonne gouvernance, celle de la paix et de la sécurité pour tous ainsi que celle de la reconstruction et du développement économique et social.

Une cinquième commission a été créée samedi , celle "sur les garanties pour la mise en œuvre" de l'accord de paix escompté.

La nouvelle commission sera présidée par Nelson Mandela, assisté d'un bureau composé de Mark Bomani et des présidents et vice-présidents des autres commissions. Le médiateur désignera son remplaçant en cas d'absence.

La cinquième commission devra notamment s'occuper du retour des réfugiés et des déplacés, la cessation des hostilités, la démobilisation de certains éléments de l'armée nationale et ceux issus des forces rebelles, l'installation des institutions de transition.

Le représentant du médiateur n'a pas donné d'indication sur la date de la prochaine réunion en commissions. Le juge Bomani a toutefois indiqué que les chefs de délégations se retrouveront en avril en leur double qualité de chef de délégations et de membres désignés de la commission sur les garanties de mise en œuvre de l'accord de paix.

Faisant le bilan des pourparlers, Mark Bomani a signalé que la commission sur la nature du conflit semble avoir été bloquée sur la question du génocide. Le représentant du médiateur a espéré "qu'une manière réaliste de sortir de l'impasse sera dégagée".

Les Hutus et les Tutsis du Burundi s'accusent mutuellement de génocide, notent les observateurs.

Le représentant du médiateur a estimé que la commission traitant de la démocratie et de la bonne gouvernance a "le texte le plus difficile à produire" et aura, de ce fait, besoin de "plus de temps". Cette commission devrait notamment rédiger un projet de constitution, définir le système électoral et les institutions de transition.

S'agissant de la commission traitant de la paix et de la sécurité pour tous, il reste à aborder notamment les questions de cessation des hostilités et de l'intégration des forces rebelles dans l'armée nationale, selon Mark Bomani . L'équipe de la médiation laisse entendre que ces questions seront débattues une fois que les rebelles rejoindront la table des négociations.

Nelson Mandela a souhaité que tous les groupes rebelles soient représentés aux pourparlers mais jusqu'ici cela n'a pas encore été possible. La commission sur la reconstruction et le développement économique a presque terminé les points inscrits à son agenda, selon le bilan de la médiation. Il ne reste que quelques retouches à effectuer dans le texte de consensus.

Six chefs d'Etat africains étaient présents à la séance d'ouverture, le 21 février Les délégués ont également écouté un message du président américain Bill Clinton, transmis à partir de Washington par vidéoconférence. Le président français, Jacques Chirac avait pour sa part délégué son ministre chargé de la coopération, Charles Josselin. Un nouveau parti burundais a par ailleurs été admis aux pourparlers, le Ralliement pour le développement économique et social, RADDES.

AT/FH (BU%0304A)

23 FEVRIER 2000

BURUNDI NEGOCIATIONS

LES PARTIS TUTSIS ACCUSENT MANDELA DE PARTI PRIS

Arusha, 23 février 2000 (FH) - Huit formations politiques tutsies participant aux pourparlers de paix inter-burundais ont accusé le nouveau médiateur, Nelson Mandela, de parti pris, et d'essayer de donner aux négociations une orientation ethnique injustifiée.

Les huit formations, incluant l'ancien parti unique UPRONA, réagissaient ainsi à certaines parties du discours d'ouverture de Nelson Mandela dans lesquelles il avait pointé du doigt la minorité tutsie. Les Tutsis représentent 14% à 15% de la population, par rapport aux 80% de Hutus. "Il n'y a aucun doute", a indiqué Mandela aux délégués burundais et aux représentants de la communauté internationale, "qu'un des problèmes cruciaux est qu'une minorité de 14 à 15% d'une population de six millions d'âmes monopolise le pouvoir politique, économique et militaire. Aussi longtemps que cette situation perdurera, vous n'aurez jamais la paix et la stabilité. Et les leaders doivent avaler la pilule et s'attaquer à cette question."

C'était peu avant que Mandela ne quitte Arusha mercredi que les huit formations politiques ont publié leur communiqué devant la presse locale et internationale. Dans ce communiqué, ils affirment que la thèse de Mandela "ne correspond pas à la réalité sociale et politique du Burundi" et que "cette thèse est dangereuse dans la mesure où elle risque de justifier la poursuite du génocide des Tutsis".

Elles ont ajouté que les propos tenus par Mandela menaçaient le processus de paix et que si les propositions de compromis promises par la médiation étaient basées sur cette "thèse", elles se retireraient des négociations.

Libère Bararunyeretse de l'UPRONA a expliqué que les huit formations politiques ont sorti leur communiqué pour que "la situation réelle du Burundi soit élucidée et cesse d'être déformée". Le communiqué ajoute que "cette thèse risque de compromettre gravement la suite des négociations car elle conforte les tendances radicales parmi les partis hutus aux négociations qui se voient déjà comme partie gagnante des négociations".

Le communiqué a été signé par l'UPRONA, AV-INTARI, PRP, RADDES (qui a été réadmis aux pourparlers), ANNADE, PSD, PIT et INKINZO. Les observateurs présents dans la salle ont estimé que les huit formations politiques ont donné l'impression d'inconsistance. "Nous allons continuer les négociations dans un esprit positif, en vue de les mener à leur terme", a dit Bararunyeretse, ajoutant que le nouveau médiateur a été "mal conseillé".

Mathias Hitimana du parti royaliste PRP, le seul qui avait contesté les propos de Mandela en sa présence, est allé même jusqu'à le féliciter d'avoir soulevé ouvertement la question ethnique. "Les Tutsis ont peur des Hutus et les Hutus ont peur des Tutsis", a-t-il indiqué. "D'une certaine manière, Mandela a dit la vérité, mais il y a quelques vérités qu'il est mieux de ne pas dire. Mandela a dit des choses qui ne nous plaisent pas."

Hitimana a poursuivi : "Ce n'est pas encore le moment de désespérer" de Mandela en tant que médiateur, estimant qu' "il a été leurré par ceux qui l'ont briefé". "Nous n'allons pas tolérer ce non sens", a murmuré un des membres de l'équipe sud-africaine durant la conférence de presse. Plus tard il a dit : "Mandela n'est pas un petit garçon. Il ne peut être manipulé. C'est une insulte".

Néanmoins, des Sud-Africains membres de l'équipe de la médiation et certains conseillers de Mandela se seraient inquiétés de la tournure des événements même avant la conférence des huit formations politiques. Certains craignent que même si Mandela a dit la vérité, cela est inopportun pour un médiateur et que les pourparlers burundais seraient condamnés à l'échec s'il ne pouvait pas garder toutes les parties à la table des négociations.

JC/AT/KAT/FH (Bu%0223a)

22 FEVRIER 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LE PRESIDENT BILL CLINTON APPELLE LES REBELLES BURUNDAIS A CESSER LES HOSTILITES.

Arusha, 22 février 2000 (FH) - Le président américain, Bill Clinton, a appelé les groupes rebelles armés au Burundi à cesser les hostilités et à participer aux négociations visant à ramener la paix au Burundi.

"Je ne vous impose pas de changer vos opinions", a dit Clinton, "mais je vous invite à en faire une arme dans les négociations de paix".

Le président Clinton qui parlait sur écran vidéo, s'adressait par satellite depuis la Maison Blanche, aux délégués burundais réunis dans la ville nord-tanzanienne d'Arusha, dans le cadre des négociations visant à mettre fin à la guerre civile qui ravage le Burundi depuis six ans.

Il a dit soutenir un accord de paix où "toutes les parties en négociations auront gagné", et cela grâce au sens du compromis. Et une fois l'accord signé, a assuré le président, nous nous emploierons à créer un environnement économique favorable à sa mise en application. Il a en outre invité les Burundais à travailler ensemble et à dépasser les considérations ethniques, tribales, régionales ou religieuses car, a-t-il rappelé, ils ont tous besoin les uns des autres. "Si vous choisissez la violence, elle ne peut qu'engendrer la violence". Clinton a enfin souhaité que les négociations inter-burundaises aboutissent vite, non seulement pour la paix au Burundi, mais aussi pour la stabilité de toute la région. Ce serait un exemple pour l'Afrique et pour le monde tout entier, "l'exemple d'un conflit fratricide résolu par la voie du dialogue". "Nous sommes avec vous", a-t-il conclu en langue Kirundi, pour souligner sa solidarité avec le peuple burundais.

Les négociateurs de paix pour le Burundi sont réunis depuis lundi à Arusha autour du nouveau facilitateur, l'ancien président sud-africain Nelson Mandela, pour relancer le dialogue commencé il y a dix-huit mois. Les délégations burundaises ont donné le feu vert mardi au facilitateur, afin qu'il prépare un projet d'accord à discuter, en vue d'accélérer la marche vers la signature d'un accord de paix qui se sera fait attendre. Les questions cruciales encore à débattre sont notamment la composition de l'armée, la gestion de la transition, le mode électoral, et la lutte contre la culture de l'impunité qui passe par la réparation des crimes commis par le passé. Le round de négociations qui a commencé par un sommet des chefs d'états de la région des Grands Lacs sur la question burundaise, devrait durer deux semaines.

CR/KAT/FH (BU%0222c)

22 FEVRIER 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LES CHEFS D'ETATS DE LA REGION METTENT EN GARDE LE LEADERSHIP BURUNDAIS.

Arusha, 22 février 2000 (FH) - Les chefs d'Etats de la région des grands lacs réunis lundi à Arusha pour relancer le processus de négociations de paix pour le Burundi, ont lancé un appel pressant aux leaders burundais, afin qu'ils parviennent à un accord de paix sans plus tarder.

"Que la population burundaise aspire à la paix, cela est indiscutable, et que les voisins du Burundi et la communauté internationale en général souhaitent la paix au Burundi, cela est aussi justifié par notre présence ici", a dit notamment le président. sud-africain, Thabo Mbeki. "Pourquoi alors n'y a-t-il pas de paix au Burundi ?", a-t-il poursuivi, avant de conclure que "si la paix ne vient pas, ce sera à cause des leaders burundais qui ne la veulent pas". "Le peuple burundais cherche la paix et la stabilité, le développement économique et la paix avec ses voisins. Les Burundais cherchent aussi leurs amis et parents de retour au Burundi, pas dans les camps de réfugiés en Tanzanie".

Le président Mkapa de Tanzanie a quant à lui insisté sur le fait que la générosité ne sera pas éternelle et qu'il n'y a plus de temps à perdre pour trouver un compromis visant à mettre fin à la crise burundaise. Il a aussi souligné que le retour des réfugiés burundais chez eux serait un facteur de stabilisation pour la Tanzanie et que dans cette perspective son pays souhaitait que les négociations soient couronnées de succès.

Le chef d'état mozambicain, Joachim Chissano, a pour sa part mieux expliqué l'intérêt de toute la région pour une paix rapide au Burundi. Il a comparé la région à un corps humain, et le Burundi à un ulcère ou une plaie dont ce corps souffrirait. "Ce n'est pas la plaie ou l'ulcère qui fait le plus mal, mais ses contours", a-t-il dit .

Le nouveau facilitateur pour les négociations de paix pour le Burundi, Nelson Mandela, est revenu pour sa part sur "la nécessité d'avoir des leaders de calibre, qui soient politiquement mûrs (et) qui cherchent la paix et l'unité pour le pays".

"Les négociateurs burundais doivent comprendre l'intérêt du compromis, pour éviter la perte d'argent, de temps et d'espoir comme cela avait inquiété mon prédécesseur", a dit Mandela, faisant allusion à feu Nyerere, l'ancien président tanzanien décédé en octobre dernier d'un cancer du sang.

Les négociations sont en cours depuis plus de 18 mois et les négociateurs burundais traînent les pieds. En dépit de la longueur des négociations, une solution doit encore être apportée aux problèmes les plus cruciaux, notamment la gestion de la transition, la réforme de l'armée à dominante tutsie, le mode électoral, et la façon de gérer les crimes commis par le passé.

Mandela a dit qu'un grand nombre de délégués burundais qu'il avait rencontrés étaient d'accord pour que la facilitation propose un projet d'accord à discuter. "Nombre d'entre eux sentent que le temps est venu de clôturer ce processus en parvenant à un accord qui bénéficiera d'un large soutien".

CR/KAT/FH (BU%0222b)

21 FEVRIER 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

L'EUROPE PROMET DE POURSUIVRE SON SOUTIEN AU PROCESSUS DE PAIX ET DE RECONSTRUCTION POUR LE BURUNDI.

Arusha, 21 février 2000 (FH) - Les représentants de la Belgique, de la France, et de la Grande Bretagne au sommet des chefs d'Etats de la région des grands lacs sur le conflit burundais, ont promis lundi de poursuivre leur soutien au processus de paix pour le Burundi.

S'adressant aux dix-huit délégations burundaises qui prennent part aux négociations de paix à Arusha, et aux chefs d'états et envoyés spéciaux venus participer au sommet sur le Burundi, le vice premier ministre et ministre des affaires étrangères de Belgique, Louis Michel, a dit que les négociations burundaises entrent dans une phase décisive, et que son pays était disposé à accepter une demande supplémentaire de fonds pour le processus de paix. Il a cependant conditionné le soutien de son pays au "démantèlement des camps de regroupements forcés de la population à l'intérieur du Burundi". Pour la Belgique, selon Louis Michel, la paix au Burundi est "liée à la pacification de toute la région", et c'est la raison pour laquelle son soutien va aussi à l'accord de Lusaka dans la perspective du règlement de la crise en République Démocratique du Congo, de la promotion de l'Etat de droit et de la bonne gouvernance dans la région.

Pour sa part, lisant un message du président français Jacques Chirac, le ministre français de la coopération économique, Charles Josselin, a plaidé pour la reprise sans conditions de l'aide au Burundi. "La France soutient qu'il faut reprendre l'aide au Burundi et que c'est de cette manière que l'on peut redonner espoir au peuple burundais, sans poser la condition de la signature de l'accord de paix".

Charles Josselin a dit que la France est disposée à mettre des experts à la disposition de l'équipe de la facilitation, et à soutenir la mise en place d'une antenne de la facilitation à Bujumbura, la capitale burundaise, si le besoin en est exprimé.

La France a aussi promis de fournir un appui à la mise en application de l'accord de paix, une fois celui-ci signé, notamment pour ce qui concerne la bonne gestion de la transition et les programmes de reconstruction tels que la réinsertion sociale des combattants démobilisés, et l'établissement d'un Etat de droit.

Le chef de l'Etat français, à travers la voix de son ministre, est revenu sur le soutien de la France à l'organisation d'une conférence internationale sur les Grands Lacs, qui aborderait des questions de paix et de sécurité, de désarmement et de démobilisation des groupes armés, de la promotion de la démocratie et du respect de la justice, de la protection des minorités et des réfugiés, et enfin de l'effort de reconstruction.

La Grande Bretagne, quant à elle, promet concrètement aux initiatives de réconciliation au Burundi une enveloppe de 50,000 £, en plus de sa contribution financière au présent round de négociations. Jusque là, elle a contribué pour plus de 250,000 £ au processus de paix pour le Burundi.

"Nous pouvons vous soutenir, mais nous ne pouvons pas résoudre vos problèmes, ce fardeau repose sur vos épaules", a dit cependant le ministre d'état britannique chargé des affaires étrangères et du Commonwealth, Peter Hain, s'adressant aux négociateurs burundais. "Vous

pouvez assurer la stabilité et la sécurité nécessaires pour que l'assistance au développement soit efficace, alors nous supporterons la reprise de l'assistance pour le Burundi", a-t-il ajouté.

La communauté internationale a déjà investi près de huit millions de dollars US dans le processus de paix pour le Burundi depuis 1996.

CR/KAT/FH (BU%0222a)

21 FEVRIER 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS DE PAIX

MANDELA DEMANDE AUX TUTSIS DU BURUNDI DE RENONCER A UNE PARTIE DE LEUR POUVOIR.

Arusha, 21 février 2000 (FH) - Le nouveau facilitateur dans les négociations de paix pour le Burundi, Nelson Mandela, a insisté lundi sur le fait que les négociateurs de paix pour le Burundi devaient prendre la mesure de l'urgence de leur travail et de la nécessité de trouver un compromis. Il a affirmé que la minorité tutsie du pays avait monopolisé la force politique, militaire et économique, et que cette situation ne pouvait continuer.

"Aussi longtemps que vous serez dans cette situation", a dit l'ancien président sud-africain, "il ne pourra jamais y avoir de paix et de stabilité". Mandela s'adressait aux dix-huit délégations burundaises qui prennent part aux négociations de paix à Arusha, et aux chefs d'états et envoyés spéciaux qui ont répondu à son invitation. Les rebelles dissidents qui se battent encore au Burundi n'étaient pas présents, mais des sources proches de Mandela disent que les contacts sont en cours, afin de voir comment les intégrer dans ces négociations.

Le président hôte, Benjamin Mkapa de Tanzanie, Yoweri Museveni de l'Ouganda, et d'autres orateurs, ont soutenu l'appel de Mandela pour une fin rapide du conflit burundais.

Les négociations sont en cours depuis plus de 18 mois et les négociateurs burundais traînent les pieds. En dépit de la longueur des négociations, une solution doit encore être apportée aux problèmes les plus cruciaux, notamment la gestion de la transition, la réforme de l'armée à dominante tutsie, le mode électoral, et la façon de gérer les crimes commis par le passé.

Mandela a dit que les délégations burundaises ne pouvaient pas ignorer la question de savoir qui bénéficierait de l'amnistie, précisant que les auteurs du génocide, des crimes contre l'humanité et des coups d'états ne devraient pas être amnistiés.

Au sujet des questions pendantes en général, Mandela a dit qu'il avait rencontré un grand nombre de délégués qui étaient d'accord pour que la facilitation propose un projet d'accord à discuter. Il a laissé entendre une note d'optimisme prudent, en disant qu'il avait été encouragé par ses rencontres avec les négociateurs de paix burundais.

"Ce qui est encourageant [...] est qu'ils acceptent le fait que les fonds dont nous disposons ne sont pas illimités", a dit Mandela. "Pour cette raison, il y a une nécessité absolue de rendre des décisions dans cette session [...]. Nombre d'entre eux sentent que le temps est venu de clôturer ce processus en parvenant à un accord qui bénéficiera d'un large soutien.

JC/CR/KAT/FH (BU%0221a)

19 FEVRIER 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS DE PAIX

AU MOINS CINQ CHEFS D'ETAT PARTICIPERONT A LA REPRISE DES NEGOCIATIONS

Arusha, 19 février 2000 (FH) - Au moins cinq chefs d'états devraient participer lundi à la relance des négociations de paix inter-burundaises sous la médiation de Nelson Mandela.

Selon les organisateurs, Nelson Mandela a invité quelques quinze chefs d'états, dans sa tentative de relever le profil des négociations et de parvenir rapidement à un accord de paix. Dans son discours inaugural comme médiateur en janvier, Mandela a dit avoir lancé des invitations aux présidents américain Bill Clinton et français Jacques Chirac entre autres. L'ancien président sud-africain avait déclaré que seul, il ne pouvait pas apporter la paix au Burundi et que la communauté internationale devrait travailler ensemble.

La France enverra son ministre de la coopération et du développement, Charles Josselin, la Grande Bretagne sera représentée par son ministre chargé des questions africaines, Peter Hain, et le président américain Bill Clinton enverra un message aux participants par téléconférence. L'envoyé spécial des Etats-Unis pour la région des Grands Lacs, Howard Wolpe, sera à Arusha pour les négociations.

Selon le porte-parole de l'équipe de facilitation de la Fondation Nyerere, Hashim Mbita, les chefs d'Etat qui ont déjà confirmé leur participation sont Yoweri Museveni de l'Ouganda, Benjamin Mkapa de la Tanzanie, Arap Moi du Kenya, Thabo Mbeki de l'Afrique du Sud, Joachim Chissano du Mozambique, et le secrétaire général de l'organisation de l'unité africaine, Salim Ahmed Salim. Selon Mbita, ce round de négociations durerait deux semaines, y compris un sommet lundi et une session plénière de trois jours.

Les négociateurs de paix burundais devraient alors reprendre leurs travaux au sein des quatre commissions ad hoc. Prennent part aux négociations dix-huit délégations, représentant le gouvernement, le parlement, les partis politiques et les groupes rebelles hutus. Cependant, des groupes rebelles dissidents encore engagés dans la guerre contre l'armée burundaise à dominante tutsie ont jusque là été exclus des négociations.

Nelson Mandela avait dit en janvier, à Arusha, que l'une de ses priorités serait d'intégrer ces groupes, pour s'assurer que, s'il y avait un accord de paix, il serait respecté. L'un des principaux chefs rebelles, Jean-Bosco Ndayikengurukiye du CNDD-FDD, a déjà accepté de rencontrer Mandela.

L'effet Mandela

Les négociations de paix viennent de durer 18 mois, avec des négociateurs qui traînent les pieds et la violence qui continue sur terrain. Les pourparlers ont fait quelques progrès sous la médiation de feu Julius Nyerere, mais des questions majeures restent encore à résoudre. Il s'agit notamment de la réforme de l'armée dominée par les Tutsis, la mise en place d'un gouvernement de transition, et des mécanismes de réparation des atrocités commises par le passé.

La mort de Nyerere en octobre dernier a conduit les négociations déjà troublées à un arrêt progressif. Début décembre, les chefs d'Etat de la région ont désigné Mandela pour le remplacer

et le nouveau facilitateur a déjà effectué une visite d'une journée à Arusha en janvier, afin de rencontrer les chefs des délégations burundaises et les représentants des pays donateurs.

Nelson Mandela a été très bien accueilli par les délégués burundais, dont certains avaient auparavant exprimé des réserves au sujet de sa neutralité dans le conflit burundais. Ils l'ont acclamé après son discours qui a duré une heure et demie. Pour certains observateurs, il y a espoir que Mandela puisse donner un souffle nouveau aux négociations, mais ce ne sera pas forcément facile. Un rapport publié ce mois par le centre sud-africain pour la résolution des conflits dit que sa nomination comme médiateur a donné au processus de paix "une nouvelle vigueur importante et tant recherchée".

L'auteur de ce rapport, Jan Van Eck, qui a fonctionné longtemps comme conseiller dans le cadre du processus de paix pour le Burundi, affirme que la désignation de Mandela a créé un réel espoir parmi les partis burundais, que "le processus peut être adapté pour rencontrer les aspirations de toutes les parties au conflit. Comme résultat, les chances des belligérants burundais de faire plus de progrès en essayant d'atteindre un accord de compromis sont devenues significatives. En même temps, on doit toutefois sérieusement prendre note de l'environnement interne et régional extrêmement négatif dans lequel les partis burundais essayent de négocier un accord".

JC/CR/PHD/FH (BU%0219a)

19 JANVIER 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LE PARTI "RADDES" DEMANDE DE REINTEGRER LES NEGOCIATIONS

Arusha, 19 janvier 2000 (FH) - Le rassemblement pour la démocratie et le développement économique et social (RADDES), a demandé de réintégrer les négociations de paix inter-burundaises d'Arusha.

"Le RADDES a formulé une demande formelle afin d'être inclus dans les négociations", a confirmé mercredi le porte-parole de la facilitation, le tanzanien Hashim Mbita. Il a cependant précisé que la demande sera mise sur table lors de la session plénière prévue en février. "Il s'agit là de se conformer au règlement des négociations adopté par les parties en présence", a-t-il dit.

Selon ce règlement, tout nouvel entrant doit être accepté par toutes les parties déjà présentes aux négociations.

Le parti tutsi RADDES était présent à Arusha lors de la relance des négociations inter-burundaises en juin 1998, mais il avait refusé de signer le document portant sur la participation aux négociations. Il avait depuis lors boudé le processus d'Arusha, se contentant d'une série de déclarations dans lesquelles il accusait notamment l'ancien facilitateur, feu Mwalimu Julius Nyerere, d'un manque de neutralité dans la crise burundaise.

Le gouvernement, l'assemblée nationale, treize partis politiques, et trois groupes rebelles armés, prennent part aux négociations d'Arusha.

Selon le porte-parole de la facilitation, la société civile et les organisations religieuses pourraient participer au prochain round de négociations en qualité d'observateurs. A cette occasion sera aussi revue la question du statut de la représentation des femmes qui, à la fin de l'année dernière, avaient obtenu un statut d'observateur.

Le nouveau facilitateur dans le processus de paix pour le Burundi, Nelson Mandela, a dit le week-end dernier aux chefs de délégations des partis burundais qu'il serait extrêmement dangereux de marginaliser les petits partis, ou alors d'exclure les groupes armés qui sont sur le terrain. "Mon rôle en tant que facilitateur est de veiller à ce que toutes les personnes qui peuvent apporter une contribution à la recherche de la paix au Burundi, soient parties prenantes au processus", a dit Mandela.

Les observateurs estiment cependant que la tâche du médiateur ne sera pas facile, dans la mesure où le virus de la division n'a pas épargné les formations politiques burundaises, qui ne cessent de se scinder en factions rivales.

Faisant allusion à ce phénomène, Mandela a déclaré : "J'ai pu observer que chaque parti veut manœuvrer pour obtenir le poste de commandement en suscitant des dissensions au sein des autres partis, mais cela ne peut que créer des confusions. Vous avez intérêt à ce que toutes les organisations soient intactes car c'est plus facile de parvenir à un accord"

Les négociations de paix inter-burundaises sont relancées au moment où la situation sur le terrain au Burundi s'est dégradée au cours des derniers mois.

Des accrochages entre les rebelles hutus et l'armée tutsie se sont multipliés, particulièrement dans l'Est du pays et autour de la capitale Bujumbura, avec un nombre de victimes civiles et de déplacés toujours croissant.

Selon le personnel des Nations Unies, 30,000 réfugiés burundais sont entrés en Tanzanie le mois dernier.

Au moins 200,000 personnes ont trouvé la mort dans la guerre civile au Burundi, depuis l'assassinat du premier président démocratiquement élu, Mechior Ndadaye (hutu) , par des membres de l'armée tutsie, en octobre 1993.

La communauté internationale a déjà investi près de dix millions de dollars US dans le processus de paix pour le Burundi depuis 1996.

CR/PHD/FH (BU%0119A)

17 JANVIER 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LES NEGOCIATEURS SE DISENT CONFIANTS EN LEUR NOUVEAU FACILITATEUR.

Arusha, 17 janvier 2000 (FH) - Les chefs des dix-huit partis en pourparlers de paix pour le Burundi se sont dits dimanche très confiants en leur nouveau facilitateur, Nelson Mandela.

L'ancien président sud-africain rencontré à Arusha dans le nord de la Tanzanie, les représentants des parties prenantes au processus de paix pour le Burundi et des bailleurs de fonds qui le soutiennent.

A cette occasion, Mandela a demandé aux leaders burundais de se montrer souples et de promouvoir le sens du compromis, "s'ils veulent aboutir vite à un accord de paix". "Vous êtes tous capables de relever le défi et de vous montrer à la hauteur de l'espoir que les Burundis et les bailleurs de fonds ont placé en vous", leur a dit Mandela.

"Son discours est un pas important dans nos discussions car il a dit la vérité", a notamment réagi l'ancien président Sylvestre Ntibantunganya. "J'ai eu l'impression d'avoir devant moi un burundais qui connaît les problèmes du Burundi. Il a nous a rappelé à l'ordre et il a parlé très honnêtement, très sincèrement", a ajouté Ntibantunganya.

"C'est un leader éclairé qui a connu beaucoup et qui comprend nos problèmes, et nous sommes confiants pour la bonne conduite des négociations", a dit un membre du comité exécutif du conseil national de défense pour le démocratie (CNDD), Léonce Ndarubagiye.

S'exprimant pour le compte des partis hutus composant le groupe dit "G7", le président du parti libéral, Gaëtan Nikobamye, a dit que "nous avons la chance d'avoir encore un facilitateur de renommée internationale, un homme sage qui est une source d'honneur pour l'Afrique". "Votre sagesse et votre expérience apporteront un nouveau souffle aux négociations afin de parvenir à notre objectif d'une paix durable et d'une démocratie qui garantira les droits fondamentaux", a dit Nikobamye, s'adressant à Mandela.

"La première rencontre entre vous et nous équivaut à un réel jalon dans le forum de la paix", a dit l'ambassadeur Nsanze Thérance, au nom des sept partis tutsis de l'opposition desquels s'est retiré le parti PARENA de l'ancien président Jean-Baptiste Bagaza.

"Si vous avez réussi à vaincre les démons de l'apartheid et à remodeler une unique destinée pour le peuple sud-africain en dépit de sa diversité, à fortiori vous aiderez les leaders burundais à revivifier leur nation éprouvée [...]", a dit le président du parti ABASA, l'ambassadeur Nsanze.

Il a cependant accusé l'ancien facilitateur, feu Mwalimu Nyerere, dont l'équipe a été maintenue par Mandela, de "favoritisme et de division arbitraire des parties en négociations en deux catégories". Il a particulièrement condamné les consultations organisées l'année dernière à Dar es Salaam entre le gouvernement et les grands partis, en les caractérisant d'entreprise divisionniste et de déviation flagrante et délibérée des négociations de paix d'Arusha ". "Nous espérons que les membres de l'équipe de la facilitation s'abstiendront de s'embarquer dans des décisions substantives sans consultations préalables entre vous et toutes les parties prenantes à ce processus de paix.", a conclu Nsanze.

Quant au ministre burundais du processus de la paix, Ambroise Niyonsaba, il a exprimé l'espoir que "dans les premiers mois de l'an 2000, nous pourrons vous nommer avec votre illustre prédécesseur, Mwalimu Nyerere, les pères de la paix redécouverte au Burundi". "Nous ferons tout pour vous faciliter la tâche", a-t-il ajouté. "Il faut impliquer tout le monde dans la recherche de la paix, notamment au niveau des groupes armés, et nous suggérons à la facilitation de les recenser tous, d'identifier leur leadership et de les impliquer par une méthode appropriée dans le processus de paix en cours pour que plus personne n'ait le moindre prétexte de tenir les Burundis en otages", a conclu Niyonsaba.

Le "G7" à dominante hutue a accusé ce qu'il a appelé "le régime militaire de Bujumbura, d'arrêter, de détenir et d'éliminer les opposants, et d'avoir regroupé dans des conditions inhumaines plus d'un million de personnes dans des camps de concentration".

Ensemble, le G7 et les partis tutsis de l'opposition, ont accusé le régime tutsi de harceler systématiquement l'opposition, de restreindre les activités des partis politiques et de censurer la presse.

Mandela a promis de recevoir tous les chefs de délégations, individuellement, à l'occasion de la prochaine session de négociations prévue mi-février.

CR/PHD/FH (BU%0117b)

17 JANVIER 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

MANDELA DEPLORE L'ABSENCE DES GROUPES ARMES DANS LE PROCESSUS DE PAIX

Arusha, 17 janvier 2000 (FH) - L'ancien président sud-africain, Nelson Mandela, a déploré dimanche à Arusha l'absence de représentants groupes armés dans le processus de paix pour le Burundi.

Nelson Mandela s'adressait en sa qualité de nouveau facilitateur, aux chefs des dix-huit délégations des parties en présence aux négociations de paix inter-burundaises d'Arusha, ainsi qu'aux représentants des organisations et pays donateurs impliqués.

La question des groupes armés absents à Arusha doit être réglée d'urgence, a dit Mandela, en ajoutant que leur absence a été l'une des principales lacunes du processus de paix d'Arusha.

Qu'ils viennent ici ou non, les groupes armés sont importants et il faut qu'ils soient pleinement impliqués dans le processus, a-t-il dit. A quoi servirait un accord de paix auquel ne souscriraient pas tous les belligérants?," a encore demandé Mandela.

Pendant près de deux heures, l'ancien leader, aujourd'hui octogénaire, a fait un tour d'horizon du conflit au Burundi et des questions encore à régler dans le cadre des négociations.

La mise en place d'une commission d'enquête sur les massacres au Burundi, l'opportunité d'une amnistie générale, le système électoral et la transition, la réforme des forces de sécurité et l'intégration des groupes armés, sont autant de points qui mériteront une attention particulière, a dit Mandela.

Le facilitateur a par ailleurs appelé les dirigeants burundais à faire preuve de souplesse et à rechercher le compromis. Le manque de souplesse de certains d'entre vous risque de rendre difficile la possibilité de parvenir à un accord, a relevé Mandela.

Il a aussi mis en garde contre le danger de vouloir mépriser ou marginaliser les petits partis. Je reconnais qu'il y a des partis puissants qui ont su mobiliser de larges couches de la population, mais il serait extrêmement dangereux de vouloir marginaliser les petits partis en présence au processus de paix, a-t-il dit.

Faisant allusion au rythme des négociations, Mandela a rappelé que dans le passé, il y a eu des plaintes, selon lesquelles les négociateurs burundais perdaient leur temps, de l'argent et l'espoir. Ces critiques devraient constituer une source d'encouragement afin d'aller plus vite, et vous devez être animés par le sens de l'urgence, a-t-il dit.

Mandela a passé la journée de dimanche à Arusha, avant de poursuivre son voyage vers New York où il rendra compte devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies, de l'évolution du processus de paix pour le Burundi. Il reviendra ensuite à Arusha à la mi-février pour relancer les travaux des commissions de négociations de paix inter-burundaises.

Mandela a indiqué avoir invité à ce round de négociations un certain nombre de chefs d'Etats, afin de mobiliser les efforts en vue d'arriver à une paix durable au Burundi. Il a mentionné

notamment les Etats-Unis, la France, l'Arabie Saoudite, le Nigéria, l'Ouganda, la Tanzanie, et l'Organisation de l'Unité Africaine.

Nous devons rechercher la coopération et éviter la concurrence et les initiatives contraires comme ce fut le cas pour le Moyen-Orient, a dit Mandela. Il a aussi insisté sur l'association de la population dans le processus de paix pour le Burundi, afin d'éviter une situation semblable à celle du Rwanda où les négociateurs n'ont rien fait pour préparer la population à l'accord de paix, avec toutes les conséquences que l'on a connues.

Mandela a par ailleurs condamné la politique de regroupement forcé des familles pratiquée actuellement par le gouvernement burundais. Quelles que soient les raisons, cela doit être condamné, ce n'est pas normal d'arracher les gens et les emmener dans les camps, c'est inacceptable, a-t-il dit.

Les négociations de paix inter-burundaises sont relancées au moment où la situation sur le terrain au Burundi s'est dégradée au cours des derniers mois. Des accrochages entre les rebelles hutus et l'armée à majorité tutsie se sont multipliés, particulièrement dans l'Est du pays et autour de la capitale Bujumbura, avec un nombre de victimes civiles et de déplacés toujours croissant. Selon le personnel des Nations Unies, 30,000 réfugiés burundais sont entrés en Tanzanie le mois dernier.

Les associations des droits de l'homme affirment disent qu'au moins 200,000 personnes ont trouvé la mort dans la guerre civile au Burundi, depuis l'assassinat du premier président démocratiquement élu, Mechior Ndadaye (hutu) par des membres de l'armée (en majorité tutsie) en octobre 1993.

La communauté internationale a déjà investi près de dix millions de dollars US dans le processus de paix pour le Burundi depuis 1996. Au cours d'une brève réunion dimanche avec le nouveau facilitateur, les représentants des pays donateurs ont promis de poursuivre leur soutien à ce processus. Selon des diplomates, il faudra entre 2.5 et 3 millions de dollars US pour parvenir à un accord de paix prévisible d'ici avril . Je n'envisage aucun problème dans l'obtention de ce montant, particulièrement après le discours de Mandela aujourd'hui, a déclaré à l'agence Hironnelle un représentant d'un important pays donateur.

CR/PHD/FH (BU%0117a)

14 JANVIER 2000

BURUNDI/NEGOCIATIONS

MANDELA RENCONTRE DIMANCHE LES NEGOCIATEURS DE PAIX POUR LE BURUNDI

Arusha, 14 janvier 2000 (FH) - L'ancien président sud-africain, Nelson Mandela, effectuera dimanche sa première visite à Arusha, en Tanzanie, comme médiateur de paix pour le Burundi, rapporte l'agence de presse Hironnelle.

" Ce sera une première visite de familiarisation pour Mandela ", a dit le porte-parole de l'équipe de la facilitation des négociations de paix pour le Burundi, le Tanzanien Hashim Mbita.

Mandela rencontrera les facilitateurs de la Fondation Nyerere et les chefs des dix-huit délégations burundaises prenant part aux négociations d'Arusha. Le brigadier-général Mbita, porte-parole de la Fondation Nyerere qui organise les négociations, a dit que Mandela devrait aussi rencontrer les envoyés spéciaux et les représentants des pays donateurs. Il s'agit notamment de l'Union Européenne, des Etats-Unis, du Royaume Uni, et du Japon. Mandela arrive dimanche matin à Arusha et devrait terminer ses consultations avant la fin de la journée. Il se rendra ensuite à New York, où il devrait participer à une session spéciale du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur la région des Grands Lacs.

Dans une réunion tenue le 1er décembre dernier à Arusha, les chefs d'Etats des régions de l'Est et du Sud de l'Afrique ont désigné Mandela comme médiateur dans le cadre des négociations de paix pour le Burundi, après la mort de l'ancien président tanzanien Julius Nyerere, en octobre. Les négociations auront duré plus d'une année sous la médiation de Nyerere. Mandela a dit qu'il avait l'intention de maintenir l'équipe de la facilitation déjà en place, et Arusha comme le lieu des négociations. Il demande cependant qu'on aboutisse rapidement à un accord de paix. " Les négociateurs devraient travailler beaucoup plus, afin de mener le processus de paix en cours à une conclusion positive et cela dans les débuts du Nouvel An ", avait dit Mandela dans une déclaration en décembre. Cependant, les négociations éprouvent un sérieux besoin d'un nouvel élan, et la situation sur le terrain au Burundi s'est dégradée au cours des derniers mois.

Des accrochages entre les rebelles hutus et l'armée tutsie se sont multipliés, particulièrement dans l'Est du pays et autour de la capitale Bujumbura, avec un nombre de victimes civiles et de déplacés toujours croissant.

L'organisation des droits de l'homme, Amnesty International, a accusé l'armée de massacrer 43 civils dans le sud de Bujumbura à la veille du Nouvel An, mais le gouvernement a imputé ce forfait aux rebelles. Le nombre de réfugiés fuyant en Tanzanie s'accroît aussi. Selon le personnel des Nations Unies, 30,000 réfugiés burundais sont entrés en Tanzanie le mois dernier.

Le président tutsi Pierre Buyoya, a annoncé cette semaine un remaniement ministériel dans lequel il a remplacé notamment ses ministres des finances et de la défense, sur un fond de critiques internes montantes portant sur sa politique économique. Mais des analystes estiment qu'il ne peut revenir sur la récente flambée des prix. Dix-neuf syndicats commerciaux seraient en train de menacer d'entreprendre une grève.

Les associations des droits de l'homme disent qu'au moins 200,000 ont trouvé la mort dans la guerre civile au Burundi, depuis l'assassinat du premier président démocratiquement élu, Mechior Ndadaye (Hutu), par des membres de l'armée tutsie, en octobre 1993.

JC/CR/FH (BU%0114a)